



INVESTISSEMENT LTÉE

Informations Juridiques et Financières 2011



Sommaire

Rapport du Commissaire aux Comptes	2
Etats de Situation Financière	3
Comptes de Résultats	5
Etats de Résultat Global	6
Tableaux de Variations des Capitaux Propres	7
Tableaux de Flux de Trésorerie	10
Notes Annexes aux Etats Financiers	12

Rapport du Commissaire aux Comptes

Aux Actionnaires de GML Investissement Ltée

Ce rapport a été rédigé uniquement pour les actionnaires de la Compagnie, dans leur ensemble, conformément à la section 205 du Mauritius Companies Act 2001. Notre audit a été effectué afin que nous puissions exposer aux actionnaires de la Compagnie les faits que nous sommes appelés à leurs énoncer dans notre rapport de commissaire aux comptes et pour nulle autre raison. De la façon la plus étendue et permise par la loi, nous déclinons toute responsabilité envers toute partie autre que la Compagnie et les actionnaires de la Compagnie dans leur ensemble, dans l'exécution de notre mission d'audit, pour ce rapport, ou pour les opinions que nous avons formulées.

Rapport sur les états financiers

Nous avons examiné les états financiers de GML Investissement Ltée (« Compagnie ») et ses filiales (collectivement désignées comme « Groupe »), figurant aux pages 3 à 92, qui comprennent les états de situation financière au 30 juin 2011 et les états de résultat global, les tableaux des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour l'année se terminant le 30 juin 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilités des administrateurs pour les états financiers

Les administrateurs sont responsables de la préparation et présentation fidèle de ces états financiers en accord avec les International Financial Reporting Standards et conformément aux exigences du Mauritius Companies Act 2001 et du Financial Reporting Act 2004. Ils sont aussi responsables du contrôle interne qu'ils considèrent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers qui sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers basée sur notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes des International Standards on Auditing. Ces normes demandent à ce que nous nous conformions aux exigences de l'éthique professionnelle et que nous planifions et effectuons l'audit de façon à obtenir une assurance raisonnable si les états financiers sont exempts de toutes anomalies significatives.

Un audit consiste à exécuter des procédures pour obtenir des informations probantes concernant les montants et notes des états financiers. Les procédures choisies dépendront du jugement du commissaire aux comptes, incluant l'évaluation des risques d'énoncés fautifs importants des états financiers, qu'ils soient dû à la fraude ou à l'erreur. En effectuant ces évaluations de risque, le commissaire aux comptes considère le contrôle interne approprié à la préparation et présentation fidèle des états financiers par l'entreprise de façon à élaborer des procédures d'audit qui sont appropriées en la circonstance, mais non pour le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entreprise. Un audit comprend aussi l'évaluation de la justesse des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, aussi bien que

d'évaluer la présentation des états financiers dans leur ensemble. Nous croyons que les informations que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fournir une base pour notre opinion d'audit.

Opinion

A notre avis, les états financiers figurant aux pages 3 à 92 donnent une image sincère et fidèle de la situation financière du Groupe et de la Compagnie au 30 juin 2011, des résultats de ses opérations ainsi que des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date en accord avec les International Financial Reporting Standards et se conforment aux exigences du Mauritius Companies Act 2001 et du Financial Reporting Act 2004.

Emphase

Sans qualifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 46 des états financiers qui décrivent la position de la filiale pour laquelle le rapport du commissaire aux comptes contient une emphase. Les états financiers du Groupe et de la Compagnie ne contiennent aucun ajustement qui serait nécessaire au cas où le plan de restructuration n'est pas réalisé.

Rapport sur d'autres exigences légales

The Mauritius Companies Act 2001

Conformément aux exigences du Mauritius Companies Act 2001, nous faisons le rapport qui suit :

- nous n'avons aucun lien avec, ou intérêt dans la Compagnie et ses filiales autre que dans l'exercice de nos fonctions comme commissaire aux comptes ;
- nous avons obtenu toutes les informations et explications que nous avons requises ; et
- à notre avis, sur la base de notre examen des livres comptables, il apparaît que ces livres comptables sont bien tenus par la Compagnie.

The Financial Reporting Act 2004

Conformément aux exigences de la Financial Reporting Act 2004, les administrateurs sont responsables de la préparation du Rapport sur la Gouvernance d'Entreprise et de fournir les informations en conformité avec les exigences du Code de Gouvernance d'Entreprise de l'île Maurice (« Code »). Notre responsabilité est de donner un rapport sur ces informations.

A notre avis, les informations fournies dans le Rapport de Gouvernance d'Entreprise sont en conformité avec les exigences du Code.



Kemp Chatteris Deloitte



Jacques de C du Mée, ACA

13 décembre 2011

Etats de Situation Financière

au 30 juin 2011

ACTIFS	Notes	GROUPE			COMPAGNIE		
		2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
ACTIFS NON-COURANTS							
Immobilisations corporelles	4	25,151,981	22,853,093	13,878,310	-	-	-
Immeubles de placement	5	1,621,996	1,549,503	519,900	-	-	-
Immobilisations incorporelles	6	2,008,982	1,341,449	1,350,390	-	-	-
Créances à long terme	7	57,138	51,455	164,344	-	-	-
Impôts différés	8	80,649	89,593	103,415	-	-	-
Charges différées	9	273,449	251,589	395,359	-	-	-
Capitaux biologiques	10	136,079	142,028	145,355	-	-	-
Instruments financiers dérivés	11	-	173,978	144,005	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	12	-	1,366,264	530,701	-	-	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	20	-	395,216	136,841	-	-	-
Retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	28	28,287	20,855	15,589	-	-	-
Créances liées aux contrats de location financement	13	758,785	741,930	-	-	-	-
Immobilisations financières :							
- Filiales	14	-	-	-	7,505,126	6,021,008	3,917,113
- Compagnies associées	15	6,456,874	5,748,879	7,459,859	3,014,779	1,549,035	2,783,235
- Co-entreprise	16	-	40,913	-	-	-	-
- Autres titres	17	1,580,650	1,337,777	1,659,433	596,860	608,331	366,100
		8,037,524	7,127,569	9,119,292	11,116,765	8,178,374	7,066,448
		38,154,870	36,104,522	26,503,501	11,116,765	8,178,374	7,066,448
ACTIFS COURANTS							
Charges différées	9	101,450	96,819	101,417	-	-	-
Capitaux biologiques	10	437,260	348,007	447,159	-	-	-
Instruments financiers dérivés	11	-	14,731	5,077	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	12	-	3,357,766	1,459,474	-	-	-
Stocks	18	3,925,896	3,457,196	1,320,638	-	-	-
Clients et autres débiteurs	19	6,048,390	6,651,552	3,447,834	132,569	100,768	88,192
Créances liées aux contrats de location financement	13	264,144	267,962	-	-	-	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	20	-	451,365	501,770	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	21	-	367,509	103,172	-	-	-
Placements	22	107,900	33,350	32,500	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie		914,503	3,511,828	3,477,924	23,486	118	29,523
		11,799,543	18,558,085	10,896,965	156,055	100,886	117,715
Actifs financiers disponibles à la vente	23	-	403,919	-	-	261,328	-
Actifs destinés à être cédés	24	132,715	379,202	89,873	-	-	-
TOTAL ACTIFS		50,087,128	55,445,728	37,490,339	11,272,820	8,540,588	7,184,163

Les principes comptables énoncés aux pages 12 à 41 et les notes annexes se trouvant aux pages 42 à 92 font partie intégrante des états financiers. Le rapport du commissaire aux comptes est à la page 2.

Etats de Situation Financière

au 30 juin 2011

	Notes	GROUPE			COMPAGNIE		
		2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS							
Capital émis	25	897,883	897,883	897,883	897,883	897,883	897,883
Réserves de réévaluation et autres réserves		3,575,813	4,206,974	2,892,510	5,951,859	3,699,739	3,095,855
Résultats non distribués		5,909,312	5,043,440	5,203,370	2,951,463	2,626,127	1,365,860
		10,383,008	10,148,297	8,993,763	9,801,205	7,223,749	5,359,598
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE							
		10,383,008	10,148,297	8,993,763	9,801,205	7,223,749	5,359,598
Intérêts minoritaires		13,788,481	14,595,132	9,816,434	-	-	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES		24,171,489	24,743,429	18,810,197	9,801,205	7,223,749	5,359,598
PASSIFS NON-COURANTS							
Instruments financiers dérivés	11	-	170,878	144,005	-	-	-
Emprunts	26	8,532,695	6,875,040	5,388,566	1,125,000	925,000	995,148
Retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	28	456,246	407,738	240,022	-	-	-
Dettes envers la clientèle	30	-	382,199	297,220	-	-	-
Contrats à capital garanti	31	-	115,251	105,818	-	-	-
Impôts différés	8	1,668,079	607,435	568,095	-	-	-
		10,657,020	8,558,541	6,743,726	1,125,000	925,000	995,148
PASSIFS COURANTS							
Instruments financiers dérivés	11	-	38,111	3,707	-	-	-
Emprunts	26	7,250,612	6,823,727	3,756,038	339,164	375,588	743,417
Obligations	27	180,000	185,000	160,000	-	-	-
Dettes auprès des établissements de crédit	29	-	96,186	142,670	-	-	-
Dettes envers la clientèle	30	-	7,599,093	4,699,707	-	-	-
Contrats à capital garanti	31	-	-	45,417	-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	32	7,217,134	6,742,333	3,024,192	7,451	16,251	86,000
Impôt exigible	33	95,287	74,005	104,685	-	-	-
		14,743,033	21,558,455	11,936,416	346,615	391,839	829,417
Fonds des assurances vie		515,586	585,303	-	-	-	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		50,087,128	55,445,728	37,490,339	11,272,820	8,540,588	7,184,163

Approuvé par le Conseil d'Administration et autorisé à être émis le 13 décembre 2011.



Thierry Lagesse
Président



J. Cyril Lagesse
Directeur

Les principes comptables énoncés aux pages 12 à 41 et les notes annexes se trouvant aux pages 42 à 92 font partie intégrante des états financiers. Le rapport du commissaire aux comptes est à la page 2.

Comptes de Résultats

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

	Notes	GROUPE		COMPAGNIE	
		2011 Rs'000	2010 (Retraité) Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
ACTIVITE POURSUIVIES					
Chiffre d'affaires	34	26,825,503	17,719,074	299,744	253,870
Coût des ventes		(20,757,998)	(13,795,832)	-	-
Marge brute		6,067,505	3,923,242	299,744	253,870
Autres produits	36	807,672	635,817	13,844	835
Charges administratives		(5,138,041)	(3,505,005)	(49,496)	(47,935)
Résultat opérationnel		1,737,136	1,054,054	264,092	206,770
Produits financiers	37	32,387	86,979	1,181	3,951
Charges financières	38	(1,081,699)	(980,486)	(99,287)	(129,885)
Produits/(charges) exceptionnels	39	544,807	(177,987)	243,947	1,254,964
Quote-part des résultats des entreprises associées	15	518,805	386,788	-	-
Résultat avant impôt		1,751,436	369,348	409,933	1,335,800
Charge d'impôts sur le résultat	33	(227,822)	(144,933)	-	-
Résultat net des activités ordinaires poursuivies de l'exercice		1,523,614	224,415	409,933	1,335,800
ACTIVITES ABANDONNEES					
Profit de l'exercice liée aux activités abandonnées	24	32,390	96,450	-	-
Résultat de l'exercice	35	1,556,004	320,865	409,933	1,335,800
Attribuable aux :					
Propriétaires de la société mère		900,178	108,703	409,933	1,335,800
Intérêts minoritaires		655,826	212,162	-	-
		1,556,004	320,865	409,933	1,335,800

Les principes comptables énoncés aux pages 12 à 41 et les notes annexes se trouvant aux pages 42 à 92 font partie intégrante des états financiers. Le rapport du commissaire aux comptes est à la page 2.

Etats de Résultat Global

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 (Retraité) Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Résultat de l'exercice	1,556,004	320,865	409,933	1,335,800
Autres éléments du résultat global				
<i>Titres disponibles à la vente</i>				
Augmentation de la juste valeur des titres disponibles à la vente (Note 1)	273,885	440,270	2,390,720	1,619,962
Ajustement de reclassification de juste valeur matérialisée sur cession	(277,733)	(56,351)	(138,600)	(1,017,578)
Perte de valeur d'immobilisations financières	-	-	-	1,500
	(3,848)	383,919	2,252,120	603,884
Écart de réévaluation	40,344	4,875,057	-	-
Réserve de réévaluation matérialisée sur cession	(33,884)	-	-	-
Ajustement d'impôt différé porté à la réserve de réévaluation	(1,052,488)	(44,693)	-	-
	(1,046,028)	4,830,364	-	-
Ecart de change	(88,475)	(149,602)	-	-
Autres mouvements des réserves	28,089	(428,405)	-	-
Autres mouvements des compagnies associées	(378,025)	7,670	-	-
Autres éléments du résultat global	(1,488,287)	4,643,946	2,252,120	603,884
Résultat global de l'exercice	67,717	4,964,811	2,662,053	1,939,684
Attribuable aux :				
Propriétaires de la société mère	282,995	1,263,207	2,662,053	1,939,684
Intérêts minoritaires	(215,278)	3,701,604	-	-
	67,717	4,964,811	2,662,053	1,939,684

Note 1: L'augmentation/ la diminution de la juste valeur s'analyse comme suit :

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Filiales (Note 14)	-	-	1,832,420	867,985
Compagnies associées (Note 15)	-	-	537,655	479,209
Autres titres (Note 17)	273,885	440,270	20,645	272,768
	273,885	440,270	2,390,720	1,619,962

Les principes comptables énoncés aux pages 12 à 41 et les notes annexes se trouvant aux pages 42 à 92 font partie intégrante des états financiers. Le rapport du commissaire aux comptes est à la page 2.

Tableaux de Variations des Capitaux Propres

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

GROUPE	CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE								
	Capital social Rs'000	Réserves de réévaluation des immobilisations corporelles Rs'000	Réserve des opérations de change Rs'000	Réserve de juste valeur Rs'000	Autres réserves Rs'000	Résultat non-distribué Rs'000	Total Rs'000	Intérêts minoritaires Rs'000	Total capitaux propres Rs'000
Au 1 juillet 2009 (Retraité)	897,883	2,305,885	197,512	363,052	26,061	5,203,370	8,993,763	9,816,434	18,810,197
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	108,703	108,703	212,162	320,865
Autres éléments du résultat global	-	1,160,322	(156,670)	303,922	6,890	(159,960)	1,154,504	3,489,442	4,643,946
Résultat global de l'exercice	-	1,160,322	(156,670)	303,922	6,890	(51,257)	1,263,207	3,701,604	4,964,811
Mouvement des capitaux propres en vertu d'une augmentation du pourcentage détenu dans une filiale	-	-	-	-	-	22,742	22,742	(22,742)	-
Autres mouvements de bénéfices reportés	-	-	-	-	-	86,154	86,154	(35,671)	50,483
Ajustement des minoritaires suite aux cessions des associées d'une filiale	-	-	-	-	-	(142,036)	(142,036)	142,036	-
Autres mouvements des minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	(104,158)	(104,158)
Acquisition d'une filiale	-	-	-	-	-	-	-	1,502,769	1,502,769
Actions émises à des minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	15,848	15,848
Dividendes (Note 40)	-	-	-	-	-	(75,533)	(75,533)	(420,988)	(496,521)
Au 30 juin 2010	897,883	3,466,207	40,842	666,974	32,951	5,043,440	10,148,297	14,595,132	24,743,429

Les principes comptables énoncés aux pages 12 à 41 et les notes annexes se trouvant aux pages 42 à 92 font partie intégrante des états financiers. Le rapport du commissaire aux comptes est à la page 2.

GROUPE	CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE								
	Capital social	Réserves de réévaluation des immobilisations corporelles	Réserves des opérations de change	Réserves de juste valeur	Autres réserves	Résultat non-distribué	Total	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000
Au 1 juillet 2010	897,883	3,466,207	40,842	666,974	32,951	5,043,440	10,148,297	14,595,132	24,743,429
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	900,178	900,178	655,826	1,556,004
Autres éléments du résultat global	-	(531,798)	(58,254)	(41,787)	678	13,978	(617,183)	(871,104)	(1,488,287)
Résultat global de l'exercice	-	(531,798)	(58,254)	(41,787)	678	914,156	282,995	(215,278)	67,717
Mouvement des capitaux propres en vertu d'une augmentation de pourcentage détenu dans une filiale	-	-	-	-	-	52,840	52,840	(127,042)	(74,202)
Autres mouvements de bénéfices reportés	-	-	-	-	-	(16,527)	(16,527)	33,180	16,653
Autres mouvements des minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	18,093	18,093
Cession d'une filiale	-	-	-	-	-	-	-	(626,299)	(626,299)
Actions émises à des minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	423,099	423,099
Dividendes (Note 40)	-	-	-	-	-	(84,597)	(84,597)	(312,404)	(397,001)
Au 30 juin 2011	897,883	2,934,409	(17,412)	625,187	33,629	5,909,312	10,383,008	13,788,481	24,171,489

Les principes comptables énoncés aux pages 12 à 41 et les notes annexes se trouvant aux pages 42 à 92 font partie intégrante des états financiers. Le rapport du commissaire aux comptes est à la page 2.

Tableaux de Variations des Capitaux Propres pour l'exercice clos le 30 juin 2011

COMPAGNIE

	Capital social Rs'000	Réserve de juste valeur Rs'000	Résultat non-distribué Rs'000	Total Rs'000
Au 1 juillet 2009	897,883	3,095,855	1,365,860	5,359,598
Résultat de l'exercice	-	-	1,335,800	1,335,800
Autres éléments du résultat global	-	603,884	-	603,884
Résultat global de l'exercice	-	603,884	1,335,800	1,939,684
Dividendes (Note 40)	-	-	(75,533)	(75,533)
Au 30 juin 2010	897,883	3,699,739	2,626,127	7,223,749
Au 1 juillet 2010	897,883	3,699,739	2,626,127	7,223,749
Résultat de l'exercice	-	-	409,933	409,933
Autres éléments du résultat global	-	2,252,120	-	2,252,120
Résultat global de l'exercice	-	2,252,120	409,933	2,662,053
Dividendes (Note 40)	-	-	(84,597)	(84,597)
Au 30 juin 2011	897,883	5,951,859	2,951,463	9,801,205

Les principes comptables énoncés aux pages 12 à 41 et les notes annexes se trouvant aux pages 42 à 92 font partie intégrante des états financiers. Le rapport du commissaire aux comptes est à la page 2.

Tableaux de Flux de Trésorerie

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011	2010 (Retraité)	2011	2010
	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000
ACTIVITES OPERATIONNELLES				
Résultat avant impôt des activités poursuivies	1,751,436	369,348	409,933	1,335,800
Résultat avant impôt lié aux activités abandonnées	44,228	107,889	-	-
	1,795,664	477,237	409,933	1,335,800
Ajustements pour:				
Quote-part dans les résultats des compagnies associées	(518,805)	(436,136)	-	-
Quote-part dans les résultats des co-entreprises	(1,042)	(1,263)	-	-
Fonds des assurances vie	(69,717)	32,940	-	-
Ajustement sur immobilisations corporelles	69,376	-	-	-
Amortissement des immobilisations corporelles	1,097,232	834,232	-	-
Amortissement des immobilisations incorporelles	29,233	36,939	-	-
Radiations des immobilisations corporelles et incorporelles	9,791	2,454	-	-
Dépréciation des immobilisations corporelles	70,000	100,000	-	-
Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	39,350	-	-
Gains sur cessions d'immobilisations corporelles	(23,610)	(20,432)	-	-
Pertes sur cessions d'immobilisations incorporelles	-	261	-	-
Gains sur vente des terrains	(11,533)	(39,520)	-	-
Gain sur vente d'immeuble de placement	(4,400)	-	-	-
(Gains)/pertes sur cessions d'immobilisations financières	(356,144)	533,656	(233,831)	(1,009,766)
(Gains)/pertes sur cessions des filiales	(290,199)	616	-	-
Juste valeur des immeubles de placements	-	(965,078)	-	-
Goodwill négatif crédité au compte de résultat	(68,279)	(55,334)	-	-
Goodwill radié	98,218	-	-	-
Reprise de déficit de la réévaluation de l'année précédente	(1,141)	-	-	-
Ajustement de juste valeur sur capitaux biologiques	(52,315)	137,439	-	-
Ajustements sur consolidation	8,139	78,468	-	-
Dividendes reçus	(23,078)	(27,881)	-	-
Intérêts reçus	(32,387)	(86,979)	(1,181)	(3,951)
Intérêts payés	1,088,234	981,032	99,287	129,885
Dépréciation des immobilisations financières	4,154	556,540	-	21,500
Engagements de prestations de régime de retraite	41,076	162,450	-	-
Dividende reçu en espèce	-	-	(10,577)	-
	2,858,467	2,340,991	263,631	473,468
Ajustement du fond de roulement :				
Variation des instruments financiers dérivés	49,351	21,650	-	-
Variation des prêts et créances sur la clientèle	(1,998,532)	(2,733,855)	-	-
Variation des instruments financiers	(450,903)	(472,307)	-	-
Variation des dettes envers les établissements de crédit	(57,557)	(46,484)	-	-
Variation des dettes envers la clientèle	2,079,935	2,984,365	-	-
Variation des stocks	(417,750)	(200,428)	-	-
Variation des clients et autres débiteurs	778,185	(117,997)	(31,801)	(12,576)
Variation des fournisseurs et créditeurs	206,935	235,608	(8,800)	(69,749)
TOTAL FONDS DISPONIBLES	3,048,131	2,011,543	223,030	391,143
Intérêts payés	(1,088,234)	(981,032)	(99,287)	(129,885)
Impôts payés	(180,960)	(186,233)	-	-
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX ACTIVITÉS OPERATIONNELLES	1,778,937	844,278	123,743	261,258

Les principes comptables énoncés aux pages 12 à 41 et les notes annexes se trouvant aux pages 42 à 92 font partie intégrante des états financiers. Le rapport du commissaire aux comptes est à la page 2.

Tableaux de Flux de Trésorerie

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011	2010 (Retraité)	2011	2010
	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000
FLUX NETS DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	1,778,937	844,278	123,743	261,258
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT				
Produits sur cessions d'immobilisations corporelles	145,102	36,186	-	-
Produits sur cessions d'immobilisations incorporelles	348	4,271	-	-
Produits sur cessions d'immobilisations financières	589,211	1,353,242	160,731	1,323,078
Produits sur cessions d'immeubles de placement	14,400	-	-	-
Produits sur vente de terrains	11,459	39,251	-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1,548,301)	(1,289,335)	-	-
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(70,885)	(56,264)	-	-
Acquisitions d'immobilisations financières	(482,813)	(507,567)	(341,266)	(1,104,182)
Acquisitions d'immeubles de placement	(3,437)	-	-	-
Variation nette des charges différées	(8,859)	126,375	-	-
Variation nette des capitaux biologiques	(30,989)	(34,960)	-	-
Variation nette des placements	(74,550)	(850)	-	-
Investissement dans des contrats de location-financement	(13,037)	166,158	-	-
Flux net de trésorerie attribuable à l'acquisition des filiales (Note 45(a))	(723,793)	(2,528,285)	-	-
Flux net de trésorerie attribuable au cession des filiales (Note 45(b))	(2,833,795)	(667)	-	-
Dividendes reçus des compagnies associées	207,894	582,154	-	-
Dividendes reçus	23,078	27,881	-	-
Intérêts reçus	32,387	86,979	1,181	3,951
FLUX DE TRESORERIE NETS (CONSOMMES PAR)/PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(4,766,580)	(1,995,431)	(179,354)	222,847
ACTIVITES DE FINANCEMENT				
Mouvements sur créances	(5,683)	112,889	-	-
Mouvements nets sur contrats à capital garanti	-	(35,984)	-	-
Mouvements sur obligations	(5,000)	25,000	-	-
Mouvements nets sur emprunts	474,916	(910,234)	352,270	(597,489)
Actions émises à des minoritaires	423,099	15,848	-	-
Dividendes payés aux minoritaires	(312,404)	(420,988)	-	-
Dividendes versés aux propriétaires de la compagnie mère	(84,597)	(75,533)	(84,597)	(75,533)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT/(CONSOMMES PAR) DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	490,331	(1,289,002)	267,673	(673,022)
(DIMINUTION)/AUGMENTATION DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(2,497,312)	(2,440,155)	212,062	(188,917)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE AU 1 JUILLET	(693,084)	1,747,071	(237,740)	(48,823)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE AU 30 JUIN	(3,190,396)	(693,084)	(25,678)	(237,740)
Représenté par:				
Caisse et banque	914,503	2,513,407	23,486	118
Avoirs auprès de la Banque Centrale	-	998,421	-	-
Découverts bancaires	(4,104,899)	(4,204,912)	(49,164)	(237,858)
	(3,190,396)	(693,084)	(25,678)	(237,740)

Les principes comptables énoncés aux pages 12 à 41 et les notes annexes se trouvant aux pages 42 à 92 font partie intégrante des états financiers. Le rapport du commissaire aux comptes est à la page 2.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

1. INFORMATIONS RELATIVES A LA COMPAGNIE

GML Investissement Ltée (précédemment Compagnie d'Investissement et de Développement Limitée (la « Compagnie ») est une compagnie publique immatriculée à l'île Maurice dont l'activité principale consiste en la gestion d'investissements. Le siège social et l'établissement principal de la Compagnie sont situés au 4^{ème} Etage, IBL House, Caudan Waterfront, Port Louis, Ile Maurice.

A une assemblée tenue le 29 octobre 2010, les actionnaires ont adopté une résolution et suivant l'approbation obtenue du Registrar en date de 11 novembre 2010, la Compagnie a changé son nom de Compagnie d'Investissement et de Développement Limitée à GML Investissement Ltée.

2(A) APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATIONS FINANCIERES (IFRS) NOUVELLES ET REVISEES

Dans l'année courante, la Compagnie a appliqué tous les Standards et Interprétations émis par le International Accounting Standards Board (« IASB ») et le International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») du IASB qui sont appropriés à ses opérations et applicable pour les périodes commençant le 1^{er} juillet 2010.

Normes et interprétations appliquées mais sans effets sur les états financiers

Les normes et interprétations, nouvelles et révisées, suivants et pertinents ont été appliquées dans ces états financiers. Leurs applications n'ont pas eu d'impact important sur les montants reportés dans ces états financiers, mais qui pourraient avoir un impact sur la comptabilité des transactions et arrangement futur.

IAS 1	Présentation des états financiers - Améliorations annuelles des IFRS d'avril 2009
IAS 7	Tableau de flux de trésorerie - Améliorations annuelles des IFRS d'avril 2009
IAS 17	Contrats de location - Améliorations annuelles des IFRS d'avril 2009
IAS 27	Etats financiers consolidés et individuels - Améliorations annuelles des IFRS de mai 2010
IAS 32	Instruments financiers : Présentation - Amendement relatif à la classification d'émissions de droits
IAS 36	Dépréciation d'actifs : - Améliorations annuelles des IFRS d'avril 2009
IAS 39	Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation - Améliorations annuelles des IFRS d'avril 2009
IFRS 3	Regroupement d'entreprises - Améliorations annuelles des IFRS de mai 2010
IFRS 5	Actifs non-courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées - Améliorations annuelles des IFRS d'avril 2009
IFRIC 19	Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres

Normes et Interprétations publiées mais non encore appliquées

A la date d'autorisation de ces états financiers, les normes et interprétations suivants et pertinents étaient émises mais prennent effet pour les périodes annuelles commençant ou après les dates respectives comme indiqué :

IAS 1	Présentation des états financiers - Améliorations annuelles des IFRS de mai 2010 (effectif 1 ^{er} janvier 2011)
IAS 1	Présentation des états financiers - Amendement sur la présentation des autres éléments du résultat global (effectif 1 ^{er} juillet 2012)
IAS 12	Impôts sur le résultat - Amendement avec ampleur limitée (Récupération des actifs sous-jacent) (effectif 1 ^{er} janvier 2012)
IAS 24	Information relative aux parties liées - Révision des définitions des parties liées (effectif 1 ^{er} janvier 2011)
IAS 27	Etats financiers consolidés et individuels – Emises de nouveau comme IAS 27 Etats financiers individuels (telle que modifiée en 2011) (effectif 1 ^{er} janvier 2013)

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(A) APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATIONS FINANCIERES (IFRS) NOUVELLES ET REVISEES (SUITE)

- IAS 28 Participations dans des entreprises associées - Emises de nouveau comme IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises (telle que modifiée en 2011) (effectif 1^{er} janvier 2013)
- IAS 19 Avantages du personnel - Norme modifiée résultant des projets sur les avantages postérieur à l'emploi et les indemnités de fin des contrats de travail (effectif 1^{er} janvier 2013)
- IFRS 7 Instruments financiers : Information à fournir - Améliorations annuelles des IFRS de mai 2010 (effectif 1^{er} janvier 2011)
- IFRS 7 Instruments financiers : Information à fournir - Amendement des informations additionnelle à fournir sur les transferts d'actifs financiers (effectif 1^{er} juillet 2011)
- IFRS 9 Instruments financiers - Classification et évaluation (effectif 1^{er} janvier 2013)
- IFRS 10 États financiers consolidés (effectif 1^{er} janvier 2013)
- IFRS 11 Partenariats (effectif 1^{er} janvier 2013)
- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (effectif 1^{er} janvier 2013)
- IFRS 13 Evaluation de la juste valeur (effectif 1^{er} janvier 2013)
- IFRIC 14 IAS 19 - Paiements d'avance d'exigences de financement minimal (effective au 1^{er} janvier 2011)

Les Directeurs prévoient l'application de ces modifications dans les prochains états financiers du Groupe et de la Compagnie aux dates effectives indiquées ci-dessus. Les Directeurs n'ont cependant pas encore eu l'occasion d'évaluer l'impact potentiel de l'adoption de ces modifications.

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

(a) Bases de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe des coûts historiques, à l'exception :

- des terrains et bâtiments dont la valeur a été modifiée lors des réévaluations successives ;
- des immeubles de placement qui ont été portés à leur juste valeur à la date de clôture ;
- des actifs financiers disponibles à la vente, qui ont été portés à leur juste valeur à la date de clôture ; et
- des capitaux biologiques qui ont été mesurés à leur juste valeur après déduction de l'estimation de leurs frais de transformation jusqu'aux points de vente.

Les états financiers consolidés de la Compagnie et de toutes ses filiales (le « Groupe ») ont été préparés conformément aux normes internationales d'informations financières (« IFRS »).

Les états financiers consolidés sont présentés en Roupie Mauricienne et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (Rs'000) sauf indication du contraire.

(b) Comptes consolidés - base de préparation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Compagnie et de ses filiales au 30 juin de chaque année.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes. Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables concordent avec les méthodes utilisés par d'autres membres du Groupe.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(b) Comptes consolidés - base de préparation (Suite)

Tous les soldes et transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant des transactions internes, sont éliminés en totalité.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales sont identifiées séparément des capitaux propres du Groupe qui y sont. La participation des actionnaires ne donnant pas le contrôle est initialement évaluée soit à la juste valeur, soit à la part proportionnelle de la participation contrôlant dans l'actif net à juste valeur identifiable de l'entreprise acquise. Le choix de la base d'évaluation est effectué transaction par transaction et à la date d'acquisition. A la suite de l'acquisition, la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle est le montant de ces intérêts lors de la comptabilisation initiale et la part des participations ne donnant pas le contrôle dans les variations des capitaux propres. Le résultat global total est attribué aux participations ne donnant pas le contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

Tous changements dans l'intérêt du Groupe dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions de capitaux propres. La valeur comptable des intérêts du Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales sont ajustées afin de refléter les changements de leurs participations relatives dans la filiale. Toute différence entre le montant par lequel les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales sont ajustées et la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue est comptabilisée directement en capitaux propres et sont attribués aux propriétaires de la Compagnie.

Lorsque le Groupe perd le contrôle d'une filiale, le profit ou la perte sur cession est calculé comme la différence entre (i) le total de la juste valeur de la contrepartie reçue et la juste valeur de toute participation conservée et (ii) la valeur comptable antérieure des actifs (y compris le goodwill), et les passifs de la filiale et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales. Les montants antérieurement comptabilisés en autres éléments du résultat global par rapport à la filiale sont comptabilisés (i.e. reclassés en résultat ou transféré directement au résultat non distribué) de la même façon que celle qui s'appliquerait si les actifs ou les passifs pertinents ont été éliminés. La juste valeur de tout investissement conservé dans l'ancienne filiale à la date de perte de contrôle est considérée comme la juste valeur de la comptabilisation initiale de sa comptabilisation ultérieure selon IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ou, le cas échéant, le coût de la comptabilisation initiale d'une participation dans une compagnie associée ou une co-entreprise.

(c) Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, plus tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Le cas échéant, la contrepartie de l'acquisition comprend tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle, évaluée à sa date d'acquisition à la juste valeur. Les variations ultérieures de ces justes valeurs sont ajustées par rapport au coût d'acquisition où ils sont considérés comme des ajustements dans la période d'évaluation (voir ci-dessous). Toutes les autres modifications ultérieures de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle classée comme un actif ou un passif sont comptabilisés selon les IFRS pertinentes. Les variations de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle classée en capitaux propres ne sont pas reconnues.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(c) Regroupements d'entreprises (Suite)

Lorsqu'un regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, les intérêts occupés précédemment par le Groupe dans la compagnie acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition (à savoir la date à laquelle le Groupe acquit le contrôle) et le gain ou la perte résultant, est comptabilisé aux états de résultat global. Les montants découlant des intérêts dans la compagnie acquise avant la date d'acquisition qui ont déjà été comptabilisés dans le résultat étendu, sont reclassés dans le bénéfice ou la perte, où un tel traitement serait approprié si cet intérêt a été éliminé.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiés comme ceux répondant aux conditions de comptabilisation de la norme IFRS 3 (2008), sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition, sauf pour les :

- Actifs ou passifs d'impôts reportés et passifs ou actifs liés aux accords de prestations aux employés sont comptabilisés et évalués conformément à l'IAS 12, Impôts sur le résultat, et IAS 19, Avantages du personnel, respectivement ;
- Passifs ou les instruments de capitaux propres liés au remplacement de droits acquis à un paiement fondé sur des actions propres à l'entreprise acquise, sont mesurées conformément à la norme IFRS 2, Paiement fondé sur des actions; et
- Actifs (ou un groupe d'actifs destiné à être cédé) qui sont classés comme détenus en vue de la vente selon IFRS 5, Actifs non-courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, sont évalués conformément à cette norme.

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est inachevée à la fin de la période de déclaration où le regroupement se produit, le Groupe comptabilise les montants provisoires pour les éléments pour lesquels la comptabilité est incomplète. Ces montants provisoires sont ajustés au cours de la période d'évaluation (voir ci-dessous), où des actifs ou des passifs additionnels sont reconnus, afin de refléter de nouvelles informations obtenues sur les faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition qui, si elle est connue, aurait affecté les montants comptabilisés en tant que de cette date.

La période d'évaluation est la période allant de la date d'acquisition à la date à laquelle le Groupe obtient des informations complètes sur les faits et les circonstances qui existaient à la date d'acquisition et est soumise à un maximum d'un an.

(d) Participation dans des filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe exerce un contrôle lorsqu'il possède, directement ou indirectement, un intérêt de plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir de régir les politiques financières et opérationnelles de l'entité, desquelles se dégageront des bénéfices.

Dans les états financiers de la Compagnie, les participations dans les filiales sont portées à leur juste valeur. Cette valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable lorsqu'une perte de valeur est identifiée et celle-ci est incluse dans l'état du résultat global.

(e) Participations dans des compagnies associées

Une compagnie associée est une entité sur laquelle la Compagnie ou le Groupe est à même d'exercer une influence notable mais qui n'est ni filiale et ni co-entreprise du Groupe. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(e) Participations dans des compagnies associées (Suite)

Les états financiers de la Compagnie

Les participations dans les compagnies associées sont portées à leur juste valeur. Les gains et pertes de juste valeur sont comptabilisés directement en capitaux propres dans une ligne séparée. La valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable lorsqu'une perte de valeur est identifiée et cette dernière est incluse dans l'état du résultat global.

Les états financiers du Groupe

Les résultats et les actifs et passifs des entreprises associées sont comptabilisés dans les présents états financiers selon la méthode de la mise en équivalence, sauf si la participation est classée comme détenue en vue de la vente, dans ce cas, celle-ci est comptabilisée selon IFRS 5 *Actifs non-courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Selon la méthode de la mise en équivalence, les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées au coût dans l'état de situation financière consolidée et ajustées en fonction des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée après la date d'acquisition, moins toute perte de valeur liée à chacune des participations. Les pertes d'une entreprise associée qui excèdent la participation du Groupe dans celle-ci sont comptabilisées seulement dans la mesure où le Groupe a engagé une obligation légale ou implicite ou a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la part revenant au Groupe de la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée constaté à la date d'acquisition est comptabilisé à titre de goodwill. Le goodwill est inclus dans la valeur comptable de la participation et fait l'objet de tests de dépréciation au titre de ce placement. Tout excédent de la part revenant au Groupe de la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables sur le coût d'acquisition, après réévaluation, est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les profits et pertes résultant de transactions entre une entité du Groupe et une entreprise associée sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans cette entreprise associée.

Les méthodes comptables de l'entreprise associée sont conformes à celles utilisées par le Groupe pour des transactions et des événements semblables se produisant dans des circonstances similaires.

(f) Participation dans une co-entreprise

Le Groupe détient une participation dans une co-entreprise, dont l'activité économique est exercée sous le contrôle conjoint des co-entrepreneurs, en vertu d'un accord contractuel. Le Groupe comptabilise sa participation dans une entité contrôlée conjointement selon la méthode de la mise en équivalence.

Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation dans la co-entreprise est comptabilisée au coût dans l'état de situation financière et ajustée en fonction des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de la co-entreprise. Le goodwill est inclus dans la valeur comptable de la participation et n'est ni amorti ni individuellement soumise à un test de dépréciation.

L'état du résultat global reflète la part des résultats d'exploitation de la co-entreprise. S'il y a eu un changement comptabilisé directement en capitaux propres de la co-entreprise, le Groupe comptabilise sa quote-part de tout changement et fournit l'information, le cas échéant, dans l'état des variations des capitaux propres. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions entre le Groupe et la co-entreprise sont éliminés à hauteur de la participation dans la co-entreprise.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(f) Participation dans une co-entreprise (Suite)

Les états financiers de la co-entreprise sont préparés pour la même période de clôture que la société mère. Le cas échéant, des ajustements sont effectués pour les conventions comptables conformes à celles du Groupe.

En cas de perte de contrôle en commun et à moins que la co-entreprise ne devienne une filiale ou une associée, le Groupe évalue et reconnaît son placement restant à sa juste valeur. Toute différence entre la valeur comptable de la co-entreprise avant la perte de contrôle en commun et la juste valeur de l'investissement restant et les produits de la vente, est comptabilisée dans l'état du résultat global. Lorsque l'investissement restant constitue une influence notable, il est comptabilisé comme un investissement dans une entreprise associée.

(g) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (sa monnaie fonctionnelle). Aux fins de la présentation de ces états financiers consolidés, les résultats et la situation financière de chacune des entités du Groupe sont libellés en Roupie mauricienne, qui constitue la monnaie fonctionnelle de la Compagnie et la monnaie de présentation de ses états financiers consolidés.

Dans le cadre de la préparation des états financiers de chaque entité, les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité (monnaie étrangère) sont comptabilisées en appliquant le cours du change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à la date de clôture. Les éléments non-monétaires comptabilisés à la juste valeur et libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant les cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée. Les éléments non-monétaires qui sont évalués au coût historique et libellés en monnaie étrangère ne sont pas reconvertis. Les écarts de change sont comptabilisés dans le compte des résultats.

Aux fins de la présentation des états financiers consolidés, les actifs et passifs liés aux activités du Groupe à l'étranger sont libellés en unités de monnaie en appliquant les cours de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments de produits et de charges sont convertis au cours de change moyen pour la période. Les écarts de change qui surviennent, le cas échéant, sont classés dans les capitaux propres et comptabilisés au titre de la réserve liée à l'écart de change du Groupe. Ces écarts de change sont comptabilisés en résultat dans la période au cours de laquelle l'activité à l'étranger est cédée.

Les ajustements du goodwill et de la juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger, sont traités comme un actif ou un passif de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

(h) Immobilisations corporelles

Après leur évaluation initiale au coût, les terrains et bâtiments sont comptabilisés à leur montant réévalué, qui est la juste valeur à la date de réévaluation, diminuée du cumul des amortissements sur les constructions, et du cumul des pertes de valeur ultérieures. Les évaluations sont effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable de l'actif ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant sa juste valeur à la date de la clôture.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(h) Immobilisations corporelles (Suite)

Toute augmentation de valeur est créditée en capitaux propres au titre de l'écart de réévaluation d'immobilisations corporelles. Toutefois, une réévaluation positive doit être comptabilisée en résultat dans la mesure où elle compense une réévaluation négative du même actif, précédemment comptabilisée en résultat. Une diminution de la valeur comptable à la suite de la réévaluation des terrains et bâtiments est reconnue en charges dans les résultats, dans la mesure où elle excède le solde, le cas échéant, de l'écart de réévaluation d'immobilisations découlant d'une réévaluation antérieure de cet actif.

Un transfert annuel est opéré de la rubrique réserve sur réévaluation des immobilisations corporelles à la rubrique bénéfices reportés, pour le montant correspondant à la différence entre l'amortissement basé sur la valeur comptable réévaluée de l'actif et l'amortissement basé sur le coût initial actif. De plus, le cumul des amortissements à la date de réévaluation est déduit de la valeur comptable brute de l'actif, et la valeur nette comptable est retraitée pour obtenir le montant réévalué de l'actif. Lors de la sortie de l'actif, tout écart de réévaluation relatif à l'actif vendu est transféré dans les bénéfices reportés.

Lors de la vente ou de la mise hors service ultérieure d'un actif réévalué, le montant correspondant de la réserve de réévaluation est transféré en bénéfices reportés.

Les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé en utilisant la méthode linéaire à partir de leurs coûts historiques ou réévalués et en fonction de l'estimation de leur vie économique. Les taux d'amortissements utilisés sont les suivants :

Immeubles	-	1% - 10% p.a
Centrale thermique	-	5% p.a
Outillages, machines et équipements	-	1% - 33,3% p.a
Véhicules	-	6,7% - 25% p.a
Effets mobiliers et équipements de bureau	-	5% - 33,3% p.a
Équipements informatiques et équipements de sécurité	-	14,3% - 50% p.a
Conteneurs	-	10% - 20% p.a

Les terres et immobilisations en cours ne sont pas amorties.

Les actifs loués en vertu des contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue selon la même méthode utilisée pour les actifs détenus, ou sur la durée du contrat de location si celle-ci est plus courte.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est inclus dans l'état du résultat global l'année de la décomptabilisation de l'actif.

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(i) Immeubles de placement

Les immeubles de placement, qui sont des biens immobiliers détenus pour générer des loyers et/ou pour valoriser le capital, sont évalués initialement à leur coût, en tenant comptes des coûts de transaction. Les immeubles de placement sont ultérieurement évalués à leur juste valeur, qui reflète les conditions du marché à la date de clôture. Les gains ou pertes résultants des variations de juste valeur des immeubles de placement sont inclus dans l'état du résultat global de l'exercice au cours de laquelle ils se produisent.

Les immeubles de placement sont décomptabilisés lors de leur cession ou lorsque leur utilisation est arrêtée de manière permanente et qu'aucun avantage économique futur n'est attendu. Les profits ou pertes résultants de la sortie ou de la vente d'immeubles de placement sont comptabilisés dans l'état du résultat global de l'année au cours de laquelle la sortie ou la vente a eu lieu.

Des transferts vers, ou de, la catégorie « Immeubles de placement » sont effectués si un changement d'utilisation est observé. Pour un transfert de la catégorie « immeubles de placement » vers la catégorie « bien immobilier occupé par le propriétaire », le coût présumé du bien immobilier qui servira de base à sa comptabilisation ultérieure, est sa juste valeur à la date du changement d'utilisation. Si un bien immobilier détenu et occupé par le Groupe, devient un immeuble de placement, le Groupe appliquera à ce bien ses méthodes comptables relatives aux immobilisations corporelles, et ce jusqu'à la date du changement d'utilisation.

(j) Immobilisations incorporelles

(i) *Goodwill*

Le goodwill résultant d'un regroupement d'entreprises est reconnu comme un actif à la date à laquelle le contrôle est acquis (la date d'acquisition). Le goodwill est évalué comme étant l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, le montant des participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales acquises, et la juste valeur des participations que l'acquéreur détenait précédemment dans l'entreprise acquise (le cas échéant), sur le net des actifs acquis et des passifs pris en charge identifiées et évaluées à la date d'acquisition.

Si, après réévaluation, la participation du Groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable de la compagnie acquise dépasse la somme de la contrepartie transférée, le montant des participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale acquise et la juste valeur des participations d'acquéreur détenait précédemment dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat comme un gain d'achat à prix.

Le goodwill n'est pas amorti, mais est sujet à un test de dépréciation au moins annuellement. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie du Groupe et devrait bénéficier des synergies du regroupement. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été alloué, est soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée à réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité, puis aux autres actifs de l'unité au prorata sur la base de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans une période ultérieure.

À la cession d'une filiale, le goodwill qui en découle est pris en compte dans la détermination du résultat de la cession. La méthode utilisée par le Groupe pour la comptabilisation d'un goodwill découlant de l'acquisition d'une entreprise associée est décrite à la note 2B(e) ci-dessus.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(j) Immobilisations incorporelles (Suite)

(ii) *Autres immobilisations incorporelles*

Les autres immobilisations incorporelles comprennent le coût des marques déposées et des logiciels informatiques. Elles sont évaluées au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles générées en interne, à l'exception des coûts de développement, ne sont pas capitalisées mais sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées.

Le Groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est finie ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties selon une méthode linéaire sur la durée d'utilité économique dans l'état du résultat global et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation incorporelle s'est dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité finie, ils sont réexaminés au moins à la clôture de chaque exercice et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective. La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie finie est comptabilisée en résultat dans la catégorie de charges appropriée compte tenu de la fonction de l'immobilisation incorporelle. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une durée de 2 à 10 ans.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à des tests de dépréciation chaque année, soit individuellement, soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'immobilisation incorporelle appartient. Elles ne sont pas amorties.

(k) Charges différées

Développements fonciers

Les coûts de développements fonciers concernent les terrains à être vendus et les coûts d'infrastructures liées. Ces dépenses sont constatées en charges dans l'état du résultat global dans la mesure où des fonds ont été reçus sur les cessions des terrains.

Frais d'usine

Des dépenses concernant les opérations usinières qui sont encourues et desquelles se dégageront des bénéfices lors des récoltes ultérieures ont été comptabilisées en charges différées.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(l) Dépréciation d'actifs non-financiers excluant le goodwill

Le Groupe apprécie à chaque date de clôture, s'il existe une indication qu'un actif ait perdu de la valeur. En présence d'une telle présomption, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le Groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Elle est déterminée pour chaque actif pris isolément, à moins que l'actif ne génère des flux de trésorerie largement dépendants d'autres actifs ou groupe d'actifs.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéfinie et celles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation annuellement et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié.

Pour déterminer la valeur d'utilité, les flux futurs de trésorerie estimés sont actualisés en appliquant un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Un modèle d'évaluation approprié est utilisé pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente. Ces calculs sont corroborés par comparaison avec l'utilisation de multiples, les cours de bourse lorsqu'il s'agit de filiale cotée ou tout autre indicateur de juste valeur disponible.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat, sauf si l'actif connexe est comptabilisé à son montant réévalué ; dans ce cas, la perte de valeur est traitée comme une réévaluation négative.

Si une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif (ou cette unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat, sauf si l'actif connexe est comptabilisé à son montant réévalué ; dans ce cas, la reprise de perte de valeur est traitée comme une réévaluation positive.

(m) Actifs financiers

Les actifs financiers inclus dans le champ d'application d'IAS 39 sont classés selon le cas en « actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat », en « prêts et créances », en « placements détenus jusqu'à leurs échéances » ou en « actifs financiers disponibles à la vente ». Le classement est déterminé au moment de la comptabilisation initiale des actifs financiers, en fonction de la nature et de l'objectif de ceux-ci.

Les placements sont comptabilisés et décomptabilisés à la date de transaction, si l'achat ou la vente d'un placement a été effectué en vertu d'un contrat dont les modalités imposent la livraison du placement dans le délai défini par le marché concerné, et ils sont initialement évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction, sauf pour les actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat, lesquels sont initialement évalués à la juste valeur.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(m) Actifs financiers (Suite)

Méthode du taux d'intérêt effectif

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et d'affectation des produits financiers au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les encaissements de trésorerie futurs (y compris l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et des autres primes positives ou négatives) sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, si cela est approprié, sur une période plus courte.

Les produits tirés des instruments d'emprunt autres que les actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend, d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, et d'autre part des actifs financiers désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Un actif financier est classé comme détenu à des fins de transaction si :

- Il est acquis principalement en vue d'être vendu à court terme ;
- Il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble par le Groupe et qui présentent un profil récent de prise de bénéfices à court terme ; ou
- Il est un dérivé qui n'est pas un instrument de couverture désigné et efficace.

Des actifs financiers peuvent être désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'ils respectent l'un des critères suivants :

- Cette désignation élimine ou réduit significativement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation qui, autrement, découlerait de l'évaluation de ces actifs ou de la comptabilisation des profits ou pertes y afférents selon des bases différentes ; ou
- Ces actifs font partie d'un groupe d'actifs financiers qui sont gérés, et dont la performance est évaluée, sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie de gestion des risques dûment documentée ; ou
- Il fait partie d'un contrat comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés et l'ensemble du contrat composé (actif ou passif) peut être désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat conformément à IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à la juste valeur et tout profit ou toute perte qui en résulte est comptabilisé en résultat. Le profit net ou la perte nette comptabilisée en résultat comprend les dividendes et les intérêts gagnés sur l'actif financier.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(m) Actifs financiers (Suite)

Prêts et créances

Les créances clients, les prêts et autres créances à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif sont classés dans les prêts et créances. Après leur comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué le cas échéant d'un montant de dépréciation. Les produits financiers sont comptabilisés par application du taux d'intérêt effectif, sauf en ce qui concerne les créances à court terme pour lesquelles la comptabilisation des intérêts n'aurait pas d'incidence importante.

Une provision est constituée lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Le montant de provision est la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur recouvrable. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Placements détenus jusqu'à leur échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non-dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur et les produits des activités ordinaires sont comptabilisés selon un rendement effectif.

Actifs disponible à la vente

Les actions non cotées et les billets rachetables cotés détenus par le Groupe et négociés sur un marché actif sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à la juste valeur. La méthode de détermination de la juste valeur est décrite à la note 44. Les profits et les pertes résultant d'une variation de la juste valeur sont comptabilisés directement dans les capitaux propres au titre de l'écart de réévaluation des placements, à l'exception des pertes de valeurs, des intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et des gains et pertes de change sur les actifs monétaires, lesquels sont comptabilisés directement en résultat. Si le placement est cédé ou s'il est déterminé comme étant déprécié, le profit ou la perte cumulée précédemment comptabilisé dans la réserve liée à la réévaluation de placements est inclus dans le résultat de la période.

Les dividendes sur les instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat lorsque le droit du Groupe à recevoir ces dividendes est établi.

La juste valeur des actifs monétaires disponibles à la vente et libellés en monnaie étrangère est déterminée dans cette monnaie étrangère et convertie au cours du change au comptant à la date de clôture. La variation de la juste valeur attribuable aux écarts de change découlant d'une variation du coût amorti de l'actif est comptabilisée en résultat, et les autres variations sont comptabilisées en capitaux propres.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(m) Actifs financiers (Suite)

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme, des swaps de devises et des options sur des monnaies étrangères, des commodités et des capitaux propres. La classification des dérivés dès la comptabilisation initiale dépend des objectifs pour laquelle ces instruments financiers ont été acquis et leurs caractéristiques.

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et ultérieurement évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les dérivés sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque la juste valeur est positive et en passifs lorsque la juste valeur est négative. Tous les gains et pertes des variations de juste valeur de dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont comptabilisés directement en résultat.

Un dérivé est présenté comme actif non-courant ou comme passif non-courant si la durée résiduelle jusqu'à l'échéance de l'instrument est plus de 12 mois et si on s'attend qu'il soit réalisé ou réglé dans un délai au-delà de 12 mois. Les autres dérivés sont présentés comme actifs courants ou comme passifs courants.

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers sont traités comme des dérivés séparés, si leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés aux risques et caractéristiques du contrat hôte, et si le contrat hôte n'est pas en lui-même détenu jusqu'à échéance ou désigné comme juste valeur par le biais du compte de résultat. Les dérivés incorporés séparés de l'hôte sont évalués à leurs justes valeurs avec comptabilisation des variations de la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Prêts aux banques et prêts et créances sur la clientèle

Les prêts aux banques et les prêts et créances sur la clientèle sont des actifs financiers non-dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif à l'exception de :

- Ceux que le Groupe a l'intention de vendre immédiatement ou dans un future proche et ceux que le Groupe a désigné, à leur comptabilisation initiale, comme étant à leur juste valeur par le biais du compte de résultat ; ou
- Ceux que le Groupe a désigné comme disponible à la vente à leur comptabilisation initiale ; ou
- Ceux dont le Groupe ne récupérera pas une part substantielle du montant investi initialement pour des raisons autres qu'une défaillance des créances.

Après leur comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué le cas échéant d'un montant de dépréciation. Le coût amorti est calculé en prenant compte toute surcote ou décote initiale, et intègre les commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, ainsi que les coûts de transaction. L'amortissement est inclus dans le chiffre d'affaires au compte de résultat. Les dépréciations sont reconnues au compte de résultat dans la « dépréciation des prêts et créances ».

Le Groupe pourrait prendre des engagements de prêts qui au moment du décaissement seraient classifiés comme étant détenus en vue de la vente, en vertu de l'intention de céder ces créances à court terme. Ces engagements de prêts sont comptabilisés comme dérivés financiers et, à leur comptabilisation initiale, ils sont reconnus à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

Lorsqu'au décaissement du prêt, lorsqu'il est prévu qu'il restera comme un actif du Groupe, et non de le céder à court terme, l'engagement est comptabilisé si il est considéré comme un contrat à titre onéreux et qu'une perte est escomptée (par exemple si des événements particuliers, liés au crédit de la contrepartie, étaient connus).

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(n) Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers, autres que ceux à la juste valeur par le biais du compte de résultat, font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture. Les actifs financiers sont dépréciés s'il existe une indication objective de l'incidence d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier sur les flux de trésorerie futurs estimés du placement.

Dans le cas des actions non-cotées classées comme disponibles à la vente, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du titre en deçà de son coût constitue une indication objective de dépréciation.

Pour tous les autres actifs financiers, y compris les billets rachetables classés comme disponibles à la vente et les créances liées aux contrats de location-financement, les événements suivants sont notamment considérés comme une indication objective de dépréciation :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de la contrepartie ;
- Défaut de paiement des intérêts ou du principal ;
- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

Pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, le montant de la perte de valeur est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier.

La valeur comptable de l'actif financier est réduite directement du montant de la perte de valeur pour tous les actifs financiers, à l'exception des créances clients dont la valeur comptable est réduite par l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Si une créance client est considérée irrécouvrable, elle est sortie du compte de correction de valeur. Tout recouvrement ultérieur des montants précédemment sortis est crédité au compte de correction de valeur. Les variations de la valeur comptable du compte de correction de valeur sont comptabilisées en résultat.

Sauf pour les instruments de capitaux propres disponibles à la vente, si le montant de la perte de valeur diminue au cours d'une période ultérieure, et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du compte de résultat dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

En ce qui a trait aux titres de capitaux propres disponibles à la vente, les pertes de valeur précédemment comptabilisées en résultat ne sont pas reprises du compte de résultat. Toute augmentation de la juste valeur à la suite d'une perte de valeur est comptabilisée directement dans les capitaux propres.

Prêts renégociés

Lorsqu'il est jugé probable que la contrepartie soit dans l'incapacité d'honorer ses engagements, la filiale essaie de restructurer les prêts plutôt que de prendre possession de la sûreté. Cela peut comprendre une extension des règlements et un accord de nouvelles conditions de prêts. Quand les termes ont été renégociés, le prêt n'est plus considéré en souffrance. La direction revoit les prêts renégociés continuellement pour s'assurer que les critères établis sont respectés et que les règlements futurs sont probables. Les prêts continuent à être sujets à une évaluation individuelle ou collective de dépréciation, calculé utilisant le taux d'intérêt effectif original du prêt.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(n) Dépréciation d'actifs financiers (Suite)

Prêts et créances sur la clientèle

Pour les prêts et créances sur la clientèle, comptabilisés au coût amorti, le Groupe évalue initialement s'il existe une indication objective de perte de valeur individuelle sur les actifs financiers qui sont individuellement importants ou de perte de valeur collective sur les actifs financiers moins importants individuellement. Si le Groupe détermine qu'il n'y a pas d'indication objective de perte de valeur sur un actif financier individuel, il doit inclure l'actif dans un portefeuille d'actifs financiers dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires et qui est ensuite soumis à un test de dépréciation collectif. Les actifs ayant fait l'objet d'une analyse pour provisionnement sur base individuelle et ayant été dépréciés ne sont pas inclus dans le provisionnement collectif tant que les conditions d'un provisionnement individuel persistent.

S'il existe une indication objective de perte de valeur, la dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable des crédits et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (excluant les dépréciations futurs non encourus). La valeur comptable de l'actif est réduite par l'utilisation d'un compte de correction de valeur et le montant de la perte est reconnu au compte de résultat. Les intérêts continuent à être reconnus sur la valeur comptable réduite en utilisant le taux d'intérêt effectif originale de l'actif. Les prêts et les provisions relatifs sont radiés quand le recouvrement futur n'est pas réaliste et que toutes sûretés ont été réalisées ou transférées au Groupe.

Si, dans une année ultérieure, le montant de la dépréciation augmente ou diminue due à un événement survenant après que la dépréciation soit reconnue, la dépréciation préalablement reconnue est augmentée ou réduite en ajustant le compte de correction de valeur. Si une radiation future est subséquemment recouverte, elle est créditée dans le compte de correction de valeur.

La valeur actualisée des flux estimés futurs est escomptée au taux d'intérêt effectif original de l'actif. Si un prêt a un taux d'intérêt variable, le taux d'escompte pour mesurer toute dépréciation est le taux d'intérêt effectif courant. Le calcul de la valeur actualisée des flux futurs estimés d'un actif garanti reflète les flux qui pourraient advenir d'une saisie moins les coûts pour obtenir et vendre la sûreté, même si la saisie n'est pas probable.

Le flux futur d'un groupe d'actifs, dont la dépréciation est évaluée collectivement, est estimé sur la base de l'expérience de perte historique pour des actifs avec des caractéristiques de risques de crédit similaires à ceux du Groupe. L'expérience de perte historique est ajustée sur la base de données courante visible pour refléter les effets des conditions courantes qui n'ont pas affecté les années sur lesquelles l'expérience de perte historique est basée et pour enlever les effets de conditions de cette période historique qui n'existent pas actuellement. Les estimations de changements dans les flux futurs reflètent, et sont consistants avec les changements dans les données relatifs visibles d'année en année (tels que les changements dans les taux de chômage, valeurs des biens et commodités, de la situation des règlements, ou d'autres facteurs qui indiquent des pertes dans le Groupe et leur ampleur). La méthodologie et les hypothèses utilisées pour estimer les flux futurs sont revues régulièrement pour réduire les estimations de pertes et l'expérience de perte actuelle.

(o) Reclassification d'actifs financiers

Suivant des amendements de norme, effectifs depuis le 1^{er} juillet 2008, le Groupe pourrait, dans certaines circonstances, reclasser des actifs financiers non-dérivés, autres que ceux qui sont désignés à leur juste valeur en résultat lors de la constatation initiale, de façon à ne plus les considérer au sein de la catégorie des actifs détenus pour la vente. Les actifs financiers reclassés sont reconnus à leur juste valeur à la date de la reclassification et cette valeur représente le nouveau coût amorti de l'actif.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(o) Reclassement d'actifs financiers (Suite)

Suite à ces amendements, le Groupe pourrait également reclasser de la catégorie « disponible à la vente » à la catégorie « prêts et créances », un actif financier qui aurait répondu par ailleurs à la définition de « prêts et créances », si le Groupe a l'intention et la capacité de détenir cet actif financier dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance. Si l'actif financier est reclassé et que le Groupe prévoit une augmentation des flux futurs de trésorerie suivant l'amélioration de la recouvrabilité des montants à recevoir, l'impact de ces flux futurs escomptés est reconnu comme un ajustement du taux effectif d'intérêt à compter de la date à laquelle le changement d'estimation est effectué.

Les gains ou pertes sur des actifs financiers, précédemment constatés en fonds propres, sont amortis par le biais du compte de résultat durant leur vie économique au taux d'intérêt effectif. Toutes différences entre le nouveau coût amorti et les flux de trésorerie futurs estimés sont aussi amortis sur leur vie économique au taux d'intérêt effectif. S'il était subséquemment établi que la dépréciation de l'actif était nécessaire, tous montants précédemment reconnus en fonds propres devrait être recyclé par le biais du compte de résultats.

Lors de la reclassification d'actifs financiers, la direction de l'entreprise considère chaque instrument individuellement. Le Groupe ne reclassifie pas les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat après leur constatation initiale.

(p) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comptabilisée au bilan comprend la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une durée initiale inférieure ou égale à trois mois.

Les équivalents de trésorerie sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme et qui sont évalués au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

(q) Prêts bancaires

Les obligations, prêts et découverts bancaires portant intérêts sont enregistrés initialement à hauteur des montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Ils sont par la suite mesurés au coût amorti en utilisant le taux d'intérêts effectif. Le coût amorti est calculé en prenant en considération les coûts d'émission et les escomptes ou primes de règlement.

(r) Fournisseurs et autres créditeurs

Les fournisseurs et autres créditeurs sont reconnus à leur coût amorti.

(s) Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont enregistrés à hauteur des montants reçus, nets des coûts directs d'émission.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(t) Contrats à capital garanti

Les instruments financiers émis, de même que leur composants, qui n'ont pas été reconnus comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, sont classifiés comme passifs et catégorisés comme « contrats à capital garanti », quand l'essence du contrat entraîne pour le Groupe une obligation de paiement par flux de trésorerie ou d'actif financier au bénéficiaire, ou encore par une obligation d'émettre des actions en échange de flux de trésorerie ou d'un actif financier.

Après leur comptabilisation initiale, les contrats à capital garanti sont subséquemment valorisés à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute ristourne ou toute prime d'émission et les coûts inhérents au coût d'intérêt effectif.

(u) Décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers

Actifs financiers

Le Groupe décomptabilise un actif financier seulement si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif expirent, ou s'il transfère à une autre entité l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de cet actif. Si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété et qu'il continue de contrôler l'actif cédé, il comptabilise sa part conservée dans l'actif et un passif connexe pour les montants qu'il est tenu de payer. Si le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif financier cédé, il continue de comptabiliser l'actif financier et comptabilise le produit reçu à titre d'emprunt garanti.

Lorsque l'implication continue prend la forme d'une option vendue et/ou achetée sur l'actif transféré (y compris les options dénouées en trésorerie ou les dispositions analogues), la mesure de l'implication continue du Groupe est le montant de l'actif transféré que le Groupe peut racheter, sauf dans le cas d'une option de vente émise (y compris les options réglées en trésorerie ou les dispositions analogues) sur un actif évalué à la juste valeur où la mesure de l'implication continue du Groupe est limitée au plus faible de la juste valeur de l'actif transféré et du prix d'exercice de l'option.

Passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation liée au passif est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

Un échange entre le Groupe et un prêteur existant d'instruments d'emprunt dont les termes sont substantiellement différents, est comptabilisé comme une extinction du passif financier initial et un nouveau passif financier est comptabilisé. Il en est de même en cas de modification substantielle des termes d'un passif financier existant. La différence entre les valeurs comptables respectives du passif financier initial et du nouveau passif financier est comptabilisée en résultat.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(v) Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût ou de la valeur de réalisation. Les coûts affectés aux stocks, y compris une portion appropriée des frais généraux fixes et variables, sont déterminés en utilisant la méthode qui s'applique le mieux à la catégorie particulière des stocks. Le coût est calculé en utilisant la méthode du prix moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente l'estimation du prix de vente diminué de l'ensemble des coûts estimés d'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

(w) Provisions

Les provisions sont comptabilisées si le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que le Groupe sera tenu d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liées à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision seront recouverts d'un tiers, le montant à recevoir est comptabilisé comme un actif si on a la quasi-certitude que le remboursement sera reçu et si le montant à recevoir peut être évalué de façon fiable.

(x) Contrat de location

Les contrats de location sont classifiés comme des locations financement, lorsqu'ils transfèrent la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué au preneur. Tous les autres contrats de location sont classifiés comme contrat de location simple.

Le Groupe en tant que bailleur

Les montants à recevoir des preneurs en vertu des contrats de location-financement sont comptabilisés à titre de créances, au montant correspondant à l'investissement net du Groupe dans le contrat de location. Les revenus locatifs tirés des contrats de location-financement sont répartis entre les périodes de façon à refléter un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours de l'investissement net du Groupe dans le contrat de location.

Les revenus locatifs provenant des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Les coûts directs initiaux engagés lors de la négociation et de la rédaction d'un contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(x) Contrat de location (Suite)

Le Groupe en tant que preneur

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement sont initialement comptabilisés à titre d'actifs du Groupe, à leur juste valeur déterminée au commencement du contrat de location ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant à payer au bailleur est inscrit au bilan comme dette découlant d'un contrat de location-financement.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de la dette découlant du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont imputées directement aux résultats à moins qu'elles ne soient directement attribuables à un actif qualifié ; dans ce cas, elles sont capitalisées selon la méthode générale utilisée par le Groupe pour la comptabilisation des coûts d'emprunt.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

(y) Impôts et impôts différés

La charge d'impôt représente la somme de l'impôt courant et de l'impôt différé.

Impôt exigible

La charge d'impôt courant est basée sur le résultat de l'exercice tel qu'ajusté pour les éléments de produit et de charge qui sont imposables ou déductibles dans d'autres exercices et qui ne seront jamais imposés ou déduits. Elle est déterminée sur la base des taux d'impôt en vigueur à la date de clôture.

Alternative Minimum Tax

Alternative Minimum Tax (« AMT ») est prévue pour une compagnie ayant un passif d'impôt de moins de 7,5% mais versant un dividende. AMT est calculée au moindre de 10% du dividende versé et de 7,5% du bénéfice comptable.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé en utilisant la méthode du report variable pour les différences temporelles provenant des différences entre la valeur comptable des actifs et passifs dans les états financiers et l'assiette fiscale correspondante utilisée dans la détermination du bénéfice taxable à la date de clôture.

Les principales différences temporelles proviennent de l'amortissement des immobilisations corporelles, de la réévaluation de certains actifs immobilisés, des pertes fiscales reportées et des obligations sur les engagements de retraite.

Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles taxables et les actifs d'impôt différé sont enregistrés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables, sur lesquels ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, seront disponibles. Ces actifs et passifs ne sont pas enregistrés si la différence temporelle porte sur le goodwill ou le goodwill négatif ou provient de la comptabilisation initiale (autre que dans un regroupement d'entreprises) d'autres actifs et passifs dans une transaction qui n'affecte ni le bénéfice imposable ni le bénéfice comptable.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés quand ils concernent des impôts levés par une autorité fiscale commune et lorsque le Groupe a l'intention de régler ses actifs et passifs d'impôt courant sur une base nette.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(z) Engagements du régime de retraite

Régimes de retraite à contributions définies

Les contributions aux régimes de retraite à contributions définies ainsi qu'aux régimes de retraite gérés par l'Etat sont imputés en charges lorsqu'elles sont dues.

Régimes de retraite à prestations définies

Pour les régimes de retraite à prestations définies, le coût des prestations est déterminé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations actuarielles sont réalisées à la clôture de chaque exercice.

Les profits et pertes actuariels cumulés à la clôture de l'exercice précédent qui dépassent 10% de la plus élevée de la valeur actuelle des obligations du Groupe et de la juste valeur des actifs du régime à cette date sont amortis sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue du personnel participant au régime. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement dans la mesure où les avantages sont déjà acquis, sinon il est amorti selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les avantages correspondant au régime adopté ou modifié soient acquis au personnel.

Le montant comptabilisé dans l'état de situation financière représente la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies telle qu'ajustée pour les profits et pertes actuariels non-comptabilisés et pour le coût des services passés non-comptabilisés et telle que réduite par la juste valeur des actifs du régime. Tout actif résultant de ce calcul est limité aux pertes actuarielles et au coût des services passés non-comptabilisés auxquels s'ajoute la valeur actualisée des remboursements disponibles et des diminutions des cotisations futures au régime.

Prestations de cessation d'emploi

Les prestations de cessation d'emploi sont dues lorsque le contrat de travail est résilié avant la date normale de départ à la retraite ou lorsque le salarié accepte un licenciement volontaire en contrepartie de ces indemnités. Le Groupe comptabilise ces prestations lorsqu'il est manifestement engagé à mettre fin à l'emploi de ses salariés en exercice selon un plan officiel détaillé sans possibilité de retrait ou à verser des prestations de cessation d'emploi dans le cadre d'une offre destinée à encourager les départs volontaires.

Autres obligations au titre de prestations postérieures à l'emploi

La valeur actualisée des autres obligations au titre de prestations postérieures à l'emploi en vertu du « The Employment Rights Act 2008 » sont reconnues au bilan comme passifs non-courants et ne sont pas financés.

Les artisans et laboureurs des compagnies dans le secteur sucrier ont droit à une gratification en cas de décès ou de départ à la retraite. Il n'y a pas de financement à ce propos. Les prestations y ayant trait sont calculées par un actuaire et sont comptabilisées.

Plan de pension de l'Etat

Les contributions au « National Pension Scheme » sont comptabilisées en charge au moment où elles sont payables.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(aa) Constatation des produits

Les produits sont constatés dans la mesure où il est probable que le Groupe va percevoir des bénéfices économiques et que ces produits peuvent être mesurés avec fiabilité. Les critères spécifiques suivants doivent être respectés pour la comptabilisation des produits :

Vente de biens et prestations de services

Les produits sont constatés dans la mesure où les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur et, le cas échéant, sur l'acceptation du client ou après service rendu. Les produits sont nets de la taxe sur valeur ajoutée, d'escomptes et excluent toute facturation de même que tout paiement de dividendes intra-groupe.

Sucre, mélasse et bagasse

Les revenus sur le sucre et la mélasse sont basés sur la production totale de la campagne. Les revenus sur la bagasse sont comptabilisés lors de leurs recettes. Le prix du sucre est basé sur les prix finaux obtenus de la « Mauritius Chamber of Agriculture » pour chaque campagne. Les différences entre les prix proposés et les prix finaux sont comptabilisés dans l'état du résultat global de la période où ils sont établis.

Cessions de terrains

Les gains provenant des ventes de terrains ainsi que les créances liées sont comptabilisés, l'un au compte de résultat et l'autre à l'actif, à la date de la signature de l'acte de vente. Tous les montants reçus d'avance quant aux ventes de terrains sont comptabilisés au passif.

Autres produits

Les autres produits sont comptabilisés sur les bases suivantes :

Intérêts - en fonction du temps écoulé en tenant compte du rendement effectif de l'actif à moins que la recouvrabilité ne soit mise en cause.

Redevances - au fur et à mesure qu'elles sont acquises, conformément à la substance de l'accord concerné.

Dividendes - lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

Revenus locatifs, honoraires de gestion et commissions recevables

Les revenus locatifs, honoraires de gestion et les commissions recevables sont comptabilisés au fur et à mesure que celle-ci sont acquises.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(aa) Constatation des produits (Suite)

Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les produits et les coûts sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture, mesuré selon la proportion des coûts du contrat engagés pour le travail accompli à ce jour par rapport au coût total estimatif du contrat, sauf si cette proportion n'est pas représentative du degré d'avancement.

Lorsque le résultat d'un contrat de construction ne peut être estimé de façon fiable, les produits ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts du contrat qui ont été engagés et qui seront probablement recouvrables. Les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les revenus sont comptabilisés net de la taxe sur la valeur ajoutée, d'escomptes mais inclus les impôts déductible à la source.

Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue doit être immédiatement comptabilisée en charges.

Les primes d'assurance et les créances de location-financement

Les primes d'assurance des entreprises opérant dans les assurances sont constatées en prorata sur la durée de la couverture politique. Les primes d'assurances vie sont reconnues au moment où elles sont reçues.

Le revenu brut des créances en vertu de contrats de location financement est comptabilisé dans l'année où il est recevable.

Revenus des activités bancaires

Produits et charges d'intérêt

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans l'état du résultat global pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif, ou du passif financier. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, le Groupe estime les flux de trésorerie en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier sans tenir compte des pertes sur crédit futures. La valeur comptable de l'actif ou du passif financier est ajusté si le Group révisé ses estimations des paiements et recettes.

Cependant, pour un actif financier reclassé, où le Groupe augmente subséquemment les encaissements de trésorerie futurs estimés résultant d'une recouvrabilité accrue de ces encaissements, l'effet de cette augmentation est comptabilisé en ajustant le taux d'intérêt effectif à partir de la date de changement des estimations.

Dès qu'un actif financier, ou un groupe d'actifs financiers similaires, a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêt ultérieurs sont comptabilisés en résultat en « intérêts et produits assimilés » sur la base du taux d'intérêt effectif, qui est le taux utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(aa) Constatation des produits (Suite)

Revenus des activités bancaires (Suite)

Commissions sur prestations de services

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Honoraires sur prestations de services réalisés sur une certaine durée dans le temps

Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est différée. Les commissions sur créances considérées comme un complément d'intérêt, font partie intégrante du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisées au compte de résultat.

Honoraires pour services de négociant ou d'intermédiaire dans les négociations

Les honoraires perçus pour des négociations ou pour la participation comme intermédiaire dans des négociations pour un tiers, tels que ceux pour l'acquisition d'actions ou autres titres ou encore l'achat ou la vente d'entreprises, sont comptabilisés lorsque la transaction commerciale est complétée. Lorsque des honoraires, ou leurs composants, sont liés à une performance, ils sont comptabilisés quand tous les critères indiquant la performance sont satisfaits.

Gain ou perte net sur transactions

Les résultats découlant des activités de transaction comprennent tous les gains et pertes résultant des variations de la juste valeur et les revenus d'intérêt ou des frais relatifs et les dividendes dérivant des actifs et passifs financiers « détenus à des fins de transaction ». Cela comprend toute inefficacité enregistrée dans les opérations de couverture.

(ab) Part de Fondateur d'une filiale

La part de Fondateur d'une des filiales confère des droits contractuels et est classée comme passif à long terme. La part de Fondateur est comptabilisée à la juste valeur par biais du compte de résultat à chaque date de clôture et le mouvement de la juste valeur qui en résulte est comptabilisé en résultat.

(ac) Evaluation des capitaux biologiques

Plantation de la canne

Les coûts encourus pour la préparation des terres et la plantation de cannes vierges représentent la juste valeur capitalisée comme capitaux biologiques.

Plantation de palmiers

Les coûts encourus pour la préparation des terres et la plantation de palmiers représentent la juste valeur capitalisée comme capitaux biologiques.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(ac) Evaluation des capitaux biologiques (Suite)

Cannes aux champs

Les cannes aux champs sont mesurées à leur juste valeur après déduction de l'estimation de leurs frais de transformation jusqu'aux points de vente. La juste valeur est déterminée en utilisant :

- Une estimation de la production de sucre en se basant sur une estimation de la récolte de la canne et du taux d'extraction ; et
- Le prix du sucre projeté pour l'année de récolte.

(ad) Parties liées

Les parties liées regroupent des personnes physiques ou des compagnies qui ont la possibilité de contrôler ou d'exercer une influence significative sur les décisions financières et opérationnelles. Les compagnies affiliées sont des parties liées de la Compagnie qui ne sont pas considérées comme parent ou filiale comme défini par l'IAS 27, ou comme associée tel que défini par l'IAS 28, ou comme co-entreprise comme défini par l'IAS 31 ou comme un membre clé de la direction comme défini par l'IAS 24.

(ae) Actifs non-courants détenus en vue de la vente

Lorsque, à la date de clôture des états financiers, il est hautement probable que des actifs non-courants ou des groupes d'actifs et passifs directement liés soient cédés, ils sont désignés comme actifs (ou groupes destinés à être cédés) détenus en vue de la vente. Leur cession est considérée comme hautement probable si, à la date de clôture des états financiers, un plan destiné à les mettre en vente à un prix raisonnable par rapport à leur juste valeur a été engagé afin de trouver un acheteur et réaliser leur vente dans un délai maximal d'un an. Les actifs non-courants (et les groupes destinés à être cédés) détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Ils sont présentés séparément dans l'état de situation financière.

(af) Garanties financières

Le Groupe inscrit initialement à son bilan les garanties financières données dans le cadre de ses activités pour leur juste valeur puis les évalue ultérieurement au montant le plus élevé entre le montant de l'obligation en vertu du contrat et le montant initialement enregistré diminué le cas échéant de l'amortissement cumulé de la commission de garantie.

Une augmentation du passif au titre des contrats de garantie financière est comptabilisée au compte de résultat dans la « dépréciation des prêts et créances ». La commission reçue est comptabilisée au compte de résultat sur une base linéaire pendant la durée de la garantie.

(ag) Compensation des instruments financiers

Un actif financier et un passif sont compensés et le montant net est comptabilisé dans l'état de situation financière seulement lorsqu'une entité dispose d'un droit exécutoire à l'égard de la compensation des montants et qu'elle compte effectuer un règlement net ou simultané. Tel n'est généralement pas le cas pour les protocoles d'accords compensatoires où les actifs et passifs financiers sont présentés à leurs valeurs brutes au bilan.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(ah) Comptabilisation du gain ou de la perte du « Jour 1 »

Dans le cas où le prix de la transaction d'un instrument financier, en l'absence d'un marché actif, diffère de sa juste valeur validée par comparaison avec d'autres transactions actuelles de marché observables ou basées sur une technique d'évaluation dont les variables ne prennent en considération que des données provenant de marchés observables, le Groupe comptabilise immédiatement dans ses résultats l'écart entre le prix de la transaction et la juste valeur de l'instrument.

Dans les situations où les données basées sur des marchés non-observables sont utilisées, la différence entre le prix de la transaction et la juste valeur déterminée par l'entité selon sa propre technique d'évaluation, est comptabilisée dans l'état du résultat global seulement quand les données deviennent observables, ou quand l'instrument est décomptabilisé.

(ai) Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées en produits, sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts qu'elles sont censées compenser. Les subventions à recevoir qui prennent le caractère d'une créance, soit en compensation de charges ou de pertes déjà engagées, soit pour apporter un soutien financier immédiat au Groupe sans coûts futurs liés, sont comptabilisées en résultat dans la période au cours de laquelle la créance devient acquise.

(aj) Coût associés au plan de départ volontaire à la retraite

Les coûts associés au plan de départ volontaire à la retraite sont capitalisés comme des charges différées, compte tenu de leur compensation ultérieure par la vente de terres qui seront exonérées de taxes sur conversion. Les coûts associés au plan de départ volontaire à la retraite sont amortis sur cinq ans. La période d'amortissement est revue périodiquement afin de s'assurer qu'elle reflète les circonstances du Groupe. Lorsque les terres sont vendues, les coûts de départ volontaire à la retraite, qui y sont associés mais qui n'auraient pas été amortis, sont comptabilisés au compte de résultat.

Coûts associés du « Blue Print »

Les compensations payées et les coûts de terrains et d'infrastructures payables suivant le « Blue Print » and « Early Retirement Scheme » sont capitalisés comme des charges différées. Ces coûts sont imputés au compte de résultat, lorsque les bénéfices relatifs aux droits d'acquérir, convertir et vendre des terres agricoles se matérialisent. Au terme de chaque année financière, la valeur comptable est analysée et dépréciée si la valeur est jugée inférieure à celle qui serait recouvrable.

(ak) Fond de l'assurance vie

Le transfert des réserves pour financer l'assurance-vie pour les bénéficiaires futurs des assurés est déterminé chaque année par l'évaluation actuarielle ainsi que par les dispositions prévues par le Insurance Act 2005.

(al) Comptabilité de couverture

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- De couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme (excepté pour le risque de change); ou
- De couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable soit à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé, soit à une transaction future hautement probable ou au risque de change sur un engagement ferme; ou
- De couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

2(B) RESUME DES METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

(a) Comptabilité de couverture (Suite)

Lors de la création d'une relation de couverture, le Groupe désigne de manière formelle et documente la relation de couverture à laquelle le Groupe souhaite appliquer la comptabilité de couverture, ainsi que l'objectif poursuivi en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture.

La documentation inclut l'identification de l'instrument de couverture, de l'élément ou de la transaction couvert, de la nature du risque couvert, ainsi que la manière dont le Groupe évaluera l'efficacité de l'instrument de couverture pour compenser l'exposition aux variations de la juste valeur de l'élément couvert ou de flux de trésorerie attribuables au risque couvert. Le Groupe s'attend à ce que la couverture soit hautement efficace dans la compensation des variations de juste valeur ou de flux de trésorerie. La couverture est évaluée de façon continue afin de démontrer qu'elle a effectivement été hautement efficace durant tous les exercices couverts par les états financiers pour lesquels elle a été désignée.

Le Groupe ne dispose actuellement que des couvertures de flux de trésorerie qui sont comptabilisés comme suit :

Le profit ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture qui est comptabilisé directement dans les autres éléments du résultat global, alors que la partie inefficace est comptabilisée en résultat.

Les montants comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global sont inclus dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction couverte affecte le résultat, comme lorsqu'un produit financier couvert ou une charge financière couverte est comptabilisé ou lorsqu'une vente prévue a lieu. Quand l'élément couvert est le coût d'un actif non financier ou d'un passif non financier, les montants prélevés aux autres éléments du résultat sont transférés à la valeur comptable initiale de l'actif ou du passif non financier.

Si le Groupe s'attend à ce que la transaction prévue ou l'engagement ferme ne se réalisent pas, les montants préalablement comptabilisés dans les autres éléments de résultat global sont transférés au compte de résultat. Si l'instrument de couverture arrive à maturité ou est vendu, résilié ou exercé sans remplacement ou renouvellement, ou si sa désignation comme instrument de couverture est révoquée, les montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments de résultat global y sont maintenus jusqu'à ce que la réalisation de la transaction prévue ou l'engagement ferme affecte le compte de résultat.

Le Groupe utilise deux prêts inclus dans les passifs non courants comme couvertures de son exposition aux flux de dividendes provenant d'entités étrangères. Par ailleurs, le Groupe dispose de deux autres emprunts inclus dans les passifs non courants libellés en euro comme couverture de son exposition aux flux de trésorerie en EURO.

(am) Accord mutuel : partage des flux de trésorerie

Suite à la fermeture de Mon Désert Alma Sugar Milling Co Ltd, un accord commercial a été conclu entre Mon Désert Alma Milling Co Ltd et FUEL Sugar Milling Co Ltd et d'autres parties. Les coûts relatifs à l'accord commercial sont comptabilisés sur une base d'exercice.

(an) Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs qualifiés, lesquels exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus, sont incorporés dans le coût de ces actifs, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt pour son utilisation ou sa vente prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

(ao) Informations comparatives

Les informations comparatives ont été regroupées ou retraitées pour être conformes à la présentation des états financiers pour l'exercice en cours.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

3 RESUME DES JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Jugements

Pour préparer des états financiers conformes aux méthodes comptables du Groupe, la direction a fait des hypothèses, en plus de celles qui nécessitent le recours à des estimations, dont certaines ont un effet significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers :

Classification comme filiales

En traitant certaines entreprises dont le Groupe ne contrôle pas plus de 50% des droits de vote comme ses filiales, la Compagnie a jugé qu'elle pouvait néanmoins diriger leurs politiques opérationnelles et financières.

Détermination de la monnaie fonctionnelle des entités du Groupe

Comme décrit à la note 2(B)(g), la détermination de la monnaie fonctionnelle de chaque entité du Groupe est essentielle, car chaque transaction enregistrée et les différences de change sont tributaires de la monnaie fonctionnelle choisie. Les administrateurs ont exercé un jugement pour déterminer le choix de la monnaie fonctionnelle en examinant les monnaies dans lesquelles les revenus sont effectivement reçus, la monnaie du pays dont les forces concurrentielles et les règlements dépendent, les monnaies dans lesquelles la main d'œuvre, les matériaux et les autres frais sont réglés, les monnaies dans lesquelles les fonds de financement activités sont générés et la monnaie dans laquelle les recettes provenant des activités opérationnelles sont habituellement conservées. Les administrateurs ont déterminé que la monnaie fonctionnelle de la Compagnie ainsi que celle de la plupart des filiales est la roupie mauricienne, à l'exception des filiales suivantes :

Filiales	Monnaie fonctionnelle
Dye Com (Pty) Ltd	ZAR
RLM Intergraph EURL	EUR
Sci Les Alamadas	EUR
Représentation Graphique SARL	EUR
RLM Intergraph SAV SARL	EUR
Robert Le Maire Madagascar SARL	EUR
Yoshiaki Chemicals Private Limited	INR
Supintex Bangladesh Limited	TAKA
Southern Seas Shipping Company Limited	USD
Tuna Mascarene s.l.	EUR
Mada Logistics s.a.r.l.	Ariary
Société Madcourier s.a.r.l.	Ariary
IBL Santé s.a.r.l.	Ariary
DTOS Ltd	USD
Interface International Ltd	USD
IBL Réunion s.a.s.	EUR
Tourism Services International Ltd	EUR
Ireland Blyth (Seychelles) Ltd	SRs
IBL Comores s.a.r.l.	KMF
Equity Aviation Indian Ocean Ltd	USD

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

3 RESUME DES JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS (SUITE)

Recours à des estimations

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-dessous.

Dépréciation de goodwill

Le Groupe détermine, au moins une fois par an, s'il est nécessaire de déprécier le goodwill. Ceci nécessite une estimation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill est alloué. L'estimation de la valeur d'utilité requiert que le Groupe fasse des estimations sur les flux de trésorerie futurs attendus de cette unité génératrice de trésorerie et choisisse également un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie.

Impôts différés actifs

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables, lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le Groupe fasse des estimations à la fois sur la période de consommation des reports déficitaires, et sur le niveau des bénéfices imposables futurs, au regard des stratégies en matière de gestion fiscale.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le coût des régimes à prestations définies et autres avantages de couverture médicale postérieurs à l'emploi, est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux de rendement attendu des actifs du régime, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions. En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

Immobilisations corporelles : estimations de durée d'utilité et de valeurs résiduelles

Le Groupe a eu recours à des estimations significatives pour déterminer la durée restante d'utilité et les valeurs résiduelles de ses immobilisations corporelles.

Evaluation des biens

Le Groupe mesure les terrains et bâtiments ainsi que les immeubles de placement à la juste valeur en se reposant sur des évaluations périodiques par des experts indépendants externes et, comme estimé par les administrateurs, fondé sur le renvoi de leurs connaissances sur les preuves actuelles du marché des prix de transaction pour des biens similaires. Les hypothèses et estimations économiques doivent être prises afin d'atteindre la valorisation. Les résultats réels pourraient différer de leurs estimations et les administrateurs considèrent qu'ils ont utilisé leurs meilleures estimations pour arriver à la juste valeur des propriétés.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

3. RESUME DES JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS (SUITE)

Recours à des estimations (Suite)

Evaluation des capitaux biologiques et les palmiers

L'évaluation des capitaux biologiques et les palmiers dans certaines filiales et associées du Groupe, à leur juste valeur a nécessité des estimations significatives notamment :

- Une estimation de la production de sucre en se basant sur une estimation de la récolte de la canne et du taux d'extraction ; et
- Le prix du sucre projeté pour l'année de récolte ; et
- La valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés des récoltes.

Les résultats actuels pourraient différer de leurs estimations comptables et les administrateurs considèrent qu'ils ont utilisé leurs meilleures estimations pour arriver à la valeur des actifs biologiques et les palmiers.

Valorisation du cheptel de cerfs

La valeur du cheptel de cerfs a été appréciée et estimée par les administrateurs en se basant sur les conditions du marché prévalant pour les cerfs. Les résultats réalisés pourraient différer de ces estimations mais les Administrateurs considèrent qu'ils ont utilisé les éléments de marchés disponibles afin de se rapprocher de la juste valeur du cheptel.

Juste valeur des investissements non cotés

Les investissements non cotés ont été valorisés en utilisant des techniques d'évaluation impliquant l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la valeur de marché actuelle d'un autre instrument quasiment identique, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles de valorisation. Ces évaluations requièrent que le Groupe fasse des estimations de flux futurs de trésorerie, de taux d'actualisation ou des ratios PER (« Price Earnings Ratio ») applicable aux secteurs concernés.

Investissements dans des activités de production sucrière

Les filiales du Groupe ont des investissements dans F.U.E.L. Sugar Milling Company Limited et Compagnie Usinière de Mon Loisir Ltée, qui sont engagés dans des activités de production sucrière. La juste valeur des investissements dans ces compagnies peuvent changer en raison de l'incertitude qui prévaut sur l'avenir de l'industrie sucrière à Maurice.

Vente de terrains

Les administrateurs ont examiné la recouvrabilité du produit de la vente de terrains en vertu de l'Article 8 de la « Land Acquisition Act ». Les produits ont été déterminés au cas par cas et en tenant compte de l'emplacement du terrain, le rapport des évaluateurs et de la vente antérieure de propriétés similaires dans les environs.

Pertes de valeurs des prêts et créances

Des dépréciations sont constituées sur les prêts et créances dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur mesurable liée à un événement survenu postérieurement à leur mise en place. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille. Au niveau individuel, la dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties. Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans l'état du résultat global.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

3 RESUME DES JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS (SUITE)

Recours à des estimations (Suite)

Dans le cas où il n'existerait pas d'indication objective de dépréciation pour des prêts et créances considérés individuellement, significatifs ou non, le Groupe les soumet collectivement à un test de dépréciation en considérant les facteurs ayant potentiellement affecté la qualité de l'actif. Ces facteurs incluent la détérioration du risque pays, l'obsolescence technologique ou de l'industrie, ainsi qu'une détérioration marquée des flux de trésorerie escomptés.

Provision pour créances douteuses

Une provision pour créances douteuses est déterminée en utilisant une combinaison de facteurs pour s'assurer que les créances ne sont pas surévaluées en raison d'irrécouvrabilité. La provision pour créances douteuses pour tous les clients est basée sur divers facteurs, y compris la qualité globale et le vieillissement des créances, et l'évaluation du crédit continue de la situation financière du client. En outre, des dispositions spécifiques pour les comptes individuels sont comptabilisées lorsque le Groupe devient conscient de l'incapacité du client à respecter ses obligations financières telles que dans le cas d'une détérioration du résultat d'exploitation du client ou sa situation financière.

Impôts différés sur réévaluation des terrains

Dans l'estimation de la provision pour impôts différés sur la réévaluation des terrains, les administrateurs ont pris en compte la méthode de réalisation prévus lors de la détermination des écarts temporaires et le taux d'imposition applicable.

Provision pour dépréciation des créances de location-financement

Le calcul de la provision spécifique pour dépréciation des créances de location-financement oblige la direction à estimer la valeur recouvrable de chaque actif avec facultés affaiblies, qui est le flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de la location où les flux de trésorerie pour les gros crédits comprennent la valeur de réalisation de la garantie liée au crédit, les garanties de valeur est fondée sur l'opinion des experts indépendants et qualifiés et/ou le jugement des administrateurs.

La provision de portefeuille est estimée sur la base des tendances historiques de pertes relative à chaque composante du portefeuille du bail ainsi que l'estimation des administrateurs sur l'impact des conditions économiques courantes et d'autres conditions pertinentes sur la recouvrabilité du portefeuille de location.

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

GROUPE	Terrains et immeubles Rs'000	Centrale thermique Rs'000	Outillages, machines et équipements Rs'000	Véhicules Rs'000	Effets mobiliers et équipements de bureau Rs'000	Equipements informatiques et équipements de sécurité Rs'000	Conteneurs Rs'000	Total Rs'000
VALEURS BRUTES								
Au 1 juillet 2009	11,175,838	709,345	4,324,279	757,667	833,242	25,581	480,288	18,306,240
Solde reporté sur consolidation des nouvelles filiales (Note 45(a))	2,637,270	-	2,346,455	438,874	699,432	257,579	-	6,379,610
Reclassification	2,166	-	4,463	-	(6,388)	-	-	241
Acquisitions	146,184	37,089	717,453	168,626	153,949	50,964	97,162	1,371,427
Plus value sur réévaluation	4,715,452	-	-	-	-	-	-	4,715,452
Cessions	(6,113)	-	(95,300)	(46,717)	(16,429)	(10,407)	(467)	(175,433)
Transferts aux actifs non-courants détenus en vue de vente (Note 24)	(405,485)	-	-	-	-	-	-	(405,485)
Transferts d'actifs non-courants détenus en vue de vente	96,733	-	-	-	-	-	-	96,733
Dépréciation (Note 4(c))	-	-	(100,000)	-	-	-	-	(100,000)
Transfert des immobilisations incorporelles (Note 6)	-	-	-	-	-	18,552	-	18,552
Transfert des immobilisations en cours	-	-	45,538	-	-	-	-	45,538
Radiation	909	-	(4,362)	2,220	(9,950)	(16,400)	-	(27,583)
Ajustements sur consolidation	(751)	-	-	-	-	-	-	(751)
Transfert aux immeubles de placement	(24,704)	-	-	-	-	-	-	(24,704)
Ecart de change	(268,524)	-	(27,796)	(3,300)	(2,477)	(963)	-	(303,060)
Au 30 juin 2010	18,068,975	746,434	7,210,730	1,317,370	1,651,379	324,906	576,983	29,896,777
Au 1 juillet 2010	18,068,975	746,434	7,210,730	1,317,370	1,651,379	324,906	576,983	29,896,777
Ajustements	3,764	-	-	-	(7,043)	3,279	-	-
Solde reporté sur consolidation des nouvelles filiales (Note 45(a))	1,770,000	-	273,638	20,273	93,735	-	-	2,157,646
Reclassification	10,647	-	(2,628)	-	1,364	-	-	9,383
Acquisitions	264,595	32,608	872,696	95,153	199,212	63,708	77,760	1,605,732
Plus value sur réévaluation - état de résultat global	32,652	-	-	-	-	-	-	32,652
Plus value sur réévaluation - compte de résultat	1,141	-	-	-	-	-	-	1,141
Cessions	(66,841)	-	(88,284)	(107,482)	(10,851)	(12,568)	(981)	(287,007)
Transferts aux actifs non-courants détenus en vue de vente (Note 24)	(129,297)	-	(13,334)	(435)	(15,249)	-	-	(158,315)
Transferts d'actifs non-courants détenus en vue de vente	405,485	-	-	-	-	-	-	405,485
Dépréciation (Note 4(c))	-	-	(70,000)	-	-	-	-	(70,000)
Transfert aux immobilisations incorporelles (Note 6)	-	-	-	-	-	(205)	-	(205)
Transfert des immobilisations en cours	(9,925)	-	2,182	-	16,466	-	-	8,723
Radiation	-	-	(29,675)	-	(133,928)	(8,670)	-	(172,273)
Ajustements sur consolidation	16,463	-	(23)	(604)	(186)	99	-	15,749
Transfert aux immeubles de placement (Note 5)	(96,614)	-	-	-	-	-	-	(96,614)
Cessions des filiales (Note 45 (b))	(3,920)	-	(17,116)	(13,501)	(11,111)	(6,559)	-	(52,207)
Ecart de change	(59,054)	-	(35,947)	(1,455)	(11,007)	(1,939)	-	(109,402)
Au 30 juin 2011	20,208,071	779,042	8,102,239	1,309,319	1,772,781	362,051	653,762	33,187,265
IMMOBILISATIONS EN COURS								
Au 1 juillet 2009	2,209	-	221,722	-	23,487	-	-	247,418
Reclassification	(241)	-	-	-	-	-	-	(241)
Transfert	-	-	(45,538)	-	-	-	-	(45,538)
Mouvements	14,782	-	(78,421)	-	(20,975)	-	2,522	(82,092)
Ecart de change	(335)	-	-	-	-	-	-	(335)
Au 30 juin 2010	16,415	-	97,763	-	2,512	-	2,522	119,212

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

GROUPE	Terrains et	Centrale	Outillages,	Véhicules	Effets	Equipements	Conteneurs	Total
	immeubles	thermique	machines et		mobiliers et	informatiques		
IMMOBILISATIONS EN COURS (SUITE)	Rs'000	Rs'000	équipements	Rs'000	de bureau	et	Rs'000	Rs'000
			Rs'000		Rs'000	équipements		
						de sécurité		
						Rs'000		
Au 1 juillet 2010	16,415	-	97,763	-	2,512	-	2,522	119,212
Reclassification	(8,723)	-	-	-	-	-	-	(8,723)
Mouvements	8,304	-	(65,431)	1,107	1,066	-	(2,477)	(57,431)
Ecart de change	134	-	-	-	-	-	-	134
Au 30 juin 2011	16,130	-	32,332	1,107	3,578	-	45	53,192
AMORTISSEMENTS CUMULES								
Au 1 juillet 2009	245,056	341,801	2,725,053	535,479	489,870	14,183	323,906	4,675,348
Solde reporté sur consolidation des nouvelles filiales (Note 45(a))	216,277	-	798,530	276,626	521,344	220,437	-	2,033,214
Charge d'amortissement de l'exercice	127,065	38,556	381,941	85,458	111,231	22,491	67,490	834,232
Cessions	(5,460)	-	(73,709)	(56,323)	(13,560)	(10,160)	(467)	(159,679)
Radiation	1,297	(2)	(1,718)	1,557	(9,873)	(16,390)	-	(25,129)
Reclassification	451	-	22	-	(473)	-	-	-
Transfert des immobilisations incorporelles (Note 6)	-	-	-	-	-	18,552	-	18,552
Transferts aux actifs non-courants détenus en vue de vente (Note 24)	(29,334)	-	-	-	-	-	-	(29,334)
Transferts d'actifs non-courants détenus en vue de vente	6,860	-	-	-	-	-	-	6,860
Ajustement de réévaluation	(159,605)	-	-	-	-	-	-	(159,605)
Ajustement sur consolidation	(750)	-	3,366	1,208	337	302	-	4,463
Ecart de change	(14,797)	-	(16,945)	(1,556)	(2,058)	(670)	-	(36,026)
Au 30 juin 2010	387,060	380,355	3,816,540	842,449	1,096,818	248,745	390,929	7,162,896
Au 1 juillet 2010	387,060	380,355	3,816,540	842,449	1,096,818	248,745	390,929	7,162,896
Ajustements	280	1	2	-	(1,121)	838	-	-
Solde reporté sur consolidation des nouvelles filiales (Note 45(a))	-	-	86,973	4,401	37,956	-	-	129,330
Charge d'amortissement de l'exercice	206,716	41,618	489,484	110,614	145,563	38,527	64,710	1,097,232
Cessions	(552)	-	(58,325)	(84,903)	(9,111)	(11,725)	(899)	(165,515)
Radiation	-	-	(19,927)	-	(133,904)	(8,651)	-	(162,482)
Ajustement de valeur	-	-	45,978	23,398	-	-	-	69,376
Reclassification	9,383	-	-	-	-	-	-	9,383
Transfert aux immobilisations incorporelles (Note 6)	-	-	-	-	-	(205)	-	(205)
Transferts aux actifs non-courants détenus en vue de vente (Note 24)	(4,948)	-	(10,139)	(334)	(10,571)	-	-	(25,992)
Transferts d'actifs non-courants détenus en vue de vente	29,334	-	-	-	-	-	-	29,334
Ajustement de réévaluation	(7,692)	-	-	-	-	-	-	(7,692)
Ajustement sur consolidation	2,361	-	-	(140)	(20)	17	-	2,218
Cessions des filiales (Note 45 (b))	(885)	-	(13,376)	(9,168)	(2,972)	(4,267)	-	(30,668)
Ecart de change	2,000	-	(14,817)	(330)	(4,209)	(1,383)	-	(18,739)
Au 30 juin 2011	623,057	421,974	4,322,393	885,987	1,118,429	261,896	454,740	8,088,476
VALEUR NETTE COMPTABLE								
Au 30 juin 2011	19,601,144	357,068	3,812,178	424,439	657,930	100,155	199,067	25,151,981
Au 30 juin 2010	17,698,330	366,079	3,491,953	474,921	557,073	76,161	188,576	22,853,093
Au 30 juin 2009	10,932,991	367,544	1,820,948	222,188	366,859	11,398	156,382	13,878,310

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

GROUPE

(a) Contrats de location

Les immobilisations corporelles incluent les immobilisations suivantes, achetées sur contrat de location financement :

	Valeur nette comptable	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Outillages, machines et équipements	183,117	182,126
Véhicules	67,848	65,981
	250,965	248,107

Les actifs acquis par contrats de location financement et de location avec option d'achat sont donnés en garantie des dettes de location financement et de location avec option d'achat correspondantes.

(b) Valeurs historiques des immobilisations réévaluée :

	Terrains et immeubles Rs'000
2011	
Valeurs brutes	6,990,063
Amortissements	(988,484)
Valeurs nettes	6,001,579
2010	
Valeurs brutes	6,924,009
Amortissements	(883,118)
Valeurs nettes	6,040,891

Les réévaluations successives du Groupe ont toutes été effectuées par les administrateurs basées sur des rapports d'experts indépendants accrédités. Les dates effectives des diverses réévaluations s'étalent entre 2007 et 2011.

Les terrains et immeubles ont été évalués sur les bases suivantes :

- La valeur de marché ;
- En se référant à des prix des transactions de propriétés similaires sur le marché ;
- Coût de remplacement déprécié pour certains des bâtiments.

Les évaluations sont basées sur les conditions économiques et prix de marché actif, existant à la date de clôture, ajusté en fonction des différences dans la nature ou la condition de la propriété spécifique.

(c) Dépréciation des immobilisations corporelles

Pour l'exercice clos le 30 Juin 2011, l'une des filiales a reconnu une dépréciation de Rs70m (2010: Rs100m) des équipements de l'usine. Ces pertes de valeurs sont comprises dans les charges exceptionnelles de l'état de résultat global.

(d) Les emprunts sont garantis par des sûretés fixes et flottantes sur les immobilisations corporelles du Groupe.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

5. IMMEUBLES DE PLACEMENT

	2011 Rs'000	GROUPE	
		2010 Rs'000	2009 Rs'000
Solde au 1 ^{er} juillet	1,549,503	519,900	519,900
Acquisitions	3,437	-	-
Cessions	(10,000)	-	-
Plus value sur réévaluation des immeubles de placement	-	965,078	30,642
Ajustements de consolidation	-	-	(30,642)
Transferts (aux)/des charges différés (Note 9)	(17,558)	22,263	-
Transferts d'immobilisations incorporelles (Note 6)	-	17,558	-
Transferts d'immobilisations corporelles (Note 4)	96,614	24,704	-
Solde au 30 juin	1,621,996	1,549,503	519,900
Revenus locatifs	21,476	1,982	2,914
Charges opérationnelles directes	2,605	972	927

Les immeubles de placement ont été évalués à leur juste valeur, par les administrateurs basés sur des évaluations réalisées par des "Chartered Surveyors and Valuers" en 2008, 2009 et 2010. Ces professionnels sont des spécialistes dans l'évaluation de ce type de placements immobiliers. La juste valeur est déterminée par référence à la valeur de marché et à des prix des transactions de propriétés similaires sur le marché. Les évaluations sont basées sur les conditions économiques et prix de marché actif, existant à la date du bilan, ajusté en fonction des différences dans la nature ou la condition de la propriété spécifique.

Certaines filiales ont donné leurs immeubles de placements en garantie afin d'obtenir des facilités bancaires.

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

GROUPE	Goodwill Rs'000	Autres Rs'000	Total Rs'000
COUT			
Solde au 1 juillet 2009	1,053,165	454,063	1,507,228
Reclassification	2,761	-	2,761
Acquisition d'une filiale (Note 45(a))	-	161,585	161,585
Acquisitions	66,751	56,264	123,015
Cession d'une filiale	(4,272)	-	(4,272)
Transfert aux immeubles de placement (Note 5)	-	(17,558)	(17,558)
Transfert aux immobilisations corporelles (Note 4)	-	(18,552)	(18,552)
Ajustement de consolidation	(49,228)	-	(49,228)
Cessions	-	(4,532)	(4,532)
Radiation	-	(7,823)	(7,823)
Transfert aux actifs destinés à être cédés (Note 24)	-	(19,321)	(19,321)
Ecart de change	(167)	(3,714)	(3,881)
Solde au 30 juin 2010	1,069,010	600,412	1,669,422
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	1,069,010	600,412	1,669,422
Acquisition d'une filiale (Note 45(a))	482,760	405,250	888,010
Acquisitions	-	70,885	70,885
Cessions des filiales (Note 45 (b))	-	(25,729)	(25,729)
Transfert des immobilisations corporelles (Note 4)	-	205	205
Ajustement de consolidation	(49,144)	-	(49,144)
Cessions	-	(502)	(502)
Radiation	-	(1,306)	(1,306)
Transfert aux actifs destinés à être cédés (Note 24)	-	(6,727)	(6,727)
Transferts d'actifs destinés à être cédés	-	19,321	19,321
Ecart de change	(32,145)	(30,298)	(62,443)
Solde au 30 juin 2011	1,470,481	1,031,511	2,501,992

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

GROUPE	Goodwill Rs'000	Autres Rs'000	Total Rs'000
AMORTISSEMENTS			
Solde au 1 ^{er} juillet 2009	49,402	107,436	156,838
Reclassification	2,760	-	2,760
Amortissements de l'exercice	1,485	35,454	36,939
Acquisition d'une filiale (Note 45(a))	-	124,209	124,209
Radiations	-	(7,772)	(7,772)
Transfert aux immobilisations corporelles (Note 4)	-	(18,552)	(18,552)
Dépréciations	39,350	-	39,350
Cessions	-	(4,271)	(4,271)
Transfert aux actifs destinés à être cédés (Note 24)	-	(1,216)	(1,216)
Ajustement de consolidation	-	363	363
Ecart de change	-	(675)	(675)
Au 30 juin 2010	92,997	234,976	327,973
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	92,997	234,976	327,973
Amortissements de l'exercice	-	29,233	29,233
Acquisition d'une filiale (Note 45(a))	-	165,600	165,600
Radiations	-	(1,306)	(1,306)
Transfert aux immobilisations corporelles (Note 4)	-	205	205
Cessions	-	(154)	(154)
Transfert aux actifs destinés à être cédés (Note 24)	-	(6,335)	(6,335)
Transferts d'actifs destinés à être cédés (Note 24)	-	1,216	1,216
Cessions des filiales (Note 45 (b))	-	(11,920)	(11,920)
Ecart de change	-	(11,502)	(11,502)
Au 30 juin 2010	92,997	400,013	493,010
VALEUR NETTE COMPTABLE			
Solde au 30 juin 2011	1,377,484	631,498	2,008,982
Solde au 30 juin 2010	976,013	365,436	1,341,449
Solde au 30 juin 2009	1,003,763	346,627	1,350,390

Le goodwill, acquis lors des regroupements d'entreprises, a une durée de vie indéterminée, et a été alloué aux unités génératrices de trésorerie suivantes, pour les besoins de la conduite des tests de dépréciation :

	Valeur nettes comptables		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Distribution de livres	-	-	-
Fabrication de sucre	105,667	105,667	146,501
Fabrication de textile	3,451	3,451	3,451
Imprimerie	153,682	153,682	153,682
Commerce	3,438	3,438	3,438
Immobilier	16,676	16,676	16,751
Hôtellerie	970,377	519,801	519,801
Banques	-	49,144	49,144
Services	69,228	69,228	69,228
Autres	54,965	54,926	41,767
	1,377,484	976,013	1,003,763

Les valeurs recouvrables des unités génératrices de trésorerie ont été calculées à partir de la valeur d'utilité, en utilisant des prévisions de flux de trésorerie qui se basent sur les budgets financiers établis par la direction sur une période de cinq ans. Les taux d'actualisation appliqués sur ces prévisions varient entre 8.125% et 16% et les taux de croissance entre 3% et 10%. Pour les flux au-delà de cinq ans, une extrapolation a été faite en utilisant des taux de croissance estimés pour chaque secteur respectif.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

7. CREANCES A LONG TERME

GROUPE	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Financement relatif à une compagnie associée	-	7	65,344
Montant dû sur cession d'une compagnie associée	57,138	51,448	99,000
	57,138	51,455	164,344

Certaines créances portent des intérêts, variant entre 10% et 13.75% et sont cautionnées par des immobilisations louées.

Le montant à recevoir suivant la cession de Desroches Island Lodge ne portent pas d'intérêts et représentent les flux de trésorerie attendus actualisés à un taux de 5%. La part non-courante sera reçue en juillet 2012.

8. IMPOTS DIFFERES

GROUPE	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Passifs d'impôts différés	1,668,079	607,435	568,095
Actifs d'impôts différés	(80,649)	(89,593)	(103,415)
Position nette au 30 juin	1,587,430	517,842	464,680

La variation de la position nette de l'exercice en matière d'impôts différés est la suivante:

	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Au 1 ^{er} juillet	517,842	464,680
Ajustement	(1,481)	33
Constaté en charge (Note 33(b))	18,281	4,822
Sous provision de l'impôt différé des exercices précédents (Note 33(b))	(1,176)	(2,856)
Ajustement à la réserve de réévaluation	1,052,488	44,693
Cession d'une filiale (Note 45(b))	2,229	-
Ecart de change	(753)	6,470
Position nette au 30 juin	1,587,430	517,842

Les actifs et passifs d'impôts différés et les mouvements sur les comptes de résultat pour le Groupe sont attribuables aux éléments suivants :

	Amortissements fiscaux accélérés Rs'000	Provisions Rs'000	Réévaluation des immobilisations corporelles Rs'000	Obligations de prestations de retraite Rs'000	Pertes fiscales Rs'000	Provision pour VRS Rs'000	Autres Rs'000	Total Rs'000
Au 1 ^{er} juillet 2009	448,337	(9,852)	259,267	(28,283)	(229,958)	30,713	(5,544)	464,680
Reclassification	(7,872)	(4,762)	3,484	-	3,607	-	5,543	-
Ajustement d'impôt différé porté à la réserve de réévaluation	-	-	44,693	-	-	-	-	44,693
Autres mouvements	33	-	-	-	-	-	6,470	6,503
Constaté en charge (Note 33(b))	83,821	2,151	(7,413)	(21,693)	(52,044)	(2,856)	-	1,966
Au 30 juin 2010	524,319	(12,463)	300,031	(49,976)	(278,395)	27,857	6,469	517,842
Au 1 ^{er} juillet 2010	524,319	(12,463)	300,031	(49,976)	(278,395)	27,857	6,469	517,842
Ajustement d'impôt différé porté à la réserve de réévaluation	-	-	1,052,488	-	-	-	-	1,052,488
Autres mouvements	6,466	-	(4,407)	-	4,179	-	(8,472)	(2,234)
Cession d'une filiale (Note 45(b))	(2,417)	4,629	-	-	17	-	-	2,229
Constaté en charge (Note 33(b))	33,165	(6,946)	(6,494)	(4,148)	18,255	(15,304)	(1,423)	17,105
Au 30 juin 2011	561,533	(14,780)	1,341,618	(54,124)	(255,944)	12,553	(3,426)	1,587,430

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

9. CHARGES DIFFEREES

GROUPE	Plan de départ volontaire		Total Rs'000
	Développements fonciers Rs'000	à la retraite Rs'000	
Actifs non courants			
Au 1^{er} juillet 2009	135,496	259,863	395,359
Dépenses encourues	4,599	-	4,599
Transfert à immeubles de placement (Note 5)	(22,263)	-	(22,263)
Porté en charge sur vente de terres	(53,772)	-	(53,772)
Amortissement des dépenses pour départ volontaire à la retraite	-	(72,334)	(72,334)
Au 30 juin 2010	64,060	187,529	251,589
Dépenses encourues	93,551	-	93,551
Transfert d'immeubles de placement (Note 5)	17,558	-	17,558
Porté en charge sur vente de terres	(16,915)	-	(16,915)
Amortissement des dépenses pour départ volontaire à la retraite	-	(72,334)	(72,334)
Au 30 juin 2011	158,254	115,195	273,449

Plan de départ volontaire à la retraite 2

Les estimations de coûts à payer, relatifs aux développements fonciers, et autres coûts éligibles sur le plan de départ volontaire à la retraite, sont reconnus comme autres créditeurs.

Suivant ce plan de départ volontaire à la retraite, le Groupe a acquis des droits de vente de terres en étant exonéré de taxe de conversion.

	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Actifs courants			
Au 1 ^{er} juillet	96,819	101,417	82,333
Dépenses encourues	101,450	59,943	20,980
Transférées à l'état de résultat global	(96,819)	(64,541)	(1,896)
Au 30 juin	101,450	96,819	101,417

Les dépenses encourues sur les activités de production sucrière et desquelles se dégageront des bénéfices, lors des récoltes ultérieures, ont été comptabilisées en charges différées.

10. CAPITAUX BIOLOGIQUES

GROUPE	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Au 1 ^{er} juillet	490,035	592,514	558,217
Dépenses	30,989	34,960	41,231
Variation de juste valeur	52,315	(137,439)	(6,934)
Au 30 juin	573,339	490,035	592,514
Analysés comme suit:			
A court terme	437,260	348,007	447,159
A long terme	136,079	142,028	145,355
	573,339	490,035	592,514
		2011	2010
Nombre d'hectares sous culture :			
- Cannes à sucre		6,862	6,846
- Palmiers		57	57
Principales hypothèses utilisées			
- Prix du sucre estimé par tonne - Rs		15,600	12,700
- Prix des palmiers estimés à l'unité - Rs		350-250	325-200
- Tonnage en sucre estimé		42,233	46,274

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

11. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

GROUPE

Le tableau représente la juste valeur des instruments financiers dérivés. Les actifs et passifs sont divulgués à leur juste valeur ainsi qu'à leur valeur nominale. La valeur nominale est enregistrée à la valeur brute et représente la valeur intrinsèque de l'actif, le taux de référence ou le taux d'indexation et la base utilisée pour l'évaluation des dérivés financiers. La valeur nominale représente le volume de transactions en cours à la date de clôture mais ne reflète pas les risques de marché ou de crédit.

	2010			2009		
	Actifs Rs'000	Passifs Rs'000	Valeur nominale Rs'000	Actifs Rs'000	Passifs Rs'000	Valeur nominale Rs'000
<i>Instruments financiers dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultat</i>						
Index d'options sur marchandises	-	-	-	1,900	(1,900)	49,820
Billets liés aux capitaux propres	111,874	(111,874)	173,199	96,403	(96,403)	171,184
Fonds de transactions d'options	1,218	(1,218)	121,771	947	(947)	103,170
Options liés aux index	28,364	(28,364)	48,068	19,149	(19,149)	48,540
Billets liés aux index	29,422	(29,422)	62,488	27,506	(27,506)	63,102
Options d'achats	3,100	-	3,100	-	-	-
	173,978	(170,878)	408,626	145,905	(145,905)	435,816
<i>Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction</i>						
Contrats de change à terme	14,731	(38,111)	2,447,624	3,177	(1,807)	675,916
	188,709	(208,989)	2,856,250	149,082	(147,712)	1,111,732
<i>Analysés comme suit :</i>						
Non-courants	173,978	(170,878)	-	-	144,005	(144,005)
Courants	14,731	(38,111)	-	-	5,077	(3,707)
	188,709	(208,989)	-	-	149,082	(147,712)

Au 30 juin 2010 et 2009, le Groupe avait des positions sur les instruments financiers dérivés suivants :

Contrats à terme

Les contrats et marchés à terme sont des engagements contractuels d'achat et de vente d'instruments financiers spécifiques dont le prix et l'échéance ont été fixés et qui sont négociés sur des marchés hors cote.

Options

Les options sont des engagements contractuels qui donnent un droit, et non une obligation, à leur détenteur d'acheter ou de vendre un instrument financier à une valeur et à une date fixées. La date pourrait varier dans une période qui serait fixée.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

12. PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

	2011 Rs'000	GROUPE	
		2010 Rs'000	2009 Rs'000
Particuliers	-	376,959	255,940
Entreprises	-	2,090,025	1,354,604
Clients étrangers	-	2,272,926	380,435
Cartes de crédit	-	35,531	19,014
Prets et créances brutes	-	4,775,442	2,009,993
Moins : Dépréciation des prêts et créances	-	(51,412)	(19,818)
	-	4,724,030	1,990,175
Moins : Courant	-	(3,357,766)	(1,459,474)
Non courant	-	1,366,264	530,701

- (a) Une des filiales a instauré un processus de révision de la qualité du crédit pour identifier, au plus tôt, toute détérioration de la santé financière de ses clients. Ce processus inclut la révision régulière des garanties données par ses clients dans un système élaboré pour classer les clients en fonction du degré de risques de crédit auquel ils ont été exposés.

La concentration de risques par la compagnie filiale est gérée en fonction du client/de la contrepartie, et compte tenu de leur emplacement géographique et du secteur d'activité. Le montant maximal d'exposition au crédit au 30 juin 2010 pour chaque client ou contrepartie était de Rs959,065,000 (2009 : Rs799,168,500) avant et après considération des garanties collatérales et autres supports de crédit.

Le montant et le type de garanties collatérales requises dépendaient de l'évaluation du risque chez la contrepartie. Des directives ont été implantées en fonction de leur applicabilité au type de collatéraux et de paramètre d'évaluation. Les principaux types de garanties collatérales étaient les suivantes :

- Les suretés flottantes pour les prêts commerciaux ;
- Les suretés fixes pour le commerce de détail et pour les prêts commerciaux ;
- Les gages sur les dépôts en argent ;
- Le nantissement des actions cotées.

Echéancier des créances en souffrance mais non douteuses

	2011 Rs'000	Rs'000
<30 jours	-	8,710
30-60 jours	-	1,016
60-90 jours	-	1,747
>90 jours	-	17,350
	-	28,823

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

12. PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE (SUITE)

(b) Correction de valeur pour dépréciation de prêts et créances

Le rapprochement de la correction de valeur pour dépréciation des prêts et créances est reproduite ci-dessous:

	Dépréciation spécifique Rs'000	Dépréciation collective Rs'000	Total Rs'000
Au 1 ^{er} Juillet 2009	300	19,518	19,818
Charge de l'exercice attribuable aux activités abandonnées	17,140	14,454	31,594
Au 30 juin 2010	17,440	33,972	51,412
Cession d'une filiale	(17,440)	(33,972)	(51,412)
Au 30 juin 2011	-	-	-

La juste valeur des collatéraux que la filiale détenait relative aux prêts qui ont été en souffrance mais non douteux et les prêts individuellement déterminés comme étant dépréciés au 30 Juin 2010 s'élevait à Rs383,345,500 et Rs24,378,567 respectivement.

13. CREANCES LIEES AUX CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

GROUPE	2011			2010		
	Montant à recevoir			Montant à recevoir		
	A moins d'un an Rs'000	Entre un an et cinq ans Rs'000	Total Rs'000	A moins d'un an Rs'000	Entre un an et cinq ans Rs'000	Total Rs'000
Paiements minimaux au titre de la location	342,314	925,168	1,267,482	344,099	965,948	1,310,047
Moins: Produits financiers	(78,170)	(127,398)	(205,568)	(76,137)	(145,900)	(222,037)
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	264,144	797,770	1,061,914	267,962	820,048	1,088,010
Moins: Provision pour paiements au titre de la location non recouvrables	-	-	(38,985)	-	-	(78,118)
	-	-	1,022,929	-	-	1,009,892
Éléments inclus dans les états financiers à titre de:						
Créances liées aux contrats de location-financement courants	-	-	264,144	-	-	267,962
Créances liées aux contrats de location-financement non courants	-	-	758,785	-	-	741,930
			1,022,929			1,009,892

La durée moyenne des contrats de location-financement conclus est de cinq à six ans. Les montants dus sur les contrat de location sont garantis par des suretés sur ces biens loués et le taux d'intérêt effectif moyen contracté est de 10% p.a (2010: 11% p.a). Le locataire jouit d'une option d'achat à l'issue de la période de location.

La juste valeur de ces contrats de location-financement s'élève au 30 Juin 2011 à Rs1,058m (2010: Rs1,048m) basée sur une projection actualisée des flux futurs estimée au taux du marché.

La juste valeur des collatéraux des créances de location-financement au 30 Juin 2011 est estimée à Rs1,139m (2010: Rs1,151m) sur la base des actifs de valeur dépréciée.

Aucune personne physique ne représente plus de 10% du portefeuille total du groupe à la date de clôture. Le plus important client détient 5% (2010 : 6%) du portefeuille total des clients.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES

COMPAGNIE	Cote officielle Rs'000	Second marché Rs'000	Non-cotés Rs'000	Total Rs'000
Solde au 1 ^{er} juillet 2009	1,307,173	1,192,438	1,417,502	3,917,113
Acquisitions	776,628	-	-	776,628
Dépréciation	-	-	(21,500)	(21,500)
Reclassification des réserves de juste valeur	479,282	-	-	479,282
Perte de valeur d'immobilisations financières	-	-	1,500	1,500
Ajustement de juste valeur	344,763	98,622	424,600	867,985
Solde au 30 juin 2010	2,907,846	1,291,060	1,822,102	6,021,008
Acquisitions	338,887	-	-	338,887
Transfert aux immobilisations financières - compagnies associées	-	-	(687,189)	(687,189)
Ajustement de juste valeur	1,288,220	38,161	506,039	1,832,420
Solde au 30 juin 2011	4,534,953	1,329,221	1,640,952	7,505,126

Le Groupe détient moins de la moitié du capital et ne contrôle pas la majorité des votes de toutes les compagnies consolidées. Ces compagnies sont consolidées suivant un contrôle procuré par un droit de nomination de la majorité des membres de leur Conseil d'Administration par le Groupe.

Des immobilisations financières sont données en garantie pour l'obtention de facilités bancaires.

Détails des filiales :

	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu Direct	Pourcentage détenu Indirect	Pourcentage détenu Direct	Pourcentage détenu Indirect
				%	%	%	%
The Beau Champ Holding Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	72.27	0.57	72.27	0.57
Union Flacq Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	47.16	-	47.16	-
Forward Investment and Development Enterprises Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	0.99	33.38	0.99	33.38
Flacq Associated Stonemasters Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	27.68	-	27.68
Flacq United Estates Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Culture de cannes à sucre et investissement dans des activités de production sucrière et d'électricité	1.74	25.24	1.74	25.24
Forward Engineering and Development Company Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	41.40	-	4.40
F.U.E.L. Steam and Power Generation Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Production d'énergie électrique	-	17.56	-	17.56
F.U.E.L. Sugar Milling Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Production de sucre	-	17.56	-	17.56
West East Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	26.97	-	26.97
Island Fresh Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Commercialisation de fruits et légumes	-	26.97	-	26.97
Shoenfeld Co Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Gestion de club hippique	-	26.97	-	26.97
Compagnie de La Vigie Limitée	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	23.11	-	23.11

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES (SUITE)

Détails des filiales:	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
				Direct	Indirect	Direct	Indirect
				%	%	%	%
FUEL Properties Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Développement foncier	-	26.97	-	26.97
Société de Gérance Mon Loisir	Ile Maurice	Part Sociale	Gestion d'activité agricoles	-	23.60	-	23.60
Société Beauregard	Ile Maurice	Part Sociale	Location de materiels agricoles et de véhicules	-	23.60	-	23.60
Compagnie Usinière de Mon Loisir Ltée	Ile Maurice	Ordinaire	Production de sucre	-	17.56	-	17.56
Société Gonin	Ile Maurice	Part Sociale	Investissement	-	26.97	-	26.97
Trianon Estates Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	26.94	-	26.94
Compagnie Avicole de Rivière du Rempart Ltée	Ile Maurice	Ordinaire	Engraissement de poulets de table	-	26.97	-	26.97
Sena Development Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Holding	-	15.64	-	15.64
Société Ducomet	Ile Maurice	Ordinaire	Immobilier	-	26.97	-	26.97
Société Monitel	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Arnon	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Veauges	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Solognote	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Charbonnière	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Naucay	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Armorial	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Beauce	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Chaucay	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Tendu	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société du Manir	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société de Larca	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société du Bongite	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Feuillanbois	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société du Moulins	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Fleury-les-Aubrais	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société de la Baule	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société du Lot	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société du Cher	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société du Tarn	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société du Gard	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Moorpark	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Valencay	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Camot	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Arlenay	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Bellegarde	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société de Beaugency	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société Boisjoli	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société du Morbihan	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société de l'Ardèche	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES (SUITE)

Détails des filiales:	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
				Direct	Indirect	Direct	Indirect
				%	%	%	%
Société de la Drome	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Société de Verdée	Ile Maurice	Part Sociale	Culture de cannes à sucre	-	26.97	-	26.97
Mauritius Stationery Manufacturers Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Impression et production d'emballages	75.24	-	75.24	-
Book Printing Services Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Fabrication de livres	-	75.13	-	75.13
Repro + Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Editeur de livres	-	75.13	-	75.13
The Platesetters Co. Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Production de plaques d'impression	-	45.14	-	45.14
Packaging Industry Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	75.24	-	75.24
Société du Livre	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	75.24	-	75.24
Société du Roman	Ile Maurice	Ordinaire	Immobilier	-	75.24	-	75.24
Maustat Offshore Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	75.24	-	75.24
M.S.M. Madagascar S.A	Madagascar	Ordinaire	Imprimerie	-	75.23	-	75.23
Electronic Printing Investment Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Imprimerie	-	75.13	-	75.13
Camp Investment Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	49.60	-	49.60	-
Phoenix Management Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Gestion d'entreprises	-	49.56	-	49.56
Phoenix Investment Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	20.96	11.25	20.96	11.25
Phoenix Beverages Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Brassage, embouteillage et distribution de bière, boissons et eau de table	3.21	18.72	3.21	18.72
MBL Offshore Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	21.93	-	21.93
Phoenix Beverages Overseas Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Exportation de boissons	-	21.92	-	21.92
The (Mauritius) Glass Gallery Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Production et vente de produits dérivés du verre	-	16.67	-	16.67
Mauritius Breweries International Ltd	Les Iles vierges britanniques	Ordinaire	Investissement	-	21.93	-	21.93
Phoenix Distributors Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Distributeur de boissons	-	21.35	-	21.35
Phoenix Camp Minerals Offshore Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	21.93	-	21.93
Rennie & Thony SARL	Reunion	Ordinaire	Agent commissionné	-	21.93	-	21.93
Helping Hands Foundation	Ile Maurice	Ordinaire	Institution charitable	-	20.07	-	19.19
Phoenix Foundation	Ile Maurice	-	Fondation	-	21.93	-	-
Robert Le Maire Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	65.02	-	65.02	-
Robert Le Maire Intergraph Ltée	Ile Maurice	Ordinaire	Commercialisation d'équipements et consommables pour imprimeries	-	65.02	-	65.02
Mataria Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Immobilier	-	65.02	-	65.02

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES (SUITE)

Détails des filiales:	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
				Direct	Indirect	Direct	Indirect
				%	%	%	%
Biro Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Immobilier	-	65.02	-	65.02
RLM Intergraph Remote Services Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Services de télémaintenance	-	65.02	-	65.02
Heilderberg Océan Indien Limitée	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	64.37	-	64.37
RLM Intergraph EURL	Reunion	Ordinaire	Commercialisation d'équipements et consommables pour imprimeries	-	64.37	-	64.37
SCI Les Alamandas	Reunion	Ordinaire	Immobilier	-	64.37	-	64.37
Représentation Graphique SARL	Reunion	Ordinaire	Commercialisation de papier	-	64.37	-	64.37
Papier des Mascareignes Ltée	Reunion	Ordinaire	Commercialisation de papier	-	65.02	-	65.02
Energy Management Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Commercialisation d'équipements pour l'économie d'énergie	-	36.90	-	36.65
RLM Madagascar SARL	Madagascar	Ordinaire	Commercialisation d'équipements et consommables pour imprimeries	-	65.02	-	65.02
Carrelets Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Développement foncier	-	65.02	-	65.02
Petit Fond Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	65.02	-	65.02
Supinvest (Bangladesh) Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Commercialisation de produits chimiques et de produits annexes aux teintures pour textile	-	65.02	-	43.57
SMAG Ltée	Ile Maurice	Ordinaire	Commercialisation de récolteuses mécaniques	-	39.01	-	39.01
Supintex Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Commercialisation de machines, produits chimiques et de teintures pour le secteur textile	-	65.02	-	65.02
Dye Com (Pty) Ltd	Afrique du Sud	Ordinaire	Commercialisation de produits chimiques et de produits annexes aux teintures pour textile	-	65.02	-	49.42
Supinvest Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	65.02	-	43.57
Yoshiaki Chemicals Company Private Ltd	Inde	Ordinaire	Commercialisation de produits chimiques	-	65.02	-	39.21
RLM Intergraph SAV SARL	Reunion	Ordinaire	Maintenance d'équipement pour le secteur de l'imprimerie	-	64.37	-	64.37
Naiade Resorts Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	39.22	1.13	30.02	2.17
Poseidon Limitee	Ile Maurice	Ordinaire	Compagnie d'Investissement	-	40.35	-	32.19
Naiade Resorts Seychelles Ltd	Seychelles	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES (SUITE)

Détails des filiales:

	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
				Direct	Indirect	Direct	Indirect
				%	%	%	%
NRTA Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
Holiday & Leisure Resorts Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
Merville Beach Hotel Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
Merville Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
Blue Bay Tokey Island	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
Beau Rivage Co Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
La Plantation Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
Les Pavillons Resorts Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
LTK Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
FMM Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
MSF Leisure Company Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
SAS Hotel Prestige Reunion	France	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
SA Les Villas du Lagon	Reunion	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	31.99
SAS Le Recif	Reunion	Ordinaire	Hotellerie	-	39.95	-	31.87
Naiade Holidays (Pty) Ltd	Afrique du Sud	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
Naiade Resorts (UK) Ltd	Grande Bretagne	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	32.19
Ari Atoll Investment Ltd	Seychelles	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	-
Naiade Holidays Ltd	Mauritius	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	-
Naiade Foundation	Mauritius	Ordinaire	Institution Charitable	-	40.35	-	-
Naiade Resorts Maldives Ltd	Seychelles	Ordinaire	Hotellerie	-	37.12	-	-
White Sand Resorts & Spa Pvt Ltd	Maldives	Ordinaire	Hotellerie	-	37.12	-	-
Le Tropical Hotel Ltd	Mauritius	Ordinaire	Hotellerie	-	40.35	-	-
GML Management Ltée	Ile Maurice	Ordinaire	Gestion de compagnies	100.00	-	100.00	-
Afrasia Bank Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Banque	-	-	49.75	-
Afrasia Investment Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	-	-	49.75
GML Trésorerie Ltée	Ile Maurice	Ordinaire	Gestion de trésorerie	100.00	-	100.00	-
SPCB Ltée	Ile Maurice	Ordinaire	Compagnie d'investissement	100.00	-	-	-
Ireland Blyth Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	48.29	0.60	48.29	0.60
Adam and Company Limited*	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	-	48.89	-	48.89
Air Mascareignes Limitée	Ile Maurice	Ordinaire	Tourisme	-	24.45	-	-
Alkore Chemicals (Mauritius) Ltd*	Ile Maurice	Ordinaire	Commercialisation de produits pharmaceutiques	-	48.89	-	48.89
Australair General Sales Agency Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Tourisme	-	24.45	-	-

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES (SUITE)

Détails des filiales:	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
				Direct	Indirect	Direct	Indirect
				%	%	%	%
Australair GSA Comores S.A.R.L	Comores	Ordinaire	Tourisme	-	24.45	-	-
Australair GSA Mada SA	Madagascar	Ordinaire	Tourisme	-	24.45	-	-
Blyth Brothers and Company Limited*	Ile Maurice	Ordinaire	Negociant en marine marchande	-	48.89	-	48.89
Blychem Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Commercialisation de produits pharmaceutiques	-	48.89	-	48.89
Blymetal Limited**	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	48.89	-	48.89
Blytronics Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	48.89	-	48.89
Calendula Limited**	Ile Maurice	Ordinaire	Immobilier	-	48.89	-	48.89
Cassis Limited*	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	48.89	-	48.89
Cervonic Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	35.20	-	35.20
Colonial Hotel Boutiques Limited**	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	-	48.89	-	48.89
Construction & Material Handling Company Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Distributeur de produits de manutention	-	48.89	-	48.89
DTOS Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Gestion des compagnies offshore	-	48.89	-	48.89
DTOS International Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Gestion des compagnies offshore	-	48.89	-	48.89
DTOS Trustees Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Gestion des compagnies offshore	-	48.89	-	48.89
Egeco Limited**	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise Mécanique	-	-	-	48.89
Egeria Fishing Co Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de pêche	-	48.89	-	48.89
Equip and Rent Company Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de location d'équipements	-	48.89	-	48.89
Equity Aviation Indian Ocean Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Manutention au sol	-	48.89	-	-
Equity Aviation Comores S.A.R.L	Comores	Ordinaire	Manutention au sol	-	48.89	-	-
Fish Meal Producers Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	36.67	-	36.67
Fit-Out (Mauritius) Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	29.53	-	29.53
Froid des Mascareignes Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Entrepots	-	29.09	-	29.09
Grapevine Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Service informatique	-	48.89	-	48.89
General Refuse Enterprise for Environmental Needs Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise d'enlèvements de déchets	-	-	-	48.89

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES (SUITE)

Détails des filiales:

	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
				Direct	Indirect	Direct	Indirect
				%	%	%	%
G S P Co Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	48.89	-	48.89
Hall Geneve Langlois Limited**	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	-	48.89	-	48.89
IBL Aviation S.A.R.L	Ile Maurice	Ordinaire	Secteur touristique	-	48.89	-	48.89
IBL Aviation Comores S.A.R.L	Comores	Ordinaire	Secteur touristique	-	48.89	-	48.89
IBL Biothechnology (International) Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Recherche et développement	-	48.89	-	-
IBL Comores S.A.R.L	Comores	Ordinaire	Secteur touristique	-	48.89	-	48.89
IBL Comores GSA Anjouan S.A.R.L	Comores	Ordinaire	Tourisme	-	48.89	-	-
IBL Consumer Health Products Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de soins de santé	-	48.89	-	48.89
IBL Energie Ltée**	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	32.76	-	32.76
IBL Entertainment Ltd*	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	-	48.89	-	48.89
IBL Entertainment Holding Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	48.89	-	48.89
IBL Equipment Services Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Location d'équipements	-	48.89	-	48.89
IBL Financial Services Holding Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	48.89	-	48.89
IBL Fishing Company Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Compagnie Maritime	-	48.89	-	48.89
IBL Forex Company Ltd*	Ile Maurice	Ordinaire	Compagnie de change	-	48.89	-	48.89
IBL Foundation	Ile Maurice	-	Fondation	-	48.89	-	48.89
IBL Impex Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Port Franc	-	48.89	-	48.89
IBL International Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	48.89	-	48.89
IBL Madagasikara S.A.	Madagascar	Ordinaire	Commerce	-	44.00	-	44.00
IBL Properties Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Immobilier	-	48.89	-	48.89
IBL Regional Development Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	48.89	-	48.89
IBL Reunion S.A.S	Ile de la Reunion	Ordinaire	Service de messagerie d'entreprise	-	48.89	-	48.89
IBL Santé S.A.R.L	Madagascar	Ordinaire	Entreprise de soins de santé	-	48.89	-	48.89
IBL Training Services Ltd*	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de formation	-	48.89	-	48.89
IBL Travel Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Agence de voyages	-	48.89	-	48.89
IBL Travel S.A.R.L*	Madagascar	Ordinaire	Agence de voyages	-	48.89	-	48.89
Indian Ocean Dredging Ltd*	Ile Maurice	Ordinaire	Travaux Maritimes	-	48.89	-	48.89
Indian Ocean Logistics Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Import-Export	-	48.89	-	48.89
Indico Canning Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	28.26	-	28.26

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES (SUITE)

Détails des filiales:	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
				Direct	Indirect	Direct	Indirect
				%	%	%	%
Instyle by MS Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	-
Interface International Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Compagnie offshore	-	36.91	-	34.21
Interface Management Services Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Compagnie offshore	-	36.91	-	34.21
I-Consult Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Service informatique	-	48.89	-	48.89
I-Consult International Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Service informatique	-	-	-	48.89
Ireland Blyth (Engineering) Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	-	48.89	-	48.89
Ireland Blyth (Informatics) Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	-	48.89	-	48.89
Ireland Blyth (Seychelles) Ltd*	Seychelles	Ordinaire	Investissement	-	48.89	-	48.89
Ireland Fraser and Company Limited*	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	-	48.89	-	48.89
Ireland Fraser (Madagascar) SARL*	Madagascar	Ordinaire	Commerce	-	48.89	-	48.89
I-Telecom Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Service informatique	-	48.89	-	48.89
Island Coal Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de commercialisation de charbon	-	38.35	-	38.35
Knights & Johns Management Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Gestion des compagnies offshore	-	36.91	-	34.21
Koho Boards Ltd*	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11
Logidis Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise d'entreposage	-	48.89	-	48.89
Logidis Services Ltd*	Ile Maurice	Ordinaire	Port Franc	-	48.89	-	48.89
Mad Courier SARL	Madagascar	Ordinaire	Cousier	-	45.23	-	45.23
Mada Aviation SARL	Madagascar	Ordinaire	GSA	-	48.89	-	48.89
Manser Saxon Aluminium Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11
Manser Saxon Environment Ltd*	Ile Maurice	Ordinaire	Construction	-	39.11	-	39.11
Manser Saxon Plumbing Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11
Manser Saxon Contracting Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11
Manser Saxon Dubai LLC	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	31.60	-	31.60
Manser Saxon Export Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11
Manser Saxon Openings Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES (SUITE)

Détails des filiales:

	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
				Direct	Indirect	Direct	Indirect
				%	%	%	%
Manufacturing and Industrial Development Corporation Limited**	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	48.89	-	48.89
Marine Biotechnology Products Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	41.56	-	41.56
Mauritian Eagle Insurance Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Compagnie d'assurance	-	29.34	-	29.34
Mauritian Eagle Leasing Co Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de crédit bail	-	38.92	-	38.92
Mauritian Eagle Life Company Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Assurance Vie	-	29.34	-	-
Medical Trading Company Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Pharmacie	-	48.89	-	48.89
Medical Trading International Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de soins de santé	-	48.89	-	48.89
New Cold Storage Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits frigorifiés	-	48.89	-	48.89
Pick and Buy Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Supermarchés	-	48.89	-	48.89
Pines Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Gestion des compagnies offshore	-	44.00	-	44.00
Plastic Recycling Co Ltd*	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	48.89	-	48.89
Riche Terre Development Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Immobilier	-	48.89	-	48.89
Riche Terre Electricals Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11
Rodrigues Speciality Products Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise distributeur des produits rodriguais	-	-	-	48.89
Saxon International Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	39.11	-	39.11
Scomat Limitée	Ile Maurice	Ordinaire	Commercialisation des machines industrielles	-	48.89	-	48.89
SCP Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Immobilier	-	-	-	49.84
Seafood Hub Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	41.56	-	40.27
Seaways Marine Supplies Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Compagnie maritime	-	48.89	-	48.89
Société de Traitement et d'Assainissement des Mascareignes Ltée*	Ile Maurice	Ordinaire	Recyclage de déchets	-	48.89	-	48.89
Société de Transit Aérien et Maritime SARL*	Madagascar	Ordinaire	Courtier maritime	-	41.80	-	41.80
Société Immobilière IBL Tana SARL	Madagascar	Ordinaire	Immobilier	-	48.89	-	48.89
Société Mauricienne d'Exploitation des Eaux Ltée**	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de traitement des eaux usées	-	39.11	-	39.11

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

14. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - FILIALES (SUITE)

Détails des filiales:	Pays de l'enregistrement	Type d'action	Activité principale	2011		2010	
				Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
				Direct	Indirect	Direct	Indirect
				%	%	%	%
Société Mauricienne de Navigation Limitée*	Ile Maurice	Ordinaire	Fournisseurs de services	-	48.89	-	48.89
Somatrans SDV Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Import-Export	-	36.67	-	36.67
Somatrans SDV Logistics Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Import-Export	-	36.67	-	36.67
Southern Seas Shipping Company Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Compagnie maritime	-	48.89	-	48.89
Star Cruise Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	48.89	-	48.89
Strategic Supply Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Commerce	-	48.89	-	48.89
Thon des Mascareignes Ltée	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11
Tornado Engineering Ltd**	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11
Tornado Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Entreprise de produits manufacturiers	-	39.11	-	39.11
Tourism Services International Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Tourisme	-	48.89	-	48.89
Transfroid Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Import-Export	-	29.09	-	29.09
Trianon Development Ltd	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	48.89	-	48.89
Tuna Mascarene S.l.	Espagne	Ordinaire	Entreprise de commercialisation de produits liés au thon	-	48.89	-	48.89
Winhold Limited	Ile Maurice	Ordinaire	Investissement	-	48.89	-	-

* compagnies n'ayant pas d'activités

** compagnies en voie d'être radiées

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

15. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - COMPAGNIES ASSOCIÉES

(a) GROUPE	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Au 1 ^{er} juillet	5,748,879	7,459,859	5,704,542
Solde reporté sur consolidation d'une nouvelle filiale (Note 45(a))	-	852,321	-
Acquisitions	399,883	334,127	624,751
Capital souscrit non émis	-	315,000	-
Goodwill négatif	7,610	-	40,065
Cessions	(530)	(2,728,125)	-
Transfert aux immobilisations financières - filiales	(4,495)	-	-
Part des résultats - attribuable aux activités poursuivies	518,805	386,788	241,228
Part des résultats - attribuable aux activités abandonnées	-	49,348	-
Dividendes reçus	(207,894)	(582,154)	(618,072)
Variation de réserve de juste valeur	11,666	(80,474)	1,430,977
Variation de réserve sur réévaluation des immobilisations corporelles	(59,609)	10,417	38,924
Variation de réserve sur opération de change	698	(97,512)	45,259
Variation d'autres réserves	(323,803)	19,201	(1,471)
Autres mouvements	(18,416)	109,798	2,890
Déconsolidation d'une compagnie associée	(198,316)	-	-
Pertes sur distribution de dividendes sous forme d'actions	-	-	(49,223)
Transfert des immobilisations financières - filiales	681,678	-	-
Goodwill radié	(98,218)	-	-
Dépréciation	-	(3,373)	(11)
Transfert des autres titres (Note 17(b))	241	-	-
Transferts aux actifs non-courants détenus en vue de vente (Note 23)	-	(296,342)	-
Au 30 juin	6,456,874	5,748,879	7,459,859

(b) COMPAGNIE	Cote officielle Rs'000	Second marché Rs'000	Non-cotés Rs'000	Total Rs'000
Au 1 ^{er} juillet 2009	772,099	1,349,009	662,127	2,783,235
Cessions	-	(1,295,030)	-	(1,295,030)
Reclassifications	(479,282)	(30,020)	-	(509,302)
Acquisitions	-	-	327,313	327,313
Ajustement de juste valeur	386,741	9,127	83,341	479,209
Transfert aux actifs financiers disponibles à la vente (Note 23)	-	-	(236,390)	(236,390)
Au 30 juin 2010	679,558	33,086	836,391	1,549,035
Transfert des immobilisations financières - autres titres	-	-	241	241
Transfert des immobilisations financières - filiales	-	-	687,189	687,189
Acquisitions	-	240,659	-	240,659
Ajustement de juste valeur	215,470	(1,391)	323,576	537,655
Au 30 juin 2011	895,028	272,354	1,847,397	3,014,779

(c) Les acquisitions de l'année courante sont financées comme suit :	Groupe Rs'000	Compagnie Rs'000
Trésorerie	161,603	2,379
Echange des actions	227,703	227,703
Dividende en espèce	10,577	10,577
	399,883	240,659

(d) Des immobilisations financières sont données en garantie pour l'obtention de facilités bancaires.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

15. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - COMPAGNIES ASSOCIÉES (SUITE)

(e) Détails des compagnies associées

	Type d'action	2011		2010	
		Pourcentage détenu		Pourcentage détenu	
		Direct	Indirect	Direct	Indirect
		%	%	%	%
Deep River Beau Champ Limited	Ordinaire	1.29	28.58	1.29	28.58
Air Mascareignes Limitée	Ordinaire	-	-	-	24.67
Australair General Sales Agency Ltd	Ordinaire	-	-	-	24.67
Australair GSA Comores S.A.R.L	Ordinaire	-	-	-	24.67
Australair GSA Mada S.A	Ordinaire	-	-	-	24.67
Catovair Comores S.A.R.L	Ordinaire	-	23.96	-	24.67
Chantier Naval de l'Océan Indien Ltd	Ordinaire	-	24.45	-	25.17
Cie Thonière de l'Océan Indien Ltée	Ordinaire	-	24.45	-	25.17
Compagnie des Travaux Maritimes des Mascareignes	Ordinaire	-	12.22	-	12.58
Equity Aviation Indian Ocean Ltd	Ordinaire	-	-	-	25.17
Fish Protein Producers Ltd	Ordinaire	-	24.45	-	25.17
H Savy Insurance Company Ltd	Ordinaire	-	5.87	-	-
IBL Biotechnology (Mauritius) Ltd	Ordinaire	-	24.45	-	-
Industrie et Services de l'Océan Indien Limitée	Ordinaire	-	24.45	-	25.17
Marine Electronics Co Ltd	Ordinaire	-	-	-	10.07
Mauritius Coal and Allied Services Co Ltd	Ordinaire	-	23.96	-	24.67
Mer des Mascareignes Limitée	Ordinaire	-	20.78	-	25.17
Princes Tuna (Mauritius) Ltd	Ordinaire	-	14.34	-	14.76
Profilage Ocean Indien Ltée	Ordinaire	-	9.78	-	10.07
Scimat S.A.S	Ordinaire	-	24.45	-	25.17
Trois Ilots Ltée	Ordinaire	-	16.30	-	16.78
Intendance Holding Co. Ltd	Ordinaire	-	-	11.65	8.43
United Basalt Products Ltd	Ordinaire	25.01	3.25	25.01	3.25
Crown Corks Industries Ltd	Ordinaire	-	6.66	-	3.33
Asia Pacific Brewery (Lanka) Limited	Ordinaire	-	4.39	-	4.39
Nouvelle Brasserie de Madagascar	Ordinaire	-	8.92	-	10.97
Emineo Limited	Ordinaire	-	32.51	-	32.51
Heilderberg Madagascar SARL	Ordinaire	-	-	-	15.93
Alcohol & Molasses Export Co. Limited	Ordinaire	13.90	7.59	13.90	7.59
FUEL Refinery Limited	Ordinaire	-	8.77	-	8.77
Freight & Transit Company Limited	Ordinaire	33.33	-	33.33	-
Abax Holding Limited	Ordinaire	50.00	-	50.00	-
City Brokers Ltd	Ordinaire	50.00	-	50.00	-
CBL International Ltd	Ordinaire	50.00	-	50.00	-
Valuers and Assessors Ltd	Ordinaire	50.00	-	50.00	-
Axys Group Ltd	Ordinaire	-	-	31.16	-
United Investments Limited	Ordinaire	15.83	5.97	-	-
DDL Promotion Ltée	Ordinaire	-	40.00	-	40.00
Victoria Management Ltd	Ordinaire	-	50.00	-	50.00
Cosy Club Management Services Ltd	Ordinaire	-	44.67	-	35.19
Naiade Resorts Maldives Ltd	Ordinaire	-	-	-	12.83
White Sands Resorts (Diva Maldives)	Ordinaire	-	-	-	12.83
Oceanide Limited	Ordinaire	-	16.14	-	12.83
Nereide Limited	Ordinaire	-	-	-	12.83
Ferney Limited	Ordinaire	28.95	-	28.95	-
Island Management Ltd	Ordinaire	25.00	-	-	-
Afrasia Bank Limited	Ordinaire	40.45	-	-	-

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

15. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - COMPAGNIES ASSOCIÉES (SUITE)

(f) Les derniers états financiers des compagnies associées ont été utilisés pour leur mise en équivalence. Les informations financières relatives à ces compagnies associées sont reproduites ci-dessous :

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Total actifs	45,858,768	42,168,355
Total passifs	(29,798,838)	(26,470,012)
Fonds propres	16,059,930	15,698,343
Quote-part des fonds propres des entreprises associées	6,456,874	5,748,879
Chiffre d'affaires	18,707,145	26,868,000
Résultat de l'exercice	1,275,224	2,084,501
Quote-part des résultats des entreprises associées - activités poursuivies	518,805	386,788
Quote-part des résultats des entreprises associées - activités abandonnées	16,351	49,348

16. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - CO-ENTREPRISE

En 2010, le Groupe, à travers son investissement dans AfrAsia Investments Limited, avait une participation de 50% au sein de AXYS Capital Management Ltd. Cette entité, contrôlée conjointement, s'était engagée dans des activités de gestion de fonds et gèrait plusieurs fonds et produits structurés à partir desquels, le Groupe percevait l'essentiel de ses revenus.

En 2011, AfrAsia n'est plus une filiale de la Compagnie ceci à partir du 30 novembre 2010.

	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Apport en trésorerie	-	21,700
Apport différé	-	17,950
Total des apports	-	39,650
Part de profits	-	1,263
	-	40,913
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Quote-part de l'état de situation financière de la co-entreprise :		
Actifs courants	-	37,780
Actifs non-courants	-	13,277
Passifs courants	-	(48,558)
Passifs non-courants	-	(170)
Actifs nets	-	2,329
Quote-part du compte de résultats de la co-entreprise :		
Revenus	5,880	5,357
Dépenses administratives	(4,898)	(4,227)
Autres produits	344	275
Produits financiers	-	83
Impôt	(284)	(225)
Résultat de l'exercice	1,042	1,263
Attribuables:		
- aux activités poursuivies	-	-
- aux activités abandonnées (Note 24)	1,042	1,263
	1,042	1,263

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

17. IMMOBILISATIONS FINANCIERES - AUTRES TITRES

(a) GROUPE

	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
<i>Titres disponibles à la vente ("available-for-sale")</i>			
Au 1 ^{er} juillet	1,337,777	1,659,433	1,567,181
Solde reporté sur consolidation d'une nouvelle filiale (Note 45(a))	-	298,930	-
Reclassification à actifs disponibles à la vente ("available for sale")	-	-	12,219
Transfert des immobilisations financières - compagnies associées	-	30,020	-
Acquisitions	321,210	133,790	413,423
Reclassification aux filiales	-	-	(16,710)
Reclassification comme associée	-	(315,000)	-
Cessions	(432,752)	(239,092)	(67,364)
Ajustement de juste valeur	273,885	440,270	(248,966)
Dépréciation	(2,849)	(553,167)	-
Ecart de change	981	(9,830)	(350)
Transferts des actifs financiers disponibles à la vente	82,639	-	-
Transferts aux actifs financiers disponibles à la vente (Note 23)	-	(107,577)	-
Transferts aux compagnies associées	(241)	-	-
Au 30 juin	1,580,650	1,337,777	1,659,433

(b) COMPAGNIE

	Cote officielle Rs'000	Second marché Rs'000	Non-cotés Rs'000	Total Rs'000
Au 1 ^{er} juillet 2009	339,517	14,555	12,028	366,100
Acquisitions	-	-	241	241
Cessions	(27,659)	(186)	(8,015)	(35,860)
Reclassification	-	30,020	-	30,020
Ajustement de juste valeur	262,601	10,152	15	272,768
Transfert aux actifs financiers disponibles à la vente (Note 23)	(2,270)	(22,668)	-	(24,938)
Au 30 juin 2010	572,189	31,873	4,269	608,331
Adjustement	-	2	(2)	-
Cessions	-	(31,875)	-	(31,875)
Reclassification	-	-	-	-
Ajustement de juste valeur	18,760	-	1,885	20,645
Transfert aux compagnies associés (Note 15)	-	-	(241)	(241)
Au 30 juin 2011	590,949	-	5,911	596,860

Les compagnies ci-dessus sont enregistrées à l'île Maurice.

Des immobilisations financières sont données en garantie pour l'obtention de facilités bancaires.

1,395,701 actions de Sun Resorts Ltd sont données en garantie pour l'obtention de facilités bancaires par Companhia de Sena Sarl.

18. STOCKS

	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
GROUPE			
Au coût			
Matières premières	1,074,755	928,376	397,907
Pièces de rechange	66,181	59,283	54,228
Autres stocks	7,436	6,868	10,230
En cours de production	80,796	83,658	78,013
Produits finis	2,219,620	2,166,522	572,644
Marchandises en transit	324,128	55,770	38,069
	3,772,916	3,300,477	1,151,091
A valeur de réalisation			
Autres stocks	-	-	1,411
Pièces de rechange	142,129	136,802	147,408
Produits finis	-	9,277	11,741
Matières premières et consommables	10,851	10,640	8,987
	152,980	156,719	169,547
Total stocks	3,925,896	3,457,196	1,320,638

Les produits finis de certaines filiales sont donnés en garantie pour cautionner des dettes bancaires.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

19. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

	GROUPE			COMPAGNIE		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Montants dûs par les compagnies apparentées	664,726	735,081	390,528	131,261	44,077	68,598
Comptes clients	3,399,655	3,518,563	1,466,373	-	-	-
Autres débiteurs et charges constatées d'avance	1,984,009	2,397,908	1,590,933	1,308	56,691	19,594
	6,048,390	6,651,552	3,447,834	132,569	100,768	88,192

Les autres débiteurs incluent un montant de Rs186m et Rs336m au 30 juin 2010 et 2009 respectivement qui devaient être reçu d'un fond subventionné dans le cadre de la réforme dans l'industrie sucrière à Maurice. Le fond reçu est appliqué selon le plan de réforme. Selon l'accord signé, entre les compagnies sucrières et le Gouvernement mauricien, toutes les parties concernées en bénéficieront sous forme de remboursement proportionnel aux coûts relatifs à l'implémentation du plan de réforme. Ces subventions sont financées par la Commission Européenne. Cependant, en attendant des remboursements de cette institution, le Gouvernement a institué le « Sugar Reform Trust », dont le financement est garanti par ce dernier, afin d'avancer des fonds aux compagnies sucrières.

Les créances clients et avec les compagnies apparentées n'ont pas de garantie, ne portent pas d'intérêts et sont en général payables à échéance de 30 à 90 jours. Une provision est faite pour l'intégralité de ces créances jugées irrécouvrables.

Les revenus issus de la vente de sucre sont reçus du Mauritius Sugar Syndicate (« MSS ») et sont comptabilisés lorsque des règlements sont reçus. Des avances sur les revenus de vente de sucre sont payées par le MSS sur une base hebdomadaire et le règlement final pour une récolte intervient le 30 juin de l'année suivante.

Le Groupe vérifie la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit avant de les accepter. Les termes du crédit sont déterminés en fonction des secteurs dans lesquels ceux-ci opèrent.

L'échéancier des créances est résumé ci-après :

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
<i>Echus et non dépréciés</i>		
30-60 jours	176,197	147,946
60-90 jours	380,320	259,319
90-120 jours	343,377	384,904
>120 jours	51,536	184,055
	951,430	976,224
<i>Echéancier des créances irrécouvrables</i>		
90-180 jours	5,600	15,202
>180 jours	214,332	115,517
	219,932	130,719

Lors de la détermination de la recouvrabilité des créances clients, le Groupe analyse les changements ayant affecté la santé financière des clients depuis la date à laquelle des termes de crédit leur ont été attribués et la date de clôture de l'exercice. La concentration du risque de crédit est limité par une base de clients élargie et qui ne sont pas liés au Groupe. En conséquence, les directeurs ne jugent pas nécessaires des provisions additionnelles pour créances irrécouvrables.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

19. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS (SUITE)

Les mouvements de provisions pour dépréciation des créances se détaillent comme suit :

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Au 1 ^{er} juillet	156,804	89,323
Solde reporté sur consolidation des nouvelles filiales	2,996	103,103
Provision utilisées (pertes sur créances irrécouvrables)	(8,187)	-
Pertes de valeurs comptabilisées sur les montants à recevoir	114,629	38,660
Créances irrécouvrables radiées	(4,199)	(3,136)
Reprises sur provision liées aux créances recouvrées	(14,303)	(1,166)
Reprises sur provision des créances dépréciées	(5,095)	(69,980)
Au 30 juin	242,645	156,804

20. ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À L'ECHEANCE

	2011 Rs'000	GROUPE	
		2010 Rs'000	2009 Rs'000
<i>Titres non cotés</i>			
<i>Non Courant</i>			
Titres d'état auprès du Gouvernement de l'île Maurice	-	395,216	136,841
<i>Courant</i>			
Titres d'emprunt auprès du Gouvernement de l'île Maurice	-	451,365	501,770
	-	846,581	638,611

21. ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

	2011 Rs'000	GROUPE	
		2010 Rs'000	2009 Rs'000
<i>Titres non cotés</i>			
Titres d'emprunt auprès du Gouvernement de l'île Maurice	-	367,509	103,172

22. PLACEMENTS

	2011 Rs'000	GROUPE	
		2010 Rs'000	2009 Rs'000
Placements à des compagnies apparentées	107,900	33,350	32,500

Les placements sont avec des compagnies apparentées et sont garantis par le biais d'un droit préférentiel d'attribution des créances recouvrables des compagnies. Les placements portent des intérêts variant entre 7% et 11.5% (2010: 3.54% et 11.25% p.a). L'échéance de ces placements est à moins d'un mois.

L'emprunt bancaire de la filiale pour un montant de Rs25millions est garanti par une sureté flottante sur les placements.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

23. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

Les titres qui seront cédés à court terme sont inclus dans les titres disponibles à la vente.

	GROUPE			COMPAGNIE		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Au 1 juillet	403,919	-	613,348	261,328	-	601,124
Transfert (aux)/des immobilisations financières - autres titres	(82,639)	107,577	(12,219)	-	24,938	-
Transfert des immobilisations financières - compagnies associées	-	296,342	-	-	236,390	-
Quote-part de résultat	16,351	-	-	-	-	-
Quote-part des autres mouvements de réserves	2,179	-	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	(5)	-	-	-
Cessions	(339,810)	-	(601,124)	(261,328)	-	(601,124)
Au 30 juin	-	403,919	-	-	261,328	-

24. ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES ET ACTIVITES ABANDONNEES

Les négociations de la filiale Naïade pour une reprise, sous forme de contrat de cessions-bails, de l'Hôtel Le Récif à l'île de La Reunion, n'ont pas abouti. Malgré l'intention des Directeurs Naïade de céder cet actif en contrat cessions-bails, celui-ci a été transféré aux immobilisations corporelles, comme terrains et immeubles ainsi qu'en immobilisations incorporelles.

Le Tropical Hotel ne cadrant pas dans la stratégie à long terme de Naïade, les Directeurs ont accepté une offre relative à la cession de cet hôtel. Un accord contenant des conditions suspensives a été signé entre Naïade et les acquéreurs éventuels. Conformément à l'IFRS 5, cet actif a été classifié comme actif destiné à être cédé. Aucune dépréciation de l'actif à être cédé n'a été faite, le prix de cession étant supérieur à la valeur nette de l'actif.

Suite à l'émission d'actions par AfrAsia, la Compagnie a perdu le contrôle et celle-ci est devenue une associée.

Les résultats de l'exercice jusqu'à la date de cession ainsi que les comparatifs des actifs cédés par Naïade et ceux d'AfrAsia en tant que filiale sont présentés ci-dessous. Les résultats comparatifs d'AfrAsia ont été retraités des activités poursuivies aux activités abandonnées.

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Produits des activités ordinaires	266,067	460,666
Charges	(178,087)	(246,970)
Marge brute	87,980	213,696
Autres produits	35,801	79,359
Dépréciation des prêts et créances	-	(31,594)
Charges administratives	(92,103)	(203,214)
Charges financières	(6,039)	(969)
Quote-part des résultats dans une compagnie associée de la filiale	1,196	-
Quote-part des résultats dans une co-entreprise de la filiale	1,042	1,263
Quote-part des résultats dans des compagnies associées	16,351	49,348
Profit avant impôt liés aux activités abandonnées	44,228	107,889
Charge d'impôts sur le résultat	(11,838)	(11,439)
Profit de l'exercice liée aux activités abandonnées	32,390	96,450
Trésorerie liée aux activités abandonnées		
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	(873,405)	(150,221)
Flux de trésorerie nets consommés par des activités d'investissement	(14,764)	(40,712)
Flux de trésorerie nets consommés par des activités de financement	264,748	201,988
Trésorerie d'exploitation (sorties) /entrées	(623,421)	11,055

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

24. ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES ET ACTIVITES ABANDONNEES (SUITE)

Les actifs destinés à être cédés de 2011 sont les biens immobiliers devant être cédés par Naïade. Les principaux groupes d'actifs et de passifs comparatifs sont ceux relatifs à des filiales cédés par MSM, RLM et Naïade.

GROUPE	2011	2010	2009
	Rs'000	Rs'000	Rs'000
<i>Actifs</i>			
Immobilisations corporelles (Note 4)	132,323	376,151	89,873
Immobilisations incorporelles (Note 6)	392	18,105	-
Subvention relative à des immeubles	-	(15,054)	-
	132,715	379,202	89,873

25. CAPITAL EMIS

	GROUPE ET COMPAGNIE		
	2011	2010	2009
	Rs'000	Rs'000	Rs'000
Actions ordinaires émises et entièrement libérées			
Au 1 ^{er} juillet 2010 et au 30 juin 2010 et 2011 : 20,142,222 actions ordinaires de Rs10 chacune	897,883	897,883	897,883

A chaque action sont attachés un droit de vote et un droit proportionnel aux distributions de dividendes ou du boni de liquidation le cas échéant.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

26. EMPRUNTS

(a) Les emprunts sont remboursables par acomptes dans les délais suivants :

	GROUPE			COMPAGNIE		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
<i>A moins d'un an</i>						
Découverts bancaires garantis	2,041,621	2,262,137	1,706,233	49,164	237,858	78,346
Découverts bancaires non garantis	2,063,278	1,942,775	24,620	-	-	-
Emprunts garantis	2,160,810	1,786,175	1,609,562	200,000	-	394,211
Emprunts non garantis	874,920	171,415	306,235	90,000	137,730	250,000
Dépôts	-	576,861	-	-	-	-
Obligations garanties par des sûretés flottantes	29,413	8,334	29,194	-	-	20,860
Dettes liées à des contrats de location financement (Note 26(d))	80,570	76,030	80,194	-	-	-
Emprunts - court terme	7,250,612	6,823,727	3,756,038	339,164	375,588	743,417
<i>Entre un an et cinq ans</i>						
Emprunts garantis	5,678,249	4,226,018	3,911,622	1,125,000	925,000	995,148
Emprunts non garantis	567,893	-	6,060	-	-	-
Dépôts	-	707,382	-	-	-	-
Obligations garanties par des sûretés flottantes	88,238	-	8,333	-	-	-
Obligations Convertibles	160,795	-	-	-	-	-
Dettes liées à des contrats de location financement (Note 26(d))	79,738	93,262	165,410	-	-	-
Emprunts - moyen terme	6,574,913	5,026,662	4,091,425	1,125,000	925,000	995,148
<i>Après cinq ans</i>						
Emprunts garantis	1,912,516	1,803,057	1,294,759	-	-	-
Obligations garanties par des sûretés flottantes	45,000	45,001	-	-	-	-
Dettes liées à des contrats de location financement (Note 26(d))	266	320	2,382	-	-	-
Emprunts - long terme	1,957,782	1,848,378	1,297,141	-	-	-
Emprunts - long terme	8,532,695	6,875,040	5,388,566	1,125,000	925,000	995,148
Total emprunts	15,783,307	13,698,767	9,144,604	1,464,164	1,300,588	1,738,565

(b) Les découverts bancaires, emprunts et obligations sont garantis par des sûretés fixes et flottantes sur les actifs du Groupe.

Des obligations, pour un montant de Rs 45m, sont garanties par les actifs de la Compagnie et sont remboursables le 28 janvier 2017.

L'emprunt bancaire d'une des filiales est garanti par des sûretés flottantes sur les actifs de la Compagnie pour un montant de Rs 500m.

Une des filiales a émis 50 millions d'unités non garantis des obligations convertibles pour un montant total de Rs 500 millions. Les obligations convertibles sont cotées à la Bourse de Maurice et portent des intérêts au taux de 9% par an. Les intérêts sur les obligations convertibles sont payables deux fois par an, en mars et en septembre.

Les obligations convertibles sont remboursables le 31 janvier 2017. Toutefois, le titulaire d'une obligation convertible a la possibilité de convertir les obligations en actions ordinaires les 31 décembre 2014, 31 décembre 2015 et 31 décembre 2016. Une partie de ces obligations ont été émises à une autre filiale du Groupe et ont été éliminées à la consolidation.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

26. EMPRUNTS (SUITE)

(c) Les taux d'intérêts annuels sur les divers emprunts sont répartis comme suit :

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011	2010	2011	2010
	%	%	%	%
Emprunts garantis	2.3 - 13.9 PLR + (0.1 - 2.5) LIBOR + (1 - 3.25) EURIBOR + (1.35 - 2)	2.7 - 14 PLR + (0.1 - 1.75) LIBOR + (1 - 2.75) Euribor + (1.35 - 1.75)	PLR PLR + 0.5	PLR PLR + 0.5
Emprunts non garantis	5.15 - 13.75	7.5 - 9	PLR	8.125 - 8.25
Obligations	-	5 - 8.125	-	-
Dépôts	-	5.15 - 13.75	-	-
Dettes liées à des contrats de location financement	8-12.50	6 - 13.5	-	-

(d) Dettes liées à des contrats de location financement

	GROUPE		
	2011	2010	2009
	Rs'000	Rs'000	Rs'000
Paiements minimaux exigibles en vertu des contrats de location financement :			
- moins d'un an	92,503	89,653	105,794
- entre un an et cinq ans	90,385	103,085	195,249
- plus de cinq ans	275	414	2,449
	183,163	193,152	303,492
Moins : Charges financières futures	(22,589)	(23,540)	(55,506)
	160,574	169,612	247,986
Remboursables dans les délais suivants :			
- moins d'un an	80,570	76,030	80,194
- entre un an et cinq ans	79,738	93,262	165,410
- plus de cinq ans	266	320	2,382
	160,574	169,612	247,986

Conditions applicables aux contrats de location financement

Les contrats de location financement sont relatifs à l'achat d'équipements de production et à l'acquisition de véhicules. Ces contrats sont d'une durée moyenne de 5 ans. Le Groupe a la possibilité de racheter, à échéance, ces immobilisations pour une valeur nominale. Ces contrats sont garantis par des droits réels sur les immobilisations financées.

Juste valeur

La valeur comptable des contrats de location financement est presque égale à leur juste valeur.

27. OBLIGATIONS

	GROUPE		
	2011	2010	2009
	Rs'000	Rs'000	Rs'000
Billet émis			
<i>Courant</i>			
Billets portant intérêt	180,000	185,000	160,000

Les fonds sous gestion sont garantis par le biais de lettres de confort émises par GML Investissement Ltée en faveur des parties concernées. Le taux d'intérêt moyen sur les obligations est de 6.25%-7.875% (2010 : 7.25%-8.00% et 2009 : 7.25%-8%). L'échéance de ces obligations est à moins d'un an.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

28. RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI

Le plan de pension est défini selon le régime de retraite à prestations déterminées sur la base des salaires payables aux employés au moment de leur retraite.

Certaines filiales ont aussi un régime à contributions définies. Toutefois, pour une des filiales, certains employés bénéficient d'une garantie équivalent à un régime des prestations définies fondé sur le salaire de fin de carrière. Ce régime est financé, par l'employeur, par le biais de cotisations versées à un fond administré séparément.

GML Pension Fund, le fonds de pension du Groupe, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2002 pour l'ensemble des employés du Groupe. Ce fonds est géré par Pension Consultants and Administrators Ltd. Les chiffres ci-dessous ont été prélevés des calculs d'Anglo Mauritius Assurance Society Ltd.

Passif net enregistré dans l'état de situation financière	2011	GROUPE	
	Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Passif du régime (Note (i))	368,490	335,314	217,149
Conformément aux lois du travail (Note (ii))	87,756	72,424	22,873
	456,246	407,738	240,022

(i) Passif du régime

	2011	GROUPE	
	Rs'000	2010 (Retraité) Rs'000	2009 (Retraité) Rs'000
Actifs du régime	(28,287)	(20,855)	(15,589)
Passifs du régime	368,490	335,314	217,149
	340,203	314,459	201,560
Valeur passif du régime actualisée de l'obligation financée	1,459,057	1,353,021	557,758
Valeur actuarielle des engagements non-financée	152,011	144,284	113,828
Juste valeur des actifs du régime	(1,035,340)	(953,043)	(320,807)
Pertes actuariels non comptabilisées	575,728	544,262	350,779
Valeur actualisée d'obligation passif	-	-	35
Gains actuariels non-comptabilisés	(235,525)	(229,803)	(149,254)
Passif enregistré à l'état de situation financière	340,203	314,459	201,560

Montant net comptabilisé dans l'état de résultat global :

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Coût des services rendus	41,847	36,572
Intérêts sur l'obligation	115,508	104,308
Rendement attendu des actifs du régime	(69,150)	(65,266)
Pertes actuariels net comptabilisé sur l'exercice	8,566	7,154
Dépenses budgétisées	2,498	880
Coût relatif aux risques assurés	6,648	2,576
Pertes liées à la compression/réduction de régimes	(4,150)	-
Coût des services passés	5,651	7,468
Plafonnement de l'actif	-	(2,452)
Total constaté en charges	107,418	91,240
Rendement réel sur actifs du régime	132,208	63,241

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

28. RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI (SUITE)

(i) Passif du régime (suite)

Variation de l'engagement imputé dans l'état de situation financière :

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Au 1 ^{er} juillet	314,459	201,560
Acquisition des filiales	-	88,625
Charge totale	107,418	91,240
Cotisations et indemnités directes payées	(81,674)	(66,966)
Au 30 juin	340,203	314,459

Les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies se présentent comme suit :

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Au 1 ^{er} juillet	1,497,305	671,586
Acquisition des filiales	-	708,012
Retraitements	-	1,556
Coût des services rendus au cours de la période	41,847	36,572
Intérêts sur l'obligation	115,508	94,828
Perte sur réductions et liquidations	(9,739)	9,481
Prestations payées	(125,734)	(57,939)
Coût des services passés	5,651	-
Autres mouvements	-	5,002
Gain sur obligation	86,230	28,207
Au 30 juin	1,611,068	1,497,305

Les variations de la juste valeur des actifs du régime se présentent comme suit :

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} juillet	953,043	320,807
Acquisition des filiales	-	558,703
Rendement attendu	69,150	65,266
Cotisations de l'employeur	81,674	59,844
Autres mouvements	-	(22,472)
Dépenses budgétisées	(2,498)	880
Coût relatif aux risques assurés	(6,648)	2,576
Prestations payées	(125,734)	(33,680)
Gains actuariels	66,353	1,119
Juste valeur des actifs du régime au 30 juin	1,035,340	953,043

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

28. RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI (SUITE)

(i) Passif du régime (suite)

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs des régimes, ainsi que le taux de rendement attendu à la date de clôture pour chaque catégorie :

GROUPE	Rendement attendu		Juste valeur des actifs des régimes	
	2011	2010	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Actions locales	33% - 75%	10%-13%	409,552	350,719
Obligations locales	11% - 23%	6% - 10%	85,284	193,846
Biens immobiliers	6% - 13%	8% - 10%	40,350	39,985
Actions et obligations étrangères	31% - 40%	10% - 13%	338,920	280,875
Autres	8% - 26%	6%	161,234	87,618
			1,035,340	953,043

Côtisations à verser par le Groupe en 2012 - Rs 82,636,448

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation du régime de retraite du Groupe sont les suivantes :

	GROUPE	
	2011	2010
Taux d'actualisation	9.5% - 10%	10%
Taux de rendement prévu sur les actifs	10% - 11%	10%-11%
Hausse future des salaires	5.5% - 8%	5.5%-12%
Hausse future de prestations de retraite	3% - 3.5%	3% - 3.5%

Les montants relatifs à la période en cours et aux exercices précédents se présentent comme suit :

	GROUPE				
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2008 Rs'000	2007 Rs'000
Actifs du plan	1,035,340	953,043	320,807	346,572	559,587
Obligation au titre des prestations définies	(1,459,057)	(1,353,021)	(557,758)	(315,104)	(565,523)
(Déficit)/excédent	(423,717)	(399,978)	(236,951)	31,468	(5,936)
Ajustements des actifs du régime liés à l'expérience	66,353	1,119	(80,817)	(27,183)	103,494
Ajustements des passifs du régime liés à l'expérience	(86,230)	(28,207)	(188,393)	18,524	84,489

(ii) Conformément aux lois du travail

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Au 1 ^{er} juillet	72,424	22,873
Acquisition des filiales	-	34,730
Charge totale	15,332	14,821
Au 30 juin	87,756	72,424

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

28. RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI (SUITE)

(iii) Plan de pension à contributions définies

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Contributions au plan de pension à contributions définies	58,106	43,549

(iv) Plan de pension de l'Etat

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Contribution au National Pension Scheme	116,768	78,252

29. DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	2011	GROUPE	
		2010	2009
Découverts bancaires	-	47	5,126
Dépôts auprès des banques	-	96,139	137,544
	-	96,186	142,670

30. DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	2011 Rs'000	GROUPE	
		2010 Rs'000	2009 Rs'000
Particuliers			
- Comptes courants et d'épargne	-	1,093,216	954,192
- Dépôts fixes	-	1,252,878	622,293
Commerces			
- Comptes courants et d'épargne	-	2,642,133	757,270
- Dépôts fixes	-	2,968,955	1,657,213
Institutions gouvernementales			
- Comptes courants et d'épargne	-	4,021	358,071
- Dépôts fixes	-	20,089	647,888
	-	7,981,292	4,996,927
<i>Analysées comme suit :</i>			
Courantes	-	7,599,093	4,699,707
Non Courantes	-	382,199	297,220
	-	7,981,292	4,996,927

En 2010, un montant de Rs277,444,107 (2009 : Rs155,719,454) inclus dans les "dettes envers la clientèle" constitue des garanties données par des clients sur les prêts et créances.

31. CONTRATS A CAPITAL GARANTI

	2011 Rs'000	GROUPE	
		2010 Rs'000	2009 Rs'000
Billets émis - Rs0 (2010 : Rs150,094,545 et 2009 : Rs198,644,545)	-	115,251	151,235

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

31. CONTRATS A CAPITAL GARANTI (SUITE)

	GROUPE		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Les billets sont remboursables comme suit :			
Moins d'un an	-	-	45,417
Entre deux ans et cinq ans	-	115,251	105,818
	-	115,251	151,235

Les contrats à capital garanti liés aux produits structurés émis par le Groupe représentent la valeur actualisée du capital garantie aux investisseurs d'une filiale.

32. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

	GROUPE			COMPAGNIE		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Montants dûs aux compagnies apparentées	52,767	22,548	75,588	3,463	11,942	73,686
Dettes fournisseurs	3,972,610	3,218,091	1,022,401	-	-	-
Autres créditeurs	3,191,757	3,501,094	1,926,203	3,988	4,309	12,314
	7,217,134	6,742,333	3,024,192	7,451	16,251	86,000

Les dettes fournisseurs et celles avec les compagnies apparentées ne portent pas d'intérêts et le taux moyen de crédit est de 60 jours. Le Groupe a mis en place une politique de gestion de risque de crédit afin de s'assurer du paiement, dans les délais, des dettes fournisseurs.

33. IMPOTS

La provision pour impôt sur les bénéfices est calculée au taux de 15% (2010 et 2009 : 15%) sur le résultat net de l'exercice écoulé en tenant compte des modalités de calcul de l'impôt.

La Compagnie a des pertes fiscales cumulées et n'a fait aucune provision pour impôt.

(a) Impôt sur les bénéfices - à l'état de situation financière

	GROUPE			COMPAGNIE		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Impôt sur les bénéfices imposables de l'exercice	210,176	154,833	134,962	-	-	-
Impôt déductible à la source	(240)	42	(1,294)	-	-	-
Crédit d'impôt présumé sur profits à l'étranger	(595)	-	-	-	-	-
Impôt payé en attente de remboursement	(229)	-	-	-	-	-
Provisions diverses	(94)	(92)	(7,031)	-	-	-
Impôt payé selon l'APS	(114,688)	(85,144)	(21,952)	-	-	-
Corporate social responsibility fund	-	56	-	-	-	-
Special levy	-	3,163	-	-	-	-
Effet des variations de change	957	1,147	-	-	-	-
	95,287	74,005	104,685	-	-	-

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

33. IMPOTS (SUITE)

(b) Impôt sur les bénéfices - à l'état de résultat global

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011	2010 (Retraité)	2011	2010
	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000
Impôt exigible - exercice courant	210,176	154,833	-	-
Impôt exigible - activités abandonnées	11,884	-	-	-
Sous/(sur) provisions fiscales des exercices précédents	496	(4,213)	-	-
Impôt différé (Note 8)	17,105	1,966	-	-
Contribution CSR	-	623	-	-
Special levy	-	3,163	-	-
Charge de l'exercice	239,661	156,372	-	-
Attribuables :				
- aux activités poursuivies	227,822	144,933	-	-
- aux activités abandonnées (Note 24)	11,838	11,439	-	-
	239,660	156,372	-	-

(c) Rapprochement entre l'impôt sur le résultat net comptable de l'exercice et l'impôt sur le résultat fiscal imposable :

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011	2010	2011	2010
	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000
Résultat avant impôt pour activités poursuivies	1,751,436	369,348	409,933	1,335,800
Résultat avant impôt pour activités abandonnées (Note 24)	44,228	107,889	-	-
	1,795,664	477,237	409,933	1,335,800
Impôts à 15% (2010 : 15%)	269,349	71,586	61,490	200,370
<i>Ajustement fiscaux sur :-</i>				
Charges non-déductibles	109,910	182,000	-	25,528
Produits non-soumis à l'impôt	(102,056)	(193,081)	20,527	(229,652)
Abattement fiscal	(20,606)	(21,832)	(81,554)	-
Pertes fiscales utilisées	-	2,602	-	-
Pertes fiscales non utilisées	(463)	118,505	-	3,754
Différentiel sur taux d'impôt	4,751	(2,673)	-	-
Sur provision de l'impôt différé des exercices précédents	(1,176)	(2,856)	(463)	-
(Sur)/sous provision de l'impôt des exercices précédents	496	(4,213)	-	-
Effet de l'impôt sur les compagnies associées	5,885	-	-	-
Quote-part des compagnies associées	(74,765)	(65,610)	-	-
Amortissement sur des actifs ne bénéficiant pas d'amortissement fiscal	117	209	-	-
Ajustements sur consolidation	(7,809)	29,917	-	-
Impôt différé non reconnu	(574)	15	-	-
National Residential Property Tax	-	2,088	-	-
Contribution CSR	-	623	-	-
Crédit d'impôt présumé sur profits à l'étranger	-	(1,392)	-	-
Impôt special sur les activités bancaires	-	3,163	-	-
Alternative minimum tax	-	61	-	-
Autres	56,601	37,260	-	-
Charge effective pour l'exercice	239,660	156,372	-	-

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

34. CHIFFRES D'AFFAIRES

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011	2010 (Retraité)	2011	2010
	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000
Activités commerciales	20,760,396	12,637,073	-	-
Hôtellerie et tourisme	3,047,988	2,278,267	-	-
Sucre et diversification	1,960,859	1,827,959	-	-
Activités de production	583,274	727,017	-	-
Dividendes reçus	23,064	11,888	299,744	253,870
Activités bancaires	198,031	377,180	-	-
Autres	517,958	320,356	-	-
	27,091,570	18,179,740	299,744	253,870
Attribuables :				
- aux activités poursuivies	26,825,503	17,719,074	299,744	253,870
- aux activités abandonnées (Note 24)	266,067	460,666	-	-
	27,091,570	18,179,740	299,744	253,870

35. RESULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat de l'exercice est calculé après les charges suivants :

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011	2010 (Retraité)	2011	2010
	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000
Activités poursuivies				
Amortissements des immobilisations corporelles	1,092,744	834,232	-	-
Amortissement des immobilisations incorporelles	27,254	36,939	-	-
Coût des stocks comptabilisés en charges	15,037,783	9,797,611	-	-
Frais de personnel	3,557,204	2,624,214	-	-
Pertes sur cessions d'immobilisations incorporelles	-	261	-	-
Perte de change	-	23,793	-	962
Equipement radié	9,791	2,454	-	-
Amortissement des charges différées	169,153	136,875	-	-
Dépréciation des immobilisations financières	4,154	2,540	-	-
Variation de juste valeur sur les capitaux biologiques	(52,315)	137,439	-	-
Contrat de location simple résiliable	1,297	-	-	-
Pertes de valeur des créances	114,629	38,660	-	-
Activités abandonnées				
Frais de personnel	41,517	126,721	-	-
Amortissements des immobilisations corporelles	4,488	3,059	-	-
Amortissement des immobilisations incorporelles	1,979	3,601	-	-

36. AUTRES PRODUITS

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011	2010 (Retraité)	2011	2010
	Rs'000	Rs'000	Rs'000	Rs'000
Dividendes reçus	23,078	27,881	-	-
Revenus divers	420,307	302,531	13,581	835
Revenus locatifs	36,009	47	-	-
Revenus de transports	400	276	-	-
Profits sur cession d'immobilisations corporelles	23,610	20,432	-	-
Gains sur vente de terrains	11,533	39,520	-	-
Gains sur vente d'immeuble de placement	4,400	-	-	-
Reprise de déficit de la réévaluation de l'année précédente	1,141	-	-	-
Commissions reçues	776	7,183	-	-
Honoraires de gestion	75,331	36,074	-	-
Opérations de change	31,555	132,184	-	-
Instruments financiers detenu à des fin de transactions	-	8,640	-	-
Gain de change	215,333	140,408	263	-
	843,473	715,176	13,844	835
Attribuables :				
- aux activités poursuivies	807,672	635,817	13,844	835
- aux activités abandonnées (Note 24)	35,801	79,359	-	-
	843,473	715,176	13,844	835

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

37. PRODUITS FINANCIERS

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Intérêts perçus	32,387	86,979	1,181	3,951

38. CHARGES FINANCIERES

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 (Retraité) Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
<u>Intérêts payés sur :</u>				
- Emprunts bancaires	617,717	603,160	83,708	127,339
- Découverts bancaires	391,633	275,235	3,950	1,515
- Autres emprunts	63,916	72,472	11,629	1,031
- Contrats de location financement	14,968	30,165	-	-
	1,088,234	981,032	99,287	129,885
<u>Passifs financiers à la juste valeur par résultat :</u>				
Variation de la valeur de la part des fondateurs	(496)	423	-	-
	1,087,738	981,455	99,287	129,885
Attribuables :				
- aux activités poursuivies	1,081,699	980,486	99,287	129,885
- aux activités abandonnées (Note 24)	6,039	969	-	-
	1,087,738	981,455	99,287	129,885

39. PRODUITS/(CHARGES) EXCEPTIONNELS

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Frais de projets radiés	(470)	(3,006)	(461)	(940)
Dépréciation des immobilisations corporelles	(70,000)	(100,000)	-	-
(Pertes)/gains sur cessions d'immobilisations financières	356,144	(533,656)	233,831	1,009,766
Gains sur cession d'une filiale	290,199	(616)	-	-
Goodwill négatif crédité aux comptes de résultat	68,279	55,334	-	-
Ajustement de juste valeur sur immeubles de placement	-	965,078	-	-
Dépréciation sur immobilisations financières	-	(554,000)	-	(21,500)
Dépréciation de goodwill	-	(39,350)	-	-
Dépréciation des créances avec des compagnies apparentées	-	(59,292)	-	-
Frais d'aménagements	(1,127)	-	-	-
Goodwill radié	(98,218)	-	-	-
Produits sur liquidation	-	259	-	259
Dividendes exceptionnels	-	91,262	10,577	267,379
Total attribuables aux activités poursuivies	544,807	(177,987)	243,947	1,254,964

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

40. DIVIDENDES

Un dividende de Rs4.20 par action a été déclaré et payé lors du conseil d'administration en date du 29 juin 2011 (2010 : Rs3.75 par action).

41. ENGAGEMENTS FINANCIERS

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
(a) Immobilisations		
Autorisés par le Conseil d'Administration et		
(i) contractés	111,002	84,126
(ii) non-contractés	474,447	311,110
	585,449	395,236

(b) Sur contrat de location simple

Le Groupe en tant que bailleur

Les contrats de location simple ont trait aux immeubles de placement détenus par le Groupe et ont une durée allant jusqu'à 99 ans prenant fin le 31 décembre 2094. Le preneur n'a pas la possibilité d'acquérir les immeubles à l'échéance des contrats de location.

Le groupe loue des installations et des équipements ainsi que des véhicules au titre de contrats de location simples. Les installations devraient générer un rendement allant de 9,5% à 14% alors que le rendement des équipements iraient 11,5% à 14%. Le rendement des véhicules est sur une base continue. Toutes les installations et équipements loués à des locataires qui se sont engagés sur les 2 à 6 prochaines années. Les contrats de location contiennent des clauses de révision en fonction du marché. La durée des contrats de location varie entre 5 et 6 ans et contiennent une option de renouvellement.

Les revenus locatifs reçus durant l'année est de Rs36,393,225 (2010 : Rs27,374,520) et aucune charges opérationnelles directes n'a été encourues pour l'exercice clos le 30 juin 2010 et 2011.

Créances en vertu de contrats de location simple non résiliables

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Moins d'un an	61,801	46,419
Plus d'un an mais moins de cinq ans	193,188	126,643
Plus de cinq ans	67,279	73,382
	322,268	246,444

Le Groupe en tant que preneur

Les contrats de location simple ont trait aux véhicules, divers dépôts, bureaux et entrepôts. Ils ont une durée allant de 5 à 20 ans et sont assortis d'une option de renouvellement. Dans le cas où le Groupe exercerait son option de renouvellement, tous les contrats de location simple sont assortis de clauses d'examen du marché. Le Groupe n'a pas la possibilité d'acquérir les actifs loués à l'échéance des contrats de location.

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
<i>Paiements reconnus en charge</i>		
Paiements minimaux exigibles	91,747	57,718

Engagements en vertu de contrats de location simple non résiliables

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Moins d'un an	133,030	58,116
Plus d'un an mais moins de cinq ans	468,211	202,509
Plus de cinq ans	4,380,484	2,430,885
	4,981,725	2,691,510

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

41. ENGAGEMENTS FINANCIERS (SUITE)

(c) Garanties et engagements

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de risque en matière de crédit pour les engagements et garanties.

	GROUPE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Garanties financières	-	600,291
Lettres de crédit	-	55,379
Prêts consentis non-utilisés	-	1,217,896
	-	1,873,566

42. PASSIFS EVENTUELS

Une filiale a octroyé des garanties financières sous forme de suretés fixes sur des terrains en toute propriété pour un montant total de USD 24 millions ainsi qu'une caution conjointe et solidaire de USD 48 millions avec les autres actionnaires d'origine de Sena Development Limited par rapport aux facilités financières prises par Companhia de Sena SA, associée de Sena Development Limited. Cette filiale a également constitué une charge fixe sur 81 hectares de terrains agricoles, dont la valeur est estimée à USD 5.3 millions, afin de garantir un emprunt d'USD 4.5 millions d'Investec Bank (Mauritius) Limited.

Durant l'exercice 2011, la filiale a aussi donné des garanties financières de USD 6.8m suivant la signature d'un accord de substitution de garantie par les sponsors de Companhia de Sena SA.

Une filiale est poursuivie pour rupture de contrat d'emploi. La réclamation s'élève à Rs75.9m (2010 : Rs 101.5m et 2009 : Rs121.3m).

La Compagnie et ainsi que diverses filiales ont aussi donné des garanties bancaires et autres garanties dans le cadre normal des opérations mais aucune perte n'est anticipée.

Les détails des garanties données sont comme suit :

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Garanties bancaires	889,838	1,600,156	-	10,000
Garanties fournies par les compagnies du groupe à leur filiales	1,431,492	183,400	650,152	145,000
Autres	11,170	5,355	-	-
	2,332,500	1,788,911	650,152	155,000

Suite à un redressement fiscal pour les années 2001/2002 à 2004/2005, Robert Le Maire Intergraph Limitée devrait payer un montant additionnel d'impôt de Rs 11,168,698 (2010: Rs 3,505,525). Aucune provision n'a été faite durant l'exercice suivant un appel logé au « Assessment Review Committee » et les directeurs, à ce jour, n'ont pas d'indications précises sur l'aboutissement de cette affaire.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

43. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

GRUPE

<i>Balances</i>	Associés			Compagnies avec administrateurs communs			Personnel de gestion		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Emprunts/garanties	145,257	119,000	3,741	100,000	88,251	60,000	929	-	-
Créances à recevoir	764,764	760,821	407,647	8,862	2,962	10,733	-	4,648	4,648
Dettes à payer	2,747	3,429	128	50,020	19,119	75,460	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	2,271	9,881
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	28,103	26,790

<i>Transactions</i>	Associés		Compagnies avec administrateurs communs		Personnel de gestion	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Ventes de produits/services	362,830	26,322	7,185	40,241	-	-
Achats de produits/services	78,346	78,762	119,694	91,627	-	-
Vente de terrains	-	-	14,400	-	-	-
Interêts reçus	19,742	9,479	-	5,063	-	1,552
Interêts payés	6,085	12,433	11,438	6,390	-	661

Les termes et conditions des transactions avec les parties liées sont présentés dans les notes respectives.

Pour l'exercice clos au 30 juin 2011, le Groupe et la Compagnie n'ont constitué aucune provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées (2010 : Nil). Cet exercice est effectué lors de chaque exercice en examinant la situation financière des parties liées ainsi que le marché dans lequel elles opèrent.

COMPAGNIE

<i>Balances</i>	Filiales			Associés		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
Créances à recevoir	116,385	43,552	58,141	14,876	525	10,457
Dettes à payer	3,463	11,942	73,686	-	-	-
Emprunts	-	137,730	-	-	-	-

COMPAGNIE

<i>Transactions</i>	Filiales		Associés	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Dividendes reçus	109,867	301,211	188,889	111,547
Honoraires de gestion	39,445	32,697	-	-

Rémunération des administrateurs

	GRUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Avantages à court terme	355,607	182,161	2,055	2,295
Avantages postérieurs à l'emploi	14,132	7,476	-	-
	369,739	189,637	2,055	2,295

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

44. INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cadre de son activité commerciale, le Groupe et la Compagnie sont exposés à divers risques liés au coût de sa dette, à la valeur de certains éléments libellés en devises, au risque d'intérêt, et de liquidités ainsi qu'au risque sur les valeurs d'investissement.

Gestion du capital

Le Groupe et la Compagnie gèrent leur capital de façon à s'assurer que les entités du Groupe seront en mesure de poursuivre leur exploitation tout en maximisant le rendement pour les parties prenantes au moyen de l'optimisation du ratio passif capitaux propres. La stratégie globale du Groupe et de la compagnie est demeurée la même qu'en 2010.

La structure du capital du Groupe et de la Compagnie se compose de dettes, qui comprennent les emprunts, net de trésorerie et d'équivalent de trésorerie, ainsi que des capitaux propres attribuables aux porteurs d'instruments de capitaux propres de la société mère, lesquels incluent le capital émis, les réserves et les résultats non distribués.

Ratio de structure financière

Le Groupe et la Compagnie gèrent leur capital en utilisant un ratio, égal à l'endettement net divisé par la somme des capitaux propres et de l'endettement net. Le Groupe et la Compagnie incluent dans l'endettement net les emprunts, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, hors activités abandonnées. Les capitaux propres incluent la part du Groupe et la Compagnie dans le capital ainsi que les réserves et résultats non distribués.

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Dette	15,963,307	22,076,496	1,464,164	1,300,588
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(914,503)	(3,511,828)	(23,486)	(118)
Dette nette	15,048,804	18,564,668	1,440,678	1,300,470
Capitaux propres	24,171,489	24,743,429	9,801,205	7,223,749
Ratio d'endettement net	62%	75%	15%	18%

Méthodes comptables significatives

Les résumés des méthodes adoptées par le Groupe et la Compagnie, incluant les critères de comptabilisation, la base d'évaluation ainsi que la base de comptabilisation des produits et charges relative à chaque catégorie des actifs financiers, passifs financiers et instruments des capitaux propres sont présentés dans la note 2B des états financiers.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

44. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Catégories des instruments financiers

	GROUPE			COMPAGNIE		
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2009 Rs'000
<i>Actifs financiers</i>						
Instruments financiers dérivés à la juste valeur par résultat	-	173,978	145,905	-	-	-
Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction	-	14,731	3,177	-	-	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	846,581	638,611	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	367,509	103,172	-	-	-
Immobilisations financières - filiales et compagnies associées	-	-	-	10,519,905	7,570,043	3,917,113
Prêts et créances (incluant trésorerie et équivalents de trésorerie)	7,611,671	15,666,459	9,044,547	156,055	100,886	117,715
Actifs financiers disponibles à la vente	1,580,650	1,445,354	1,659,433	596,860	633,269	366,100
	9,192,321	18,514,612	11,594,845	11,272,820	8,304,198	4,400,928
<i>Passifs financiers</i>						
Instruments financiers dérivés à la juste valeur par résultat	-	170,878	145,905	-	-	-
Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction	-	38,111	1,807	-	-	-
Coût amorti	23,180,441	28,818,829	17,558,176	1,471,615	1,316,839	1,824,565
	23,180,441	29,027,818	17,705,888	1,471,615	1,316,839	1,824,565

Juste valeur

Sauf indiqué séparément, la valeur à l'état de situation financière des instruments financiers (créances clients, trésorerie découverts bancaires, et autre emprunts, ainsi que des dettes fournisseurs) est la valeur la plus représentative de leur juste valeur.

La juste valeur des actifs et passifs financiers est déterminée comme suit :

- Les valeurs de marché ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des actifs financiers cotés, disponibles à la vente.
- Les investissements non cotés (excluant les instruments financiers dérivés) ont été valorisés en utilisant des techniques d'évaluation impliquant l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la valeur de marché actuelle d'un autre instrument quasiment identique, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles de valorisation. Ces évaluations requièrent que le Groupe fasse des estimations de flux futurs de trésorerie, de taux d'actualisation ou des ratios PER ('Price Earnings Ratio') applicable aux secteurs concernés.
- Les justes valeurs des dérivés et des emprunts ont été calculées par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus aux taux d'intérêt courants. La juste valeur des prêts et des autres actifs financiers a été calculée en utilisant les taux d'intérêt du marché.

Les justes valeurs pour l'exercice clos le 30 juin 2010 et 2011 sont classées selon une hiérarchie du niveau 1 au niveau 3 et son résumés dans le tableau suivant :

- Le niveau 1 des juste valeurs est celui se basant sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Le niveau 2 des juste valeurs est celui se basant sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).
- Le niveau 3 des juste valeurs est celui se basant des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

44. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Juste valeur (suite)

2011	GROUPE			
	Niveau1 Rs'000	Niveau2 Rs'000	Niveau3 Rs'000	Total Rs'000
<i>Actifs financiers</i>				
Immobilisations financières :				
- Autres titres	1,414,946	-	165,704	1,580,650
	1,414,946	-	165,704	1,580,650

2010	GROUPE			
	Niveau1 Rs'000	Niveau2 Rs'000	Niveau3 Rs'000	Total Rs'000
<i>Actifs financiers</i>				
Immobilisations financières :				
- Autres titres	930,776	-	407,001	1,337,777
- Titres disponibles à la vente	24,938	-	82,639	107,577
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	367,509	-	-	367,509
Instruments financiers dérivés	173,978	14,731	-	188,709
	1,497,201	14,731	489,640	2,001,572

2010	GROUPE			
	Niveau 1 Rs'000	Niveau 2 Rs'000	Niveau 3 Rs'000	Total Rs'000
<i>Passifs financiers</i>				
Instruments financiers dérivés	170,878	38,111	-	208,989

COMPAGNIE 2011	GROUPE			
	Niveau 1 Rs'000	Niveau 2 Rs'000	Niveau 3 Rs'000	Total Rs'000
Immobilisations financières :				
- Filiales	5,864,173	-	1,640,953	7,505,126
- Compagnies associées	1,167,382	-	1,847,397	3,014,779
- Autres titres	590,949	-	5,911	596,860
	7,622,504	-	3,494,261	11,116,765

COMPAGNIE 2010	GROUPE			
	Niveau 1 Rs'000	Niveau 2 Rs'000	Niveau 3 Rs'000	Total Rs'000
Immobilisations financières :				
- Filiales	4,198,906	-	1,822,102	6,021,008
- Compagnies associées	712,645	-	836,390	1,549,035
- Autres titres	604,063	-	4,268	608,331
- Titres disponibles à la vente	24,938	-	236,390	261,328
	5,540,552	-	2,899,150	8,439,702

Il n'y a pas eu de transfert entre le Niveau 1 et Niveau 2 pour l'exercice clos le 30 juin 2011 et 2010.

Le rapprochement du Niveau 3 des justes valeurs des instruments financiers pour le Groupe et la Compagnie est présenté dans les notes 14,15 et 17.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

44. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de change

Le Groupe et la Compagnie sont exposés au risque que le taux de change de la roupie mauricienne relatif aux devises étrangères puisse changer de manière à avoir un effet significatif sur les valeurs des actifs et passifs du Groupe et de la Compagnie. Cette exposition naît de transactions effectuées par les entités opérationnelles dans une devise différente de leur monnaie fonctionnelle. Le Groupe et la Compagnie sont principalement exposés au Dollar Américain, à l'Euro et la Livre Sterling.

Profil en devises	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
<i>Actifs financiers</i>				
Roupie Mauricienne	6,195,478	11,942,589	11,272,757	8,304,158
Dollar Américain	881,904	3,842,759	29	7
Euro	1,753,934	1,400,449	34	33
Dollar Australien	11,064	142,799	-	-
Livre Sterling	82,612	575,409	-	-
Autres	267,239	610,607	-	-
	9,192,321	18,514,612	11,272,820	8,304,198
<i>Passifs financiers</i>				
Roupie Mauricienne	17,804,698	19,920,950	1,471,615	1,316,839
Dollar Américain	2,793,054	4,052,525	-	-
Euro	2,195,380	3,809,292	-	-
Dollar Australien	-	133,437	-	-
Livre Sterling	2,618	454,581	-	-
Autres	384,691	657,033	-	-
	23,180,441	29,027,818	1,471,615	1,316,839

Analyse de sensibilité des devises étrangères

Le tableau ci-dessous présente les détails de la sensibilité du Groupe et de la Compagnie par rapport à une appréciation et dépréciation de 5% de la roupie mauricienne relative à ces devises. La direction a estimé à 10% la fluctuation possible des taux de change. L'analyse de sensibilité inclut des éléments monétaires libellés en devises étrangères, et ajuste leur conversion en fin d'exercice pour un changement de 10% des taux de change. Le montant positif ci-dessous indique une augmentation du profit au cas où la roupie mauricienne s'apprécie de 10% par rapport aux devises concernées. Pour une dépréciation de 10% de la roupie mauricienne contre ces devises, il y aurait un impact égal et opposé sur le profit, et les balances ci-dessous deviendraient négatives.

L'impact d'une appréciation de 10% de la roupie mauricienne contre les devises concernées :

	GROUPE		COMPAGNIE	
	2011 Rs'000	2010 Rs'000	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Impact - Dollar américain				
Profit ou perte	191,115	20,977	(3)	(1)
Impact - Euro				
Profit ou perte	44,145	240,884	(3)	(3)
Impact - Livre sterling				
Profit ou perte	(7,999)	(12,083)	-	-

Le précédent est principalement attribué à l'exposition du Groupe sur les créances clients, fournisseurs et emprunts ainsi que l'exposition sur les espèces et quasi-espèces.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

44. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe et de la Compagnie au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée aux dettes financières du Groupe et de la Compagnie, à taux variable.

La politique du Groupe et la Compagnie consiste à gérer sa charge d'intérêt en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable.

Analyse de sensibilité des taux d'intérêt

Les analyses de sensibilité ci-dessous ont été déterminées basées sur l'exposition face aux taux d'intérêts des instruments non-dérivatifs à la date de clôture de l'exercice. Pour les intérêts flottants des passifs, l'analyse est préparée en assumant que le montant du passif non-réglé à la date de clôture n'avait pas été réglé pour toute l'année. Une augmentation ou diminution de 100 points de base est utilisée et représente l'évaluation d'un possible changement dans les taux d'intérêts.

Si les taux d'intérêts avaient été de plus ou moins 100 points de base et si toutes les autres variables étaient constantes, le profit du Groupe pour l'année se terminant au 30 Juin 2011 aurait diminué/augmenté de Rs154,690,480 (2010 : Rs133,941,954) et le profit de la Compagnie pour l'année se terminant au 30 Juin 2011 aurait diminué/augmenté de Rs14,641,637 (2010 : Rs11,628,583). Cela est principalement attribué à l'exposition du Groupe et de la Compagnie aux fluctuations de taux d'intérêts sur les emprunts et découverts bancaires.

Risque de crédit

Le Groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée. La politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative. L'exposition maximale du Groupe est égale à la valeur comptable dans les états financiers. Le Groupe ne présente pas de concentrations importantes de risque de crédit.

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, c'est-à-dire notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les actifs financiers disponibles à la vente, les prêts et certains instruments dérivés, l'exposition du Groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

Le crédit relatif à des instruments financiers dérivés est limité à ceux ayant des justes valeurs en positif comptabilisées dans l'état de situation financière. Dans le cas des crédits dérivés, le Groupe est exposé et protégé de risque de défaillance par la contrepartie.

Risque de valeur d'investissement

Le Groupe et la Compagnie sont exposés aux changements de valeurs des investissements. Ces investissements sont détenus pour des raisons stratégiques et non commerciales.

Les analyses de sensibilité qui suivent ont été effectuées à partir de l'exposition au risque de prix sur instruments de capitaux propres à la date de clôture.

Si les prix des instruments de capitaux propres avaient augmenté ou diminué de 10% :

- le bénéfice net pour l'exercice terminant le 30 juin 2011 et 2010 n'aurait pas été touché puisque les placements en instruments de capitaux propres sont classés comme disponibles à la vente;
- la réserve de juste valeur incluses dans les capitaux propres augmenteraient ou diminueraient de Rs158,064,956 (2010 : Rs149,720,091) pour le Groupe et augmenteraient ou diminueraient de Rs1,111,676,493 (2010 : Rs817,837,328) pour la Compagnie, en raison des variations de la juste valeur des actions disponibles à la vente.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

44. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidité

Le Groupe et la Compagnie gèrent le risque d'être à court de trésorerie en tenant compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

Le tableau suivant présente le profil de maturité des passifs financiers du Groupe et de la Compagnie au 30 juin, sur la base des paiements contractuels non actualisés.

2011	GROUPE				
	Sur demande Rs'000	Moins d'un an Rs'000	1 à 5 ans Rs'000	> 5 ans Rs'000	Total Rs'000
Contrats de location financement	-	80,570	79,738	266	160,574
Instruments ne portant pas d'intérêt	-	7,217,134	-	-	7,217,134
Instruments portant intérêts à taux variable	4,104,899	3,435,730	6,246,143	1,912,516	15,299,288
Instruments portant intérêts à taux fixe	-	209,413	249,032	45,000	503,445
	4,104,899	10,542,847	6,574,913	1,957,782	23,180,441
2010					
Contrats de location financement	-	76,030	93,262	320	169,612
Instruments ne portant pas d'intérêt	-	6,742,333	-	-	6,742,333
Instruments portant intérêts à taux variable	7,948,555	3,683,469	5,315,600	1,803,057	18,750,681
Instruments portant intérêts à taux fixe	47	2,995,905	115,251	45,000	3,156,203
Instruments financiers dérivés	-	38,111	170,878	-	208,989
	7,948,602	13,535,848	5,694,991	1,848,377	29,027,818
2011	COMPAGNIE				
	Sur demande Rs'000	Moins d'un an Rs'000	1 à 5 ans Rs'000	> 5 ans Rs'000	Total Rs'000
Instruments ne portant pas d'intérêt	-	7,451	-	-	7,451
Instruments portant intérêts à taux variable	49,164	290,000	1,125,000	-	1,464,164
	49,164	297,451	1,125,000	-	1,471,615
2010					
Instruments ne portant pas d'intérêt	-	16,251	-	-	16,251
Instruments portant intérêts à taux variable	237,858	137,730	925,000	-	1,300,588
	237,858	153,981	925,000	-	1,316,839

Garanties financières et engagements

Les garanties financières et les engagements non utilisés sont évalués et des provisions sont faites sur le même principe que celui des emprunts.

Afin de répondre aux besoins financiers de ses clients, la Banque a contacté des engagements irrévocables ainsi que des passifs éventuels. Même si ces obligations ne paraissent pas sur les Etats de situation financières, ils font partie intégrante du risque de crédit et du risque supporté de manière générale par la banque.

Le montant maximum de risque, en matière de crédit, s'agissant d'une garantie financière accordée par la caution est le montant maximum qu'une filiale pourrait être amenée à honorer si ladite caution était exécutée. Le montant maximum de risque, en matière de crédit, lorsqu'il s'agit de prêts contractés, est le montant total de ces mêmes prêts. Dans les deux cas, l'exposition maximale aux risques est significativement plus grande que le montant reconnu comme dette dans les états de situation financières.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

45. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

(a) Acquisition des filiales

Durant l'exercice, Naïade Resorts Ltd a augmenté sa participation dans Naiade Resorts Maldives Ltd passant de 40% à 92%. Naiade Resorts Maldives Ltd, était précédemment consolidée comme une associée selon la méthode de mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2010 et elle a été reconnue comme filiale à compter du 1er janvier 2011.

La Compagnie détenait 16.05% dans Ireland Blyth Limited (IBL) et avait une influence notable dans cette compagnie. Le 08 Décembre 2009, la Compagnie acquit un additionnel 32.24% du capital social d'IBL et obtient le contrôle de la compagnie en ayant une majorité des membres au Conseil d'Administration ainsi consolidant la compagnie comme une filiale.

Les actifs identifiables acquis et passifs repris à leurs justes valeurs à la date d'acquisition sont comme suit :

	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Actifs		
Immobilisations corporelles	2,028,316	4,346,396
Immobilisations incorporelles	722,410	37,376
Immobilisations financières - Compagnies associées	-	852,321
Immobilisations financières - Autres titres	-	298,930
Stocks	53,698	1,936,130
Clients et autres débiteurs	312,547	3,071,203
Créances liées aux contrats de location financement	-	1,176,050
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56,207	1,743
	3,173,178	11,720,149
Passifs		
Emprunts	1,711,806	3,542,700
Découverts bancaires	-	1,883,400
Fournisseurs et autres créditeurs	320,703	3,483,122
Intérêts minoritaires	-	133,827
	2,032,509	9,043,049
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	1,140,669	2,677,100
Contrepartie payé en 2010 et comptabilisé comme avance sur capital	300,000	57,200
Contrepartie payée en trésorerie	780,000	646,628
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle	-	1,502,769
Juste valeur des participations précédemment détenue par l'acquéreur	-	481,920
	1,080,000	2,688,517
Goodwill négatif découlant de l'acquisition	(60,669)	(55,334)
Goodwill	-	66,751
Contrepartie payée en trésorerie	780,000	646,628
Moins trésorerie nette acquise avec la filiale	(56,207)	1,881,657
Flux net de trésorerie	723,793	2,528,285

Les justes valeurs des participations ne donnant pas le contrôle et des participations précédemment détenue par l'acquéreur sont basées sur le prix de marché à la date de la transaction.

Impact de l'acquisition sur les résultats du Groupe

Le revenu et le profit de l'exercice clos au 30 juin 2011 comprenaient un montant de Rs 509,7 millions et Rs 17 millions respectivement attribuable aux activités supplémentaires générées par Naïade Resorts Maldives Ltd.

Le revenu et le profit de l'exercice clos au 30 juin 2010 comprenaient un montant de Rs 8,1 millions et Rs 407 millions respectivement attribuable aux activités supplémentaires générées par IBL.

Si ces regroupements d'entreprises avaient été en vigueur au 1^{er} juillet 2010 et 2009, les revenus du Groupe provenant des activités poursuivies se seraient chiffrés à Rs 878 millions (2010 : Rs 15,153 millions) et le résultat lié aux activités poursuivies pour l'exercice se serait chiffré à une perte de Rs 34,6 millions (2010 : profit de Rs 546 millions). Les administrateurs du Groupe estiment que les données pro forma représentent une évaluation approximative du rendement de l'entreprise regroupée sur un an et qu'elles fournissent des points de référence aux fins de comparaisons avec les résultats des exercices futurs.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

45. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES (SUITE)

(b) Cessions des filiales

Suivant une nouvelle émission d'actions d'AfrAsia, la participation effective de la Compagnie a été réduite. En conséquence AfrAsia n'est plus consolidé comme filiale mais comme associée.

Durant l'exercice, IBL a cédé sa participation dans une de ses filiales impliquée dans le traitement de déchets notamment General Refuse Enterprise for Environmental Needs.

En 2010, une des filiales a cédé ses actions dans GML Immobilier Ltée.

	2011 Rs'000	2010 Rs'000
Actifs		
Immobilisations corporelles	21,539	-
Immobilisations incorporelles	13,809	-
Actifs d'impôt différé	2,229	-
Instruments financiers dérivés	147,205	-
Prêts et créances sur la clientèle	6,722,561	-
Immobilisations financières - Compagnie Associé	5,481	-
Immobilisations financières : Co-entreprise	41,955	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	57,753	-
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	1,607,240	-
Stocks	2,748	-
Clients et autres débiteurs	20,789	538
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,841,295	692
	11,484,604	1,230
Passifs		
Dettes auprès des établissements de crédit	38,629	-
Instruments financiers dérivés	216,836	-
Fournisseurs et autres créditeurs	6,677	589
Dettes envers la clientèle	10,061,227	-
Contrats à capital garanti	115,251	-
Emprunts	2,169	-
Impôt exigible	21,520	-
Fournisseurs et autres créditeurs	46,160	-
	10,508,470	589
Actifs nets cédés	976,134	641
Quote part des actifs cédés	976,134	641
Interets minoritaires	(626,299)	-
Goodwill	49,144	-
Gain/(Perte) sur cession	290,199	(616)
	689,178	25
Contrepartie		
Contrepartie considérée comme ayant été reçue	681,678	-
Contrepartie reçue en trésorerie	7,500	25
	689,178	25
Flux net de trésorerie sur cession		
Contrepartie reçue en trésorerie	7,500	25
Trésorerie nette cédée avec la filiale	(2,841,295)	(692)
	(2,833,795)	(667)

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

46. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Plan de restructuration et principe d'une entreprise en activité

Les résultats de la filiale Mauritius Stationery Manufacturers Limited (MSM) ont été sévèrement impactés par la crise financière et celle-ci a affiché des pertes de Rs163.5m pour l'exercice clos au 30 juin 2011 (2010: pertes de Rs56.8m). Ces pertes importantes ont entraîné une détérioration de la trésorerie du Groupe MSM. Au 30 juin 2011, le Groupe MSM affichait des passifs nets courants de Rs86.6m. Le Conseil d'Administration et le management de MSM, soutenus par GML Investissement Ltée (GMLI), ont de façon proactive initié des négociations avec les principaux bailleurs de fonds afin de s'assurer que le Groupe MSM sera en mesure de respecter ses futures obligations financières. Les principaux bailleurs de fonds ont, à ce jour, adhéré pleinement au plan de restructuration de la dette et un document de conditions définitives a été établi avec ces derniers. Les directeurs de MSM ont en conséquence décidé que les comptes de fin d'exercice de MSM devaient être établis suivant le principe de continuité d'exercice.

Le Conseil d'Administration de MSM a approuvé le 25 novembre 2011 un plan de restructuration financière du Groupe MSM. Le principal objectif du plan de restructuration est de permettre au Groupe MSM de faire face à toutes ses obligations financières auprès de ses bailleurs de fonds. Les termes du plan de restructuration ont déjà reçu l'accord des principaux bailleurs de fonds de MSM notamment, la Mauritius Commercial Bank Ltd (MCB), la Barclays Bank PLC (BB), la State Investment Corporation (SIC) et la State Bank of Mauritius Limited (SBM). Les accords avec les principaux bailleurs de fonds sont détaillés dans des documents de conditions définitives établis avec chacun d'entre eux et dont les points principaux sont résumés ci-dessous :

- I. Conversion de l'emprunt existant de Rs75m de GMLI en actions ordinaires de MSM;
- II. Conversion partielle en actions ordinaires de MSM, à hauteur de Rs17m, des Rs 42m d'emprunts convertibles auprès de la MCB. Le solde de Rs25m d'emprunts convertibles sera rémunéré à 0% p.a. jusqu'au moment où des dividendes deviendront payables aux actionnaires ordinaires de MSM;
- III. Conversion des emprunts de Rs45m auprès de la SIC en actions ordinaires;
- IV. Engagement de MSM de racheter ses propres actions, à un prix prédéfini, au 31 décembre de chaque année à partir de 2016, à condition que la trésorerie et les exigences de solvabilité le permettent. Une sortie de la SIC par voie de transaction boursière au moment opportun est aussi possible;
- V. Une souscription immédiate au capital de MSM par GMLI (ou tout substitut) à hauteur de Rs25m et un engagement de cette dernière à injecter un montant additionnel de Rs 25m d'ici le 30 juin 2012, s'il s'avérait nécessaire;
- VI. Un moratoire jusqu'au 31 décembre 2014 des remboursements du capital sur les emprunts de Rs115.7m auprès de la MCB. Les emprunts porteront intérêt au taux à l'épargne de la MCB jusqu'au 31 décembre 2014 (taux de base de la + 1.00% p.a. subséquemment) et seront remboursés après le 31 décembre 2014 en 10 tranches égales tous les 6 mois;
- VII. Le rééchelonnement d'emprunts existants auprès de la MCB pour Rs122.4m. Ces emprunts deviendront remboursables par 84 mensualités à compter du 30 Juin 2013 et porteront intérêts au taux de base de la MCB;
- VIII. Engagement par GMLI, ou d'un tiers établie par celle-ci, de racheter d'ici le 30 juin 2012 la dette de Rs184.3M envers la BB. Les intérêts payables sur ces emprunts seront inchangés mais le montant d'intérêt au-delà de celui qui serait payable au taux de base de la MCB sera supporté par GMLI. Aucun remboursement du capital ne sera requis par la BB d'ici le 30 juin 2012, date à laquelle ces emprunts seront restructurés en accord avec les termes agréés avec les principaux bailleurs de fonds. Les directeurs de GMLI ont octroyé une garantie de Rs 100m à la BB;
- IX. Engagement de la SBM de maintenir les facilités bancaires existantes aux termes et conditions actuelles.

Le plan de restructuration financière étant accompagné d'initiatives par le management pour améliorer les marges, le Conseil d'Administration de MSM est confiant que la trésorerie et la profitabilité de MSM s'amélioreront.

La capacité du Groupe MSM de continuer à opérer est dépendante de sa capacité à renouer avec la rentabilité et du soutien de GMLI de même que de ses principaux bailleurs de fonds.

Les états financiers de MSM ont en conséquence été préparés suivant le principe de continuité d'exercice qui suppose que les fonds nécessaires aux opérations seront obtenus et que toute cession d'actifs ou règlement de passifs s'effectuera dans le cours normal des opérations.

Notes Annexes aux Etats Financiers

pour l'exercice clos le 30 juin 2011

46. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE (SUITE)

Plan de restructuration et principe d'une entreprise en activité (Suite)

Le rapport des Commissaires aux Comptes de MSM contient une clause attirant l'attention sur l'utilisation du principe de continuité d'exercice mais n'émet aucune réserve. Les fonds propres de MSM consolidés dans GMLI au 30 juin 2011 s'élèvent à Rs236M. Les montant investis dans et à recevoir de MSM, dans les comptes de GMLI au 30 juin 2011, s'élèvent à Rs250.65M. Une garantie s'élevant à Rs85m ainsi qu'une autre de Rs100M (comme mentionné ci-dessus) ont été octroyée par GMLI en relation avec MSM. Compte tenu du plan de restructuration de MSM, les directeurs de GMLI sont d'avis que les actifs relatifs au Groupe MSM de même qu'à la compagnie, sont évalués à leur juste valeur dans les comptes de GMLI.

Abolition de l'impôt sur les revenus issues de ventes de terres

Dans son discours du budget le 4 novembre 2011, le Ministre des Finances a annoncé l'abolition de l'impôt sur les revenus issues de ventes de terres. En conséquence, le montant de Rs 1 milliard d'impôt différé relatif aux cessions de terres, tels qu'inclus dans les états financiers, sera ajustés aussitôt la loi promulguée.

47. CONTRATS DE CONSTRUCTION

Les contrats en vigueur à la date de l'état de situation financière:

	2011 Rs'000	2010 Rs'000
(i) Produits des contrats	1,327,352	603,799
(ii) En vertu des travaux des contrats de construction à la date de clôture :		
(a) Montants retenus par les clients (inclus dans clients et autres débiteurs)	35,451	18,342
(b) Avances reçues de clients (inclus dans fournisseurs et autres créditeurs)	255,165	350,715
(c) Montant net comptabilisé à l'égard des travaux des contrats:		
Montants à recevoir de clients (inclus dans clients et autres débiteurs)	330,732	272,693
Montants à payer à des clients (inclus dans fournisseurs et autres créditeurs)	(255,165)	(350,715)
	75,567	(78,022)
Coûts de construction engagés, plus les bénéfices et moins les pertes comptabilisés jusqu'à la date considérée	1,327,352	603,799
Moins : facturations intermédiaires	(1,251,785)	(681,821)
	75,567	(78,022)